

LA CLAUSE « PAYABLE EN OR »

ET

LE COURS FORCÉ

(Etude de Jurisprudence
française et étrangère)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

**Présentée à la Faculté de droit de Paris et soutenue publiquement
le 19 juillet 1924, à 4 heures 1/2**

PAR

Emile JAMES

Docteur en droit (Sciences politiques et économiques)
Lauréat de la Faculté de Paris (Concours de 1916 et 1917)
Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques
Chargé de cours à la Faculté de droit de Toulouse

PRÉSIDENT... M. PERCEROU, professeur.
SUFFRAGANTS... } MM. MESTRE, professeur.
 } LESCURE, professeur.

TOULOUSE
IMPRIMERIE V^{ve} BONNET
2, RUE ROMIGUIÈRES, 2

—
1924

LA CLAUSE
« PAYABLE EN OR »

ET

LE COURS FORCÉ

LA CLAUSE « PAYABLE EN OR »

ET

LE COURS FORCÉ

(Etude de Jurisprudence
française et étrangère)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

**Présentée à la Faculté de droit de Paris et soutenue publiquement
le 19 juillet 1924, à 4 heures 1/2**

PAR

Emile JAMES

Docteur en droit (Sciences politiques et économiques)
Lauréat de la Faculté de Paris (Concours de 1916 et 1917)
Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques
Chargé de cours à la Faculté de droit de Toulouse

PRÉSIDENT.. M. PERCEROU, professeur.
SUFFRAGANTS.... } MM. MESTRE, professeur.
LESCURE, professeur.

TOULOUSE
IMPRIMERIE V^{re} BONNET
2, RUE ROMIGUÈRES, 2

1924

RACETTE DE DROIT DE NAISS

LA CLASSE

PAYABLE EN OR

ET

LE COEURS FORCE

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



Emile JAMES

AVANT-PROPOS

On est parfois surpris, quand on étudie l'histoire économique, de s'apercevoir que certains événements contemporains, qui tout d'abord avaient surpris ou scandalisé, ne sont au fond que le renouvellement d'événements anciens, un peu oubliés, dont les modalités seules ont changé. D'un siècle à l'autre, les peuples souffrent de maux semblables et contre eux réagissent à peu près de la même façon.

Cela est vrai même en matière de monnaie. Jadis l'Europe a connu la pratique des mutations monétaires. Une doctrine fausse alors avait cours : la monnaie n'était qu'un signe de valeur, et le souverain avait le pouvoir de dire pour quelle valeur les espèces métalliques circuleraient. De cette fausse doctrine il profitait en fait, décidant quel serait leur pouvoir libérateur par rapport à l'unité de compte utilisée dans les contrats. Son intérêt guidait sa politique. Cette valeur, il la diminuait parfois, ce qui était très rare ; il l'augmentait au contraire très souvent, lorsqu'il était très endetté. En augmentant la valeur des espèces métalliques, il pouvait s'acquitter en versant moins. L'unité de compte, la livre tournois ou parisis, par exemple, était repré-

sentée dans la circulation par un poids de métal toujours plus faible. Le résultat, c'est que sa valeur par rapport aux marchandises baissait aussi après chaque mutation.

Tous les créanciers en souffraient : on leur remboursait moins d'or qu'ils n'en avaient prêté. Le commerce était gêné, les prix étaient instables, les transactions plus difficiles, les contrats à lointaine échéance se compliquaient, bon gré mal gré, d'une véritable spéculation sur les monnaies. Certaines grandes villes commerçantes cherchèrent à se préserver du chaos monétaire : puisque l'unité monétaire officielle était instable, il ne fallait plus l'utiliser. Il fallait compter, contracter en se servant d'une unité de compte nouvelle, représentant un poids immuable d'or ou d'argent. C'est ainsi que l'on compta en marks-banco à Hambourg, en florins-banque à Amsterdam.

Au début du dix-neuvième siècle, les Etats comprirent que la politique de ces grandes villes était sage. Une monnaie stable était nécessaire. Pour l'obtenir, il fallait fixer une fois pour toutes, et ne plus laisser varier au gré du souverain, la valeur de l'unité de compte par rapport au métal étalon. L'unité monétaire alors devint un poids fixe de métal, et l'on crut définitivement close l'ère des mutations monétaires. La valeur de l'unité de compte, croyait-on, ne varierait plus qu'avec celle du métal étalon.

La guerre de 1914 est venue détruire cet espoir. Par des moyens variés, très différents de ceux des siècles passés, une véritable et très importante

mutation monétaire a eu lieu chez tous les belligérants d'Europe, provisoire chez quelques-uns d'entre eux comme l'Angleterre, définitive chez d'autres comme l'Autriche ou l'Allemagne. Partout l'inflation a amené une dépréciation de l'unité monétaire. Chez nous, le franc, stabilisé artificiellement pendant toute la guerre, accusa une très forte dépréciation dès l'année 1920. Depuis, la spéculation sur les changes modifie d'un mois à l'autre sa valeur par rapport à l'or : des promesses de déflation le font monter parfois, mais peu après, les craintes d'inflation, au contraire, le font largement baisser. Le gramme d'or, qui valait 13 francs au début de mars 1924, était retombé à 9 francs au début de mai. Ces variations de la valeur-or de l'unité monétaire sont causes de troubles très profonds. Elles sont généralement accompagnées d'une modification de son pouvoir d'achat intérieur. Comme jadis, le commerce gêné est en quête d'une unité de compte stable. Comme jadis, il désire dans ce but utiliser un poids invariable d'or. Nous assistons donc bien à un renouvellement d'événements anciens. Mais ce qui est étrange, c'est que les contrats en or ne se sont pas vulgarisés. Ils se heurtent à la mauvaise volonté de l'Etat et des tribunaux. Il peut paraître intéressant de voir si les raisons de cette hostilité sont bien défendables juridiquement et économiquement. Tel est le but de notre travail.

Les commerçants désirent pouvoir tenir en « franc-or » leur comptabilité et passer leurs contrats en franc-or, celui-ci ne devant être qu'une monnaie de compte idéale, représentant la valeur de

0 gr. 29 d'or. Déjà avant la guerre, des créanciers, prévoyant l'inflation et la dépréciation du billet, avaient exigé de leurs débiteurs, en contractant, l'engagement d'avoir à se libérer, non pas en billets, mais en espèces métalliques. Ces promesses de payer en espèces, les contrats actuels en francs-or sont-ils valides en période de cours forcé? Telle est la question.

Il semble qu'ils le soient, en vertu de l'article 1243 du Code civil (1) ou du principe général de la liberté contractuelle inscrit à l'article 1134. Cependant la Jurisprudence prétend que le cours forcé s'y oppose, car il aurait pour but de dissimuler la dépréciation du billet de banque et de donner à ce billet un pouvoir libératoire égal à celui des espèces. Dans cette lutte entre la liberté contractuelle d'une part, et d'autre part, le maintien de la fiction « le franc-papier égale le franc-or », c'est cette fiction qui devrait l'emporter.

A vrai dire, l'interprétation de notre Jurisprudence est soumise à bien des critiques, et des efforts ont été tentés en vue de faire proclamer la validité des promesses de payer en or.

En juin 1922, les spécialistes français des problèmes monétaires, assistés de financiers, d'hommes d'affaires, de juristes s'étaient réunis à Paris. Aux applaudissements de tous, Messieurs Delavelle,

(1) « Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande. »

Peschier, Valois, avaient exposé pour quelles raisons s'imposait, surtout dans les contrats à longue échéance, l'utilisation du franc-or. La « *Semaine de la Monnaie* » avait émis un vœu (1) en faveur du franc-or.

Malgré cette campagne, un arrêt (2) récent est venu prouver que la Jurisprudence restait fidèle à son ancienne interprétation. Il ne doit pas être tenu compte, dans les paiements, de la dépréciation du billet par rapport à l'or. La clause « payable en or » est dépourvue d'efficacité pendant toute la durée du cours forcé. Cette Jurisprudence ne trouvant pas dans les textes une justification suffisante, un projet de loi a été déposé au début de cette année par M. de Lasteyrie, alors ministre des Finances, pour interdire aux Français de contracter en d'autres monnaies que la monnaie légale.

Cette Jurisprudence, ce projet de loi ont soulevé des protestations véhémentes. Les esprits se sont émus, une « ligue du franc-or » s'est formée (3) : La Société d'économie politique a ouvert un débat sur cette question (4). Les journaux, les revues se sont livrés à des discussions très longues qui ont pris

(1) Voir « La Politique financière et monétaire de la France », p. 535.

(2) Arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 22 février 1924 (V. *Gazette des Tribunaux* du 24-2-24).

(3) Elle a son siège, 10, rue du Havre, Paris.

(4) Voir le *Journal des économistes* du 15 avril 1924, et l'*Economiste français* du 19 avril 1924.

parfois le ton très vif d'une polémique obstinée (1). On n'est pas habitué à voir, en France, les grands quotidiens commenter les décisions des tribunaux civils et commerciaux avec autant d'acharnement et de sérieuse documentation.

On ne pourrait donc nous reprocher d'avoir voulu étudier une question sans intérêt.

On va peut-être, au contraire, nous reprocher de revenir sur une question déjà réglée, sur laquelle tout est dit depuis dix ans, que le cours forcé existe, en France, et qu'il y a des tribunaux et des journaux pour l'interpréter.

Mais précisément, il nous semble que notre Jurisprudence, en proclamant le respect de la clause « payable en or » incompatible avec la loi du 5 août 1914, fait une analyse juridique inexacte du cours forcé et suit une politique préjudiciable aux intérêts des commerçants et des rentiers français, une politique qui la conduit à des réserves, des exceptions, des contradictions que l'étranger trouve ridicules et souvent peu équitables.

Il nous semble d'autre part que jamais encore cette question n'a été traitée dans son ensemble, qu'aucun ouvrage n'en a fait un exposé complet. Presque toujours, elle a été présentée comme l'ac-

(1) Voir ces débats dans les numéros de mars 1924 de la *Journée industrielle*, du *Temps*, du *Journal de la Bourse et de la Banque* et de l'*Action française*.

cessoire d'une question plus importante ou comme un simple chapitre du problème monétaire actuel, chapitre ne valant pas la peine d'une étude indépendante. C'est ainsi qu'elle occupe seulement une très petite place dans le livre qui nous rapporte les débats de la « Semaine de la Monnaie ». Ces débats n'ont pas épuisé tout le problème, ils n'en ont pas exposé tous les aspects économiques et juridiques. Deux autres ouvrages de M. T. Csemiczky (1) et de M. Raoul Duval (2) ont aussi abordé l'étude des contrats passés en monnaie d'or. Mais ils ne l'ont abordée qu'accessoirement, et s'occupent surtout du sort des marchés passés en monnaie étrangère entre Français et étrangers, lorsque des variations inattendues du prix des devises rendent ces marchés difficiles à exécuter. Nous voudrions étudier un problème moins vaste, mais l'approfondir. Ce n'est plus de l'ensemble du problème monétaire que nous voulons parler, même considéré sous son seul aspect juridique, ce n'est même pas de toutes les clauses permettant d'éviter les résultats d'une mutation monétaire, mais bien seulement de la clause « payable en monnaie d'or ». Nous voudrions voir si la loi française s'oppose à cette clause, comme la Jurisprudence le prétend, voir aussi quelles sont à ce sujet les décisions prises dans quelques pays voisins.

(1) Ch. CSEMICZKY. « Des Paiements en numéraire au point de vue de leur objet » (Thèse, Paris 1923).

(2) R. DUVAL. « La monnaie à employer dans les paiements » (Thèse, Paris 1923).

Les deux ouvrages indiqués ne font pas mention des arrêts récents des tribunaux étrangers. Parus avant les derniers arrêts de la Cour de cassation, ils n'exposent pas non plus d'une façon très complète les arguments présentés en France même, par les partisans et les adversaires de la clause.

Ainsi, bien que la publication des débats de la « Semaine de la Monnaie » aient eu le mérite d'éclairer l'opinion publique et d'attirer son attention, bien que les deux autres ouvrages déjà cités nous aient considérablement facilité notre tâche, nous croyons pouvoir revenir sur cette question. Nous voudrions combattre la thèse de M. Raoul Duval qui croit la clause illicite et néfaste, compléter l'ouvrage de M. Csemiczky ainsi que les exposés de MM. Delavelle, Peschier, Valois et Marie de Roux à la « Semaine de la Monnaie », en indiquant et en critiquant les décisions jurisprudentielles les plus récentes, adoptées chez nous et à l'étranger.

Peut-être encore nous reprochera-t-on d'étudier à part la « clause payable en or ». Pour bien des auteurs, elle fait partie d'un ensemble et ne doit pas être distinguée de la clause « payable en monnaie étrangère ». Nous avouons volontiers qu'en contractant en une monnaie étrangère stable, le dollar par exemple, on peut, le plus souvent, obtenir le même résultat qu'en contractant en or. Il nous semble cependant que nul ne peut être assuré de la stabilité dans l'avenir d'une devise étrangère quelconque. Un contrat en dollars à lointaine échéance n'offre donc pas les mêmes garanties de sécurité qu'un contrat

en or. Celui-ci doit être préféré au premier. Pour cette raison pratique donc, les deux façons de contracter ne doivent pas être confondues. De plus, théoriquement, l'exécution des contrats passés en or pose beaucoup plus de questions juridiques que celle des contrats en monnaie étrangère. Elle comporte notamment l'aveu officiel de la dépréciation du franc. On peut donc, sans scrupules, l'étudier à part.

Nous verrons d'abord les avantages que peut procurer la clause « payable en or », et les formes diverses qu'elle peut revêtir. Dans une seconde partie, nous étudierons les solutions adoptées à cet égard par la loi ou les tribunaux de quelques pays étrangers. Enfin, abordant le problème tel qu'il se pose en France, nous rechercherons si vraiment les décisions prises par les tribunaux sont imposées par une juste interprétation des textes fixant le statut monétaire actuel de notre pays.

Dans une conclusion, nous indiquerons quel peut être à notre avis le rôle joué par la loi dans l'organisation monétaire des Etats.

Indépendamment des trois ouvrages que nous avons déjà signalés, certains articles de journaux et de revues nous ont été d'un grand secours. Nous les signalerons au fur et à mesure des développements qui vont suivre.

Les conseils personnels, d'autre part, ne nous ont pas manqué. La présente étude n'est pas le fruit d'un travail solitaire, mais plutôt de conversations

ou de discussions, soit avec des amis de Paris ou de Toulouse, soit avec nos maîtres de Paris.

Qu'il nous soit permis d'adresser dès le début de cet ouvrage un très cordial merci à tous ceux qui nous ont aidé.

PREMIÈRE PARTIE

Utilité des stipulations en or

Très rapidement, nous avons indiqué déjà que les promesses de payer en or servaient, pendant les périodes d'instabilité monétaire, de protection contre les inconvénients principaux de cette instabilité.

Il faut insister. La généralisation de la clause « payable en or » ne saurait guérir tous les maux engendrés par le chaos monétaire, mais quelques-uns seulement. Voyons lesquels.

Pour cela, nous croyons devoir étudier successivement quatre problèmes :

1° Quelles sont les conséquences économiques de cette mutation monétaire qu'est l'inflation. Quelles seraient les conséquences prévisibles de cette mutation en sens inverse que serait la déflation?

2° Auxquelles de ces conséquences néfastes la clause « payable en or » pourrait-elle porter remède?

3° N'y a-t-il pas, pour se protéger contre les maux causés par l'instabilité monétaire, d'autres procédés que l'insertion de la clause or dans les contrats, et

s'il y en a d'autres, la clause « payable en or » n'est-elle pas plus avantageuse à divers points de vue?

4° La clause « payable en or » n'est-elle pas susceptible de revêtir plusieurs formes diverses?

CHAPITRE PREMIER

Quelles sont les conséquences économiques de l'inflation ou de la déflation ?

L'inflation est, pour le pays qui s'y livre, mère d'une suite de catastrophes, dont nous n'avons pas en France une connaissance parfaite. Chez nous, elle a été arrêtée à temps. L'Allemagne, l'Autriche ou la Pologne ont eu le temps d'en souffrir beaucoup plus que nous, et c'est dans ces pays qu'il faut aller l'étudier.

A son début, l'inflation ne fait que peu de ravages. Elle est lente. Elle ne se manifeste que par une faible hausse des prix et des changes. On n'attribue même pas alors cette hausse à la mutation monétaire qui commence. On accuse la spéculation, l'acaparement ou la baisse de la production. Le public demande à l'Etat de taxer et de surveiller les marchés. Toutes ces mesures échouent, et le public com-

mence à comprendre peu à peu : si tous les prix haussent, c'est que la monnaie est malade. La presse ne demande plus ni la taxation, ni des sanctions contre les spéculateurs. Au début, seuls les créanciers, rentiers, obligataires sont très atteints : ce qu'ils ont prêté, on le leur rend en monnaie plus faible, d'un pouvoir d'achat diminué. Le prix de la vie augmente, et le revenu de leurs créances reste au même niveau. La classe ouvrière aussi est gênée ; les salaires n'augmentent pas dans les mêmes proportions que le prix de la vie. Mais ils augmentent, et certainement les ouvriers sont beaucoup moins atteints que les rentiers.

En face des victimes, il y a dans cette première période des profiteurs de l'inflation : tous les débiteurs d'abord, et notamment le plus important de tous, l'Etat, puis les industriels et les commerçants. Ils paient leurs dettes en monnaie faible, et vendent facilement : les affaires vont bien au début d'une période d'inflation, le consommateur a de la monnaie, il achète beaucoup, il stocke même précipitamment pour éviter la hausse qui vient, ou bien il achète à crédit pour pouvoir payer plus tard en monnaie dépréciée.

C'est là la période brillante de l'inflation. Elle apparaît comme une spoliation des « parasites » possédant la richesse acquise, au profit des classes dites « productrices ». Elle trouve des défenseurs.

En France, nous n'avons eu le temps de connaître que cette période. Nous savons seulement que l'arrêt de l'inflation provoque une crise économique plus ou moins importante.

Si on ne l'arrête pas, l'Allemagne sait qu'elle produit des maux bien plus graves et qu'elle finit par ruiner tout le monde. Il arrive un moment, en effet, où l'épargne ne se forme plus dans un pays livré à l'inflation. Puisque les sommes mises de côté se déprécient, il vaut mieux acheter qu'épargner, ou bien il faut placer à l'étranger ses économies. Tout le monde va demander à acheter des devises et spéculer à la baisse de la monnaie nationale. Les étrangers feront de même. La hausse des changes deviendra très rapide, beaucoup plus rapide que la hausse des prix intérieurs. Calculés en or, ceux-ci seront très inférieurs aux prix mondiaux. L'étranger en profitera pour venir acheter : s'il n'achète que des marchandises faciles à produire, peu importe, mais s'il achète aussi des immeubles, des fonds de terre ou des participations dans des sociétés industrielles, l'inflation aboutit à une expatriation, à une annexion par l'étranger d'une partie du patrimoine national. De même que nous, Français, avons tenté d'annexer ainsi économiquement quelques Sociétés rhénanes, les Anglais, chez nous, se sont en partie annexé la Côte d'Azur et Deauville.

Les commerçants et industriels, qui bénéficiaient de l'inflation à ses débuts, vont commencer à en souffrir; les industriels ont coutume de consacrer, chaque année, une certaine part de leurs bénéfices à l'amortissement de leur matériel qui s'use peu à peu. Mais en période d'inflation, les fonds ainsi mis de côté, peu à peu perdent de leur pouvoir d'achat. Ils ne pourront suffire à remplacer le matériel d'usine, quand celui-ci sera tout à fait

hors d'usage. L'amortissement deviendra impossible. On s'apercevra que la prospérité fictive des entreprises dissimulait une véritable consommation de capital.

Que les industriels n'espèrent pas se procurer des capitaux à long terme, ils n'en trouveraient pas, l'épargne étant devenue très défiante. Quant aux fonds de roulement, ils ne s'en procureront qu'assez difficilement. Il se produit, en effet, à la fin d'une très rapide inflation, ce phénomène paradoxal et pourtant certain : la monnaie se fait rare, ce que l'on peut expliquer de la façon suivante : Il est avéré que dans un pays qui fait de l'inflation, la monnaie se déprécie très vite sur le marché des changes et que cette baisse est beaucoup plus rapide que le mouvement même de l'émission des billets. Malgré les émissions très rapides, la valeur en or de l'ensemble de la circulation fiduciaire diminue constamment. D'autre part, on sait que le mouvement des prix intérieurs suit le mouvement des changes de beaucoup plus près que le mouvement de l'émission. Les prix augmentent donc beaucoup plus vite que la circulation monétaire. Et ainsi, à un certain moment, étant donné le niveau atteint par les prix intérieurs, la monnaie semble rare, la circulation insuffisante. Dès lors, déjà gênés par les difficultés de l'amortissement, les industriels ont de plus de la peine à se procurer des fonds de roulement. Leurs affaires commencent à marcher moins bien.

A un degré plus avancé, l'inflation aboutit à une élimination complète de l'unité monétaire. On

finît, nous le verrons, par ne plus rien évaluer en monnaie officielle. Les prix, dans tous les contrats successifs, dans tous les marchés à terme, sont fixés en monnaie d'or ou en devises étrangères. La monnaie officielle est abandonnée comme étalon des valeurs. Il sembla même, en juillet 1923, en Allemagne, qu'elle allait disparaître aussi en tant qu'instrument des échanges : Déjà, les commerçants accordaient des primes ou des réductions à qui les payait en devises ou en marchandises plutôt qu'en monnaie d'Etat. Dès lors, disparurent tous les avantages que certains individus avaient un moment tiré de l'inflation. Les prix allemands devinrent égaux aux prix mondiaux, la prime à l'exportation cessa de jouer, l'intensification des affaires ne se produisit plus. Il apparut très nettement que les rentiers avaient perdu presque tout leur patrimoine, et qu'une grande partie du capital industriel avait été détruite ou était passée entre des mains étrangères. Tout le monde sortait appauvri d'une pareille épreuve. L'Etat lui-même s'était libéré de sa dette, mais avait perdu tout crédit.

Tels sont les résultats de l'inflation. Devant une pareille suite de catastrophes, on comprend que la déflation soit ardemment désirée. On croit le plus souvent, en effet, que le retour de la monnaie à la parité de 1914 est le seul moyen de sortir de la situation actuelle. Nous ne pouvons savoir quels seraient les effets d'une déflation importante et prolongée. L'histoire ne nous en offre aucun exemple. Nous avons eu seulement sous les yeux depuis 1914 quel-

ques ébauches de déflation, qui ont déjà permis de voir que cette politique créait, elle aussi, des difficultés et des injustices. Des difficultés, parce que l'espoir d'une baisse des prix pousse les acheteurs à se réserver, à attendre, et que les affaires marchent mal; des injustices, parce que cette déflation oblige tous les débiteurs à payer en monnaie ayant un pouvoir d'achat plus élevé que celle qu'ils avaient préalablement reçue lors de l'emprunt.

Si on la poursuivait, la déflation ferait donc aux créanciers un avantage injustifié au détriment des débiteurs. Tous les possesseurs de rentes, d'obligations en profiteraient. Tous les entrepreneurs, toutes les classes productrices seraient injustement lésés, à l'heure même où une crise grave des affaires réduirait déjà leurs bénéfices. L'Etat lui-même serait tenu de rembourser en monnaie saine une dette contractée en monnaie plus faible, et cela à une époque où, à cause de la crise industrielle, les impôts rentreraient mal.

Plutôt qu'une lente déflation, nous croyons qu'aux Etats victimes de l'inflation une tentative s'impose en vue d'une stabilisation immédiate de leur devise, même à une parité nouvelle. Cette stabilisation constituerait le seul remède efficace et complet. Nous sommes d'avis qu'elle est le but auquel doit tendre l'effort actuel des pays européens. Mais pour la réaliser d'une façon définitive, il faut résoudre certains problèmes de technique monétaire et cambiste, il faut posséder un stock important de devises et d'or, il faut inspirer confiance à l'étranger. Très peu de pays européens peuvent aujourd'hui se livrer à un essai de stabilisation définitive.

La période d'instabilité se prolonge et nous assistons à un autre phénomène : L'inflation même arrêtée nous fait encore du mal. La valeur des monnaies qui ont perdu leur soutien métallique est soumise à des variations importantes et contradictoires, indépendantes de toute émission nouvelle, ou de tout retrait de billets. Les cours du change évoluent au gré de la spéculation. Ils peuvent s'élever très rapidement si les spéculateurs craignent une inflation à venir, même avant que celle-ci ne se soit produite, et au contraire le seul espoir d'une déflation peut faire baisser les cours. La France en a fait nettement l'expérience depuis un an. Et comme le pouvoir d'achat intérieur d'une monnaie dépend plus des cours du change que de l'émission des billets, on peut dire que, même sur le marché national, par rapport aux marchandises, l'unité monétaire peut cesser d'avoir une valeur stable en dehors de toute émission ou retrait de billets. Les banques perdent le contrôle du marché monétaire national.

Tels sont les maux engendrés par la politique monétaire de guerre. L'inflation a amené la ruine des créanciers. La déflation ruinerait les débiteurs. L'incertitude à l'égard de la politique monétaire à suivre est mère de variations permanentes, difficiles à prévoir et très préjudiciables aux intérêts du commerce. Nous espérons que l'on tentera bientôt la stabilisation du franc à sa valeur actuelle, par exemple en adoptant le « gold exchange standard system », mais puisque nous sommes sans doute condamnés à vivre quelque temps encore sous le régime

de l'instabilité, il faut voir à quoi, dans une telle situation, pourraient bien servir les calculs en monnaie d'or.

CHAPITRE II

A quelles conséquences de l'instabilité monétaire, la clause « payable en or » peut-elle remédier ?

Il importe de ne rien exagérer. Les calculs en monnaie d'or ne pourraient faire disparaître tous les inconvénients de l'inflation.

La diffusion des calculs en monnaie d'or ne constituerait pas le moins du monde une réforme monétaire; elle ne modifierait en rien le système monétaire en vigueur. Elle ne saurait donc avoir aucune influence sur la valeur de l'unité de compte officielle. Si, par exemple, en France, nos tribunaux se décidaient à valider la clause « payable en or », la valeur du franc n'en serait ni améliorée, ni même stabilisée. Les deux monnaies, franc-or et franc-papier, coexisteraient sans lien entre elles, puisqu'elles ne seraient pas stabilisées l'une par rapport à l'autre. Les adversaires de la comptabilité en or en concluent que le franc-or est une chimère, et ne

servirait à rien, puisqu'il ne pourrait influer sur la tenue du franc. Raisonement trop rapide et très défectueux. Lorsque la monnaie officielle est instable, il y a deux façons de se parer contre les inconvénients de ses variations. On peut d'abord tenter de lui rendre sa stabilité perdue. Mais cela dépend de l'Etat, qui ne se décide pas toujours à faire le nécessaire. C'est pourquoi on peut user d'un autre procédé : les individus peuvent cesser d'utiliser l'unité officielle, et lui substituer dans les calculs et les contrats une monnaie de compte stable. Même si celle-ci n'est pas représentée dans la circulation par des espèces monnayées à cours légal, elle peut cependant servir d'étalon des valeurs, pour peu que sa valeur s'appuie sur celle d'une marchandise comme l'or, non soumise à des variations brusques et importantes. La clause « payable en or » n'est qu'une mesure de protection individuelle. Elle met à l'abri des risques de dépréciation ou d'appréciation le créancier ou le débiteur qui l'utilise. Mais elle ne saurait avoir une influence sur l'ensemble du marché, et notamment ne saurait remédier aux inconvénients que l'instabilité monétaire inflige à la collectivité, comme l'exportation d'une partie du capital national, ou la crise des affaires. Cette réserve ainsi posée, à quoi peut-elle servir?

I

La clause « payable en or », si les tribunaux la validaient, protégerait d'abord les créanciers d'avant guerre l'ayant insérée dans leurs contrats.

Beaucoup de prêts consentis avant la guerre ne sont pas encore arrivés à échéance. Le débiteur reste encore tenu du paiement des intérêts annuels et du remboursement du capital. Des contrats successifs (des baux surtout) ont été passés avant la guerre pour une très longue période, et restent encore applicables aujourd'hui. Des rentes viagères ont été constituées et ne sont pas encore éteintes. Des contrats d'assurance ou de capitalisation ont été conclus, donnant lieu à des versements de primes en francs d'avant-guerre. Le plus souvent, toutes ces conventions utilisaient comme monnaie de compte le *franc*. Aucune mesure de protection n'avait été prise contre la possibilité d'une baisse du franc. Toutes ces créances sont aujourd'hui remboursées en francs, dont le pouvoir d'achat est tombé au tiers ou au quart de ce qu'il était en 1914.

C'est une injustice, et qui a amené un déplacement total de toutes les fortunes. En France, avant la guerre, un grand nombre de petites gens s'étaient constitué — grâce à une lente et pénible épargne — un portefeuille de rentes sur l'Etat, d'obligations émises par les grandes sociétés industrielles françaises ou étrangères, de créances hypothécaires ou chirographaires. Les petits rentiers formaient l'essentiel de ces « classes moyennes » où se recrute l'élément stabilisateur ou temporisateur de l'électorat français. Ils recherchaient, ces rentiers, les « placements de père de famille », craignant les risques des placements spéculatifs. Ils achetaient dans ce but des valeurs à revenu fixe, laissant aux grosses fortunes les actions de sociétés, considérées

comme moins sûres. C'étaient de petits fonctionnaires retraits, des commerçants retirés des affaires, quelquefois des paysans. C'étaient surtout les incapables, dont les capitaux doivent servir à acheter des valeurs de tout repos, ce qui, malheureusement, fut interprété d'une façon presque constante dans le sens de : valeurs à revenu fixe. Tous ces petits rentiers, l'inflation les a broyés. Sans diminuer le montant nominal de leur patrimoine, elle en a diminué des deux tiers la valeur réelle. L'inflation a été un procédé de spoliation contre les détenteurs les plus faibles de la richesse mobilière.

Mais déjà avant la guerre, quelques créanciers avaient prévu l'inflation et voulu prendre leurs précautions contre elle. Ils avaient exigé de leurs débiteurs l'engagement de payer en monnaie d'or.

Cet engagement figure surtout dans les contrats internationaux. Il y avait alors sur les divers marchés financiers des émissions de ce qu'on appelait les grands titres internationaux. Ces titres étaient généralement émis par un Etat ou une Société possédant un crédit mondial. Ils étaient généralement cotés sur toutes les grandes places financières. Pour faciliter leur passage d'une place à une autre, on promettait que le paiement des coupons et le remboursement du capital seraient effectués en la monnaie que choisirait le porteur : francs, dollars, livres, etc... De plus, l'emprunteur, pour bien marquer qu'il ne pensait pas profiter de la perte au change pouvant affecter une de ces monnaies, pro-

mettait souvent de payer en or. Il promettait de verser, au choix du porteur, des francs-or, des livres-or, etc...

Mais ces promesses étaient fréquentes aussi entre deux contractants français. Même au temps où le billet circulait au pair avec l'or, il y avait un certain nombre de « défaitistes » qui n'avaient pas confiance en son avenir; des paysans le plus souvent, parfois aussi des propriétaires d'immeubles urbains, ou de petits possesseurs de capitaux. Dans les campagnes françaises, le souvenir des assignats, celui de la dépréciation du billet après 1870 n'avaient jamais disparu. Les créanciers exigeaient donc de leurs débiteurs la promesse de payer en or, non pas qu'ils voulussent faire exécuter cette promesse pendant une période de simple cours légal, tant que le billet serait au pair avec l'or, mais parce qu'ils voulaient, dans l'avenir, pouvoir exiger de l'or en paiement, le jour où le billet, soumis au cours forcé, commencerait à se déprécier. C'est en vue de l'avenir, et pour se protéger contre le retour possible du cours forcé, que l'on contractait en or. Et la preuve, c'est que la clause « payable en espèces d'or » ne fut jamais une clause de style dans les contrats à échéance rapprochée, mais qu'au contraire son usage se développa dans tous les contrats à lointaine échéance ou dans les contrats successifs (fermage ou louage d'immeubles urbains).

Ce sont ces promesses de payer en or que la Jurisprudence française s'obstine aujourd'hui à considérer comme nulles dans les rapports entre Français pendant toute la durée du cours forcé. C'est cepen-

dant en prévision du cours forcé qu'elles ont été insérées dans les contrats; c'est lui qui leur donne leur intérêt et leur raison d'être.

Il est certain que si de semblables clauses étaient respectées par la Jurisprudence, elles mettraient les créanciers d'avant 1914 à l'abri des inconvénients de la mutation monétaire survenue depuis. Ils toucheraient, lors du remboursement, un pouvoir d'achat égal à celui qu'ils ont versé lors de la conclusion du contrat. Telle serait la première vertu de ces promesses.

II

Parfois, à ce sujet, l'intérêt des créanciers se confond avec l'intérêt national. N'oublions pas que la France, avant 1914, était appelée « le banquier de l'Univers ». C'est l'épargnant français qui a le plus longuement souscrit aux émissions de ces titres internationaux dont nous venons de parler. Il a prêté à la Turquie, à l'Autriche, à la Russie, aux Etats Balkaniques. Il a prêté aussi aux Compagnies de chemins de fer américaines et aux Républiques Sud-américaines. Presque tous ces emprunts ont été stipulés remboursables en or (1).

L'Angleterre, dès 1919, a exigé qu'on paie en or

(1) Voir dans l'*Action Française* du 4 mai 1924, une liste de ces emprunts-or. Déjà la *Vie Financière* du 11 septembre 1923, en avait cité un certain nombre, avec des considérations intéressantes sur les projets de remboursement des établissements émetteurs.

les intérêts des titres de cette nature possédés par ses nationaux. En France, on ne s'est occupé que beaucoup plus tard de cette question : le rentier français est routinier et ne se préoccupe pas d'améliorer le rendement de son portefeuille. Il semble aussi qu'il ait été découragé par le sort déplorable des titres russes et balkaniques qu'il possédait. Certainement, il ne pouvait demander à l'Autriche ou à la Turquie un paiement en or, bien que ce paiement ait été expressément stipulé : il se serait heurté à une impossibilité. Mais il pouvait l'exiger de ses débiteurs américains. Découragé, il ne l'a pas fait tout d'abord. De cette négligence des rentiers français, les emprunteurs étrangers ont profité, payant les intérêts de leurs dettes en francs-papier, remboursant en francs-papier le capital des titres arrivés à échéance, et cherchant même à rembourser en francs-papier, par anticipation, des dettes ne devant venir à échéance que vers 1950 (1).

Le public français a fini par voir clair. L'Association française des porteurs de valeurs mobilières s'est intéressée à la question. Avec l'aide des grandes banques d'affaires (2), elle est intervenue, soit en justice, soit par des accords amiables, pour faire

(1) Par exemple, l'emprunt 5 % 1910 du gouvernement d'Haïti ou le 5 % 1911 de Costa-Rica.

(2) Voir, par exemple, le rapport du Président du Conseil d'administration de la Banque de Paris et des Pays-Bas, présenté le 25 mars 1924, à l'Assemblée ordinaire des actionnaires (dans le Supplément du *Bulletin Quotidien de la S. E. I. E.*, n° 43, p. 10).

respecter les droits des porteurs français. La Jurisprudence a compris l'intérêt de la question. Elle a déclaré que, dans le domaine international, les clauses « payable en or » étaient valides. Au Parlement, on essaya de faire consacrer cette Jurisprudence nouvelle par un vote, et un amendement en ce sens fut déposé sur le bureau du Sénat par M. Delahaye. En effet, l'intérêt de la France tout entière exige que les Français, détenteurs de valeurs mobilières étrangères, soient protégés. On doit tenir compte de la modération dont les porteurs français ont fait preuve jusqu'à présent, en n'exigeant le paiement en or que des pays que la guerre a enrichis, comme les pays américains, et en acceptant les transactions que leur proposent leurs débiteurs européens des pays ruinés par la guerre.

Il importe que le paiement en or leur soit assuré dans la mesure du possible. Cette rentrée d'or aurait une heureuse influence sur le change français. L'intérêt national est en jeu.

III

Le troisième avantage des promesses de payer en or, c'est qu'elles pourraient protéger les contractants actuels contre les variations à venir de la valeur de la monnaie, qu'il s'agisse de variations importantes, déflation ou inflation, pouvant ruiner soit les débiteurs, soit les créanciers, ou de variations de pouvoir d'achat rapides et contradictoires, gênant tous les commerçants.

L'incertitude, en ce qui regarde l'avenir de la monnaie nationale, empêche la formation des contrats à long terme. Elle fait courir des risques trop importants. Là où l'inflation a été très forte et où l'on craint son retour, là où elle dure encore, on n'ose plus utiliser la monnaie nationale dans un contrat à échéance éloignée. En France, on hésite à évaluer en francs la valeur du cheptel de fer; on préfère souvent décrire les animaux qui le constituent et stipuler la restitution d'animaux semblables. En Pologne, jusqu'à cette année, les fermages n'étaient fixés que pour un an, et l'on renouvelait chaque année les baux sur de nouvelles bases. Encore cela ne protégeait-il que très mal le propriétaire, la valeur du fermage convenu pouvant en un an baisser considérablement. Là, au contraire, où l'Etat a promis de faire de la déflation, ce sont les débiteurs qui s'inquiètent et hésitent avant d'emprunter à long terme. Tout cela est certainement un mal. Les baux trop courts amènent une déplorable exploitation du sol. La réserve des sociétés industrielles en face d'une émission d'obligations remboursables à long terme peut devenir un obstacle au rétablissement des pays ruinés par la guerre.

D'autre part, les fluctuations brusques et désordonnées auxquelles nous assistons aujourd'hui sont une gêne considérable, même pour le commerçant faisant des opérations à court terme. S'il a vendu à crédit en francs ses produits sur le marché national, et si le pouvoir d'achat du franc vient à baisser, il n'obtiendra pas, le jour de l'échéance, une somme égale au nouveau coût de production, plus élevé, de

produits identiques. Il s'apercevra qu'il a vendu au-dessous du « prix de remplacement ». Il peut de même se créer des difficultés lors de ses achats de matières premières. S'il les achète à un prix très élevé, à la veille par exemple d'une amélioration importante du franc, il se peut que plus tard il se heurte à la concurrence d'un autre commerçant ayant payé ses matières premières beaucoup moins cher. L'instabilité monétaire accroît donc les risques courus par les commerçants. Pour se garantir, ils vendent plus cher. L'instabilité amène la hausse des prix.

La clause « payable en or » rassurerait tout le monde. Le créancier serait couvert contre tout risque d'inflation, le débiteur contre les dangers de la déflation. Le commerçant achetant ou vendant à crédit saurait exactement le jour du contrat quelle quantité de métal, quel pouvoir d'achat il aurait à livrer, ou au contraire il obtiendrait le jour de l'échéance. Le consommateur ne pourrait qu'en profiter, car le commerçant, courant moins de risques, pourrait baisser ses prix. L'Etat, lui-même, pourrait, à la condition d'avoir émis ses rentes, en monnaie d'or, ne rembourser, malgré la déflation, que des sommes ayant le même pouvoir d'achat que celles reçues par lui lors des émissions d'emprunt.

Les contrats en monnaie d'or faciliteraient donc les opérations de crédit ou les opérations commerciales actuelles. On doit dire que c'est à ce point de vue surtout que la clause « payable en or » est importante. Sans doute, la protection des créanciers

d'avant-guerre est un argument très intéressant en sa faveur. Mais, en somme, ces créanciers ne jouent pas un rôle économique très actif, et leur ruine ne peut devenir la cause d'un arrêt général des affaires. Au contraire, dans l'avenir, l'instabilité monétaire peut redevenir capable de paralyser les affaires. C'est surtout comme remède à cette instabilité à venir que la clause est importante. C'est si vrai que dans les pays où la clause « payable en or », nulle en principe, finit par paraître indispensable, on commence généralement par valider *seulement* les clauses actuelles insérées dans les contrats depuis le cours forcé. Ce n'est que bien après que l'on rend aux clauses anciennes leur efficacité (1).

IV

Contracter en monnaie d'or a beaucoup d'avantages. Compter en or, indépendamment de tout contrat, en a aussi de très importants. Tout individu, toute société industrielle, devrait tenir sa comptabilité en or (2), afin d'éviter les erreurs très importantes.

(1) Voir, notamment, ce qui s'est passé en Allemagne, en 1923, dans notre étude sur ce pays, p. 75, ou ce qui s'est passé en France, lors de l'aventure des assignats, p. 123.

(2) Voir, à ce sujet, l'étude de M. E. DELAVELLE : « La comptabilité en francs-or », parue à la *Nouvelle Librairie Nationale*, 2^e édit., Paris, 1924. Sur les moyens de dresser

Le but de la comptabilité, c'est de renseigner un commerçant sur ses propres affaires, de lui faire voir clair. Or, pendant une période de mutation monétaire, toute comptabilité en monnaie de papier renseigne très mal.

Prenons le cas d'un entrepreneur français : dans son bilan, il y a certains postes en francs-or, d'autres en francs-papier ; on commet donc une confusion manifeste, si l'on compare tous les chiffres du bilan entre eux sans une préalable discrimination, qui malheureusement n'est pas toujours faite avec beaucoup de soin. Cette confusion peut être l'origine d'un certain nombre d'erreurs sur la situation de l'entreprise, et même de fautes dans sa direction financière (1).

des bilans en francs-or, pendant une période de vente en francs-papier, consulter l'article de M. J. ARTHÜYS, paru dans les *Cahiers des Etats généraux* de septembre 1923.

(1) Pour éviter cet inconvénient, on a parfois proposé que, dans le bilan des entreprises commerciales, le poste « capital », après des augmentations de capital appropriées, soit mis en harmonie avec la valeur réelle de l'actif, et qu'il soit donc modifié, à mesure que les plus-values « consolidées et durables » de l'actif se manifestent. En France, aucune disposition légale ne s'y oppose (Voir, à ce sujet, J. PERCEROU. « La transformation des plus-values de l'actif en augmentation du capital social », dans les *Annales de droit commercial*, 1921, p. 173).

Ce serait là une solution du problème que nous étudions, mais une solution fort imprudente. D'une part, il se peut que les plus-values de l'actif dues à la dépréciation actuelle du franc ne soient pas définitives ; elles disparaîtraient, si la France faisait vraiment de la déflation.

Elle peut, par exemple, donner à l'entrepreneur l'illusion qu'il fait de très gros bénéfices. Ce sera le cas de toute société née avant la guerre. Son capital, souscrit en francs-or, est toujours, en principe, représenté au bilan par le même chiffre. Au contraire, le montant des affaires annuelles et, partant, le montant des bénéfices, sont évalués en francs-papier. Ils sont donc très élevés en francs-papier. Comme il n'y a au bilan qu'une seule espèce de francs, les bénéfices vont sembler très élevés en proportion du capital de l'entreprise. Cette illusion peut devenir l'origine de grosses difficultés pour l'entreprise :

a) D'une part, il se peut que, notre entrepreneur s'exagérant la prospérité de ses affaires, se contente d'un bénéfice moindre et baisse ses prix. Il s'apercevra trop tard que le montant en or de ses bénéfices est très faible. C'est là ce qu'ont fini par

Faudrait-il donc alors modifier de nouveau, en le diminuant, le montant du capital ? D'autre part, si ces plus-values ne sont dues qu'à une dépréciation *momentanée* du franc, due à une crise de change, comme celle de janvier 1924, elles pourraient encore disparaître plus vite. Il serait donc très dangereux de modifier, à cause d'elles, le capital social. En cas de dépréciation du franc, ces plus-values sont fictives, et peut-être temporaires. Si une augmentation de capital social éclairerait la comptabilité, elle serait cependant dangereuse, au cas où cette plus-value ne se maintiendrait pas. Nous préférons à cette solution l'adoption d'une comptabilité en deux monnaies. Celle-ci n'entraînerait pas de multiples réadaptations du montant du capital social.

constater l'an passé tous les entrepreneurs allemands;

b) Il se peut encore qu'il se mette à développer considérablement le nombre ou le volume de ses établissements, toujours sous le coup de la même illusion;

c) La politique à suivre en matière de réserves peut devenir imprudente. Beaucoup de sociétés, en effet, préfèrent normalement verser de gros dividendes à leurs actionnaires, et ne pas accumuler de trop fortes réserves. Elles considèrent que celles-ci, en principe, sont seulement destinées à désintéresser les actionnaires dans le cas où la société, ayant fait de mauvaises affaires, devrait être liquidée, et non pas à accroître indéfiniment la puissance productive de l'entreprise. Elles ne constituent que ce que M. Quesnot (1) appelle des « réserves de prévoyance », et non pas des réserves consacrées au développement des entreprises. C'était le cas de beaucoup de sociétés allemandes avant la guerre. Toutes ces sociétés se trouvaient ainsi poussées à ne pas verser aux réserves des sommes dépassant de beaucoup le montant du capital social inscrit au bilan.

Une semblable limitation, défendable en période normale, serait folie en période d'inflation, car alors la valeur *réelle* des fonds mis en réserve serait très inférieure à celle du capital primitif, puisque ces fonds seraient évalués en francs-papier et que le

(1) L. QUESNOT. « Administration financière ». Paris, Dunod, 1921.

capital l'avait été en or. Ainsi, la sécurité apportée par la création de ce fonds spécial reposerait en partie sur une illusion. Le fonds de réserve serait insuffisant ;

d) C'est surtout en matière d'amortissement que notre société peut avoir une politique insuffisante. Chaque année, toute société met de côté des sommes destinées à remplacer les machines et le matériel, qui s'usent peu à peu. En période d'inflation, ce matériel est sous-estimé au bilan, parce qu'il est estimé, le plus souvent, d'après son prix de revient, et que sa valeur, portée à l'actif en monnaie saine, n'est pas modifiée au cours de l'inflation. Elle reste donc estimée en francs-or. Les capitaux que l'on verse, au contraire, au compte d'amortissement, sont estimés en francs-papier. Il faudrait donc, en principe, verser à ce compte une somme *très supérieure* à la valeur nominale des immeubles au remplacement desquels ce fonds est affecté. Malheureusement, la plupart des sociétés sont peu tentées de verser à ce fonds de trop fortes sommes : c'est autant de pris sur les bénéfices nets et sur les dividendes. Il peut donc arriver que, trompée par son bilan, une société ne verse à son fonds d'amortissement que des sommes tout à fait insuffisantes, avec l'impression qu'il y en a bien assez. Ce qui rend ce problème plus grave encore, c'est que les sommes portées au compte d'amortissement ne sont pas, le plus souvent, immédiatement immobilisées sous forme d'un achat de « valeurs réelles ». Elles ne serviront que plus tard à des achats ou des réparations de matériel. Momentanément, elles sont

seulement mises de côté, et par exemple, déposées dans une banque. C'est dire qu'elles restent soumises à la dépréciation progressive de la monnaie. Le jour où l'on voudra les utiliser, on s'apercevra avec désespoir que leur pouvoir d'achat est devenu très faible et qu'elles sont insuffisantes. L'Allemagne se plaint ainsi de ne pouvoir remplacer son matériel usé. L'inflation s'est traduite, pour elle, par une formidable consommation de capital industriel.

e) Il faut bien ajouter enfin que le fisc ne voit pas avec faveur une augmentation très importante du fonds d'amortissement. La loi du 31 juillet 1917 en France, prévoit, en son article 4, que l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels ne doit pas être perçu sur la part des bénéfices bruts d'une société, versée à ce fonds. Il faut donc éviter la fraude très facile consistant à faire passer à ce fonds une très grosse part des bénéfices, afin de n'avoir point à payer beaucoup d'impôts, et c'est pourquoi la loi déclare que doivent être déduits seulement les « amortissements généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie ou de commerce ». Pour préciser ce point, l'instruction du 30 mars 1918, qui a complété la loi, déclare que l'amortissement normal est celui qui a pour but « de ramener, au moins approximativement à son expression réelle, la valeur précédemment attribuée aux éléments d'actif qu'il concerne. Au-delà de cette limite, l'amortissement n'est plus, en fait, qu'une réserve dissimulée ». L'instruction qui s'exprime ainsi ne prévoit point d'amortissement supplémentaire, sauf en cas de dé-

préciation très rapide des immeubles, ou d'usure très prompte des objets mobiliers dont la valeur est en cause. Ainsi, la loi limite très étroitement les sommes pouvant être versées au fonds d'amortissement. Il y a donc bien des chances pour qu'en fait, ces sommes, en période d'inflation, soient insuffisantes, parce qu'on se basera, pour fixer leur montant, sur la valeur des immeubles et du matériel mobilier inscrite au bilan. Malheureusement, cette valeur est une valeur-or, et les sommes versées au fonds d'amortissement sont des francs-papier, d'un pouvoir d'achat décroissant.

Voilà quelques-uns des exemples des erreurs que peut faire commettre l'établissement d'une comptabilité en monnaie instable et d'un bilan où des francs-or sont confondus avec des francs-papier. Elles tiennent à ce qu'en période d'inflation la proportion des bénéfices par rapport au capital se trouve surestimée, et que les immobilisations au contraire sont sous-évaluées par une estimation ancienne faite en monnaie d'or et ne concordant plus avec leur valeur actuelle en monnaie de papier. Le résultat, c'est la déperdition d'une partie du capital, les réserves étant insuffisantes, l'amortissement du matériel usé ne pouvant avoir lieu, et les bénéfices au fond étant très faibles en valeur-or.

Faisons remarquer très vite que ce ne sont là que des exemples des erreurs de politique auxquelles peut amener la confusion, dans un même bilan, de postes évalués en or et d'autres en papier. D'une part, elles ne sont point fatales, et si l'entrepreneur s'aperçoit que son bilan est une supercherie, il peut

les éviter. Mais il doit alors agir à l'encontre des indications de son bilan. D'autre part, on pourrait citer beaucoup d'autres erreurs possibles dues à la même cause, et ainsi peut naître l'illusion inverse de la précédente. En consultant sa comptabilité pendant une période d'inflation, un entrepreneur peut avoir l'impression fautive qu'elle est en perte. C'est ce qui lui arrivera notamment s'il considère la hausse rapide de ses frais d'exploitation, alors qu'à son actif la valeur de ses immeubles reste fixée très faible, parce que fixée une fois pour toutes au début de l'exploitation, c'est-à-dire avant la baisse de la valeur de la monnaie (1).

Retenons seulement qu'en période d'inflation, un industriel est trompé par une comptabilité tenue en papier, et qu'il peut être poussé par elle à prendre des décisions néfastes.

Si les commerçants et industriels dressaient en or toute leur comptabilité, ils éviteraient toutes ces erreurs. Deux bilans pourraient être dressés, l'un en or, l'autre en monnaie de papier. Le cours du change avec un pays à monnaie d'or fournirait la base de la conversion. Ainsi, chaque article du bilan apparaîtrait avec sa valeur exacte. L'entrepreneur connaîtrait la situation exacte de ses affaires; il ne serait plus porté à exagérer ou à sous-appréier ses bénéfices, et dirigerait les opérations de son entreprise d'une façon beaucoup plus saine. Il pourrait

(1) Voir *Semaine de la Monnaie*, exposé de M. PESCHIER, un exemple tiré du cas d'une société polonaise, p. 354.

justifier aux yeux du fisc le versement de sommes adéquates au fonds d'amortissement (1).

On est donc au total en droit d'affirmer, d'une façon générale, que l'utilisation du franc-or en comptabilité donnerait aux bilans plus de clarté et en ferait disparaître de multiples sources d'illusions. D'autre part, la généralisation de la clause « payable en or » amènerait dans les contrats, surtout à long terme, plus de loyauté et de sécurité. Elle faciliterait les affaires. Enfin, le respect des clauses d'avant-guerre permettrait de rendre justice aux créanciers d'avant-guerre ayant contracté en or. La clause rendrait donc de grands services aux individus. Mais ses avantages ne se borneraient pas à cela. Nous avons déjà dit qu'elle ne constituait pas en elle-même une réforme monétaire, mais qu'elle pourrait être l'origine de cette réforme. Tout d'abord, le jour où la clause « payable en or » se serait assez répandue, l'Etat perdrait tout intérêt à faire de l'inflation. Obligé de fixer en or les traitements de ses fonctionnaires, ne pouvant émettre que des emprunts en or, il ne pourrait plus profiter de

(1) Sur les moyens de dresser cette double comptabilité, voir les exposés de MM. DELAVELLE et VALOIS, à la *Semaine de la Monnaie*, ainsi que la brochure de M. DELAVELLE : « La comptabilité en francs-or ». Si étrange que paraisse, à première vue, cette comptabilité en deux monnaies, remarquons qu'elle a été couramment pratiquée au Moyen âge (Voyez LEVASSEUR, *Revue d'éco. po.*, 1920, p. 198) et au Mexique, en 1914.

l'avantage qu'il a pendant l'inflation, à verser à ses rentiers et à ses fonctionnaires une quantité toujours identique de monnaie de plus en plus dépréciée. Il ne pourrait plus faire de bénéfices à leur détriment. Au fur et à mesure de la dépréciation, il continuerait à payer en monnaie de papier, mais il devrait en verser une quantité croissante. Pendant un des avantages les plus considérables qu'il retire de l'inflation, il l'arrêterait peut-être plus volontiers. Il est, d'autre part, incontestable que si la clause « payable en or » était largement utilisée dans les contrats à long terme, la déflation serait plus facile. Elle se heurterait à moins d'opposition de la part du monde industriel : les entreprises ayant emprunté en or, ne courraient pas le risque de voir s'accroître le poids des obligations émises par elles. C'est là un avantage auquel les partisans de la déflation seront sûrement très sensibles (1).

Enfin, dans les pays où l'inflation est très rapide, où la monnaie officielle disparaît comme étalon des valeurs, la monnaie d'or finit le plus souvent par acquérir peu à peu un caractère officiel et par remplacer l'autre. Elle devient la base d'une réorgani-

(1) Cela était, semble-t-il, le point de vue de maints orateurs de la « Semaine de la Monnaie ». Il est curieux de noter qu'alors, en juin 1922, on considérait surtout la clause comme un remède aux difficultés d'une période de déflation (Voir l'exposé de M. VALOIS : « La politique financière et monétaire de la France », p. 362) ; aujourd'hui, au contraire, c'est la crainte de l'inflation qui fait utiliser la clause.

sation totale. De simple monnaie de compte, elle devient peu à peu monnaie réelle, et l'Etat organise sa circulation. C'est ce qu'on a vu récemment en Allemagne et en Pologne. Mais ceci n'a lieu que si l'inflation fait totalement disparaître l'autre monnaie.

CHAPITRE III

Avantages de la clause « payable en or » sur les autres tendant au même but

Mais n'y a-t-il pas pour se protéger contre les résultats d'une mutation monétaire d'autres procédés que l'insertion de la clause-or dans les contrats?

A la vérité, ces procédés sont multiples, et il serait impossible de les citer tous, l'inflation ayant rendu les gens très ingénieux. Mais beaucoup de ces systèmes n'ont pas une portée aussi générale que la clause « payable en or ». Le plus souvent, ils ne réalisent pas complètement le but de celui qui s'en sert, car ils ne mettent pas à sa disposition une monnaie assez stable.

Voici les plus courants :

1° Il y a d'abord la clause d'après laquelle les deux parties passant un marché à crédit ne fixent

pas immédiatement le prix à payer. Celui-ci ne doit être fixé que le jour de l'échéance, d'après le prix courant pratiqué sur le marché ce jour là, ou d'après le dernier prix de remplacement de la marchandise vendue. C'est ce que l'on appelle, en Allemagne, la clause « freibleibend », et les tribunaux allemands la sanctionnent. Elle a le grand défaut de laisser planer sur les éléments du marché un doute fort gênant.

2° On peut encore stipuler en monnaie nationale, mais en offrant une prime forfaitaire de dépréciation. Un débiteur, par exemple, s'engagera à rembourser une somme égale à 2,10 ou 100 fois ce qu'il a reçu; ou bien il promettra des intérêts usuraires de 100 à 200 %. Cela, malheureusement, constitue une fort dangereuse spéculation. Si l'inflation est arrêtée entre le contrat et l'échéance, il doit rembourser une valeur très supérieure à celle qu'il a reçue. Si, au contraire, la vitesse de la dépréciation monétaire dépasse toutes les prévisions du créancier, c'est lui qui est lésé. Quoi qu'il en soit, ces étranges marchés ont été assez fréquents en Allemagne l'an passé.

3° On peut encore contracter en monnaie officielle, et fixer un prix ferme, mais soumettre le maintien de ce prix à une condition, stipuler par exemple qu'il devra être modifié automatiquement le jour où l'on aura reconnu, à tel ou tel symptôme choisi à l'avance, qu'il s'est produit une modification importante de la valeur de la monnaie. C'est ainsi que très souvent, en passant des baux ruraux, le propriétaire et le fermier décident d'un commun accord

que si le blé dépasse un certain cours, le fermier devra payer un fermage d'un montant un peu supérieur à celui prévu dans le contrat. C'est ainsi encore que dans certaines industries le taux des salaires pris comme base doit être augmenté d'un supplément si le nombre-indice des prix indique une augmentation du coût de la vie (1). Ce sont là des stipulations qui permettent d'atteindre au bout de quelque temps le même but que la clause « payable en or », mais leur automatisme est moins parfait.

• Avec un semblable procédé, par exemple, le taux des salaires ne sera soumis qu'à des modifications mensuelles, puisque la publication des nombres-indices est mensuelle. Il n'est donc pas possible avec un semblable procédé d'adapter *immédiatement* le taux des salaires à la dépréciation de la monnaie dans le cas où elle est très rapide. On pourrait en dire autant de tous les systèmes organisant une « échelle mobile » des salaires ou des traitements. Ce procédé a cependant été très largement utilisé en Autriche et en Allemagne pendant l'inflation ;

4° Dans cette voie, on peut encore aller plus loin. Au lieu de fixer en monnaie nationale un prix

(1) C'est ainsi qu'en Belgique un très grand nombre de conventions collectives prévoient une hausse des salaires en relation avec celle de l'index-number des prix de détail (Voir, à ce sujet, le *Bulletin quotidien de la S. E. I. E.* du 15 avril 1924). En France aussi, les salaires de l'industrie à domicile varient automatiquement, lorsque le coût de la vie dépasse un certain niveau.

ferme, en stipulant qu'un supplément pourra être exigé si une forte dépréciation se produit, on peut éviter complètement l'utilisation de l'unité monétaire officielle. L'emprunteur s'engagera à livrer une certaine quantité de marchandises ou la valeur en monnaie atteinte par ces marchandises, le jour du paiement. Ce fut le procédé utilisé parfois en Hollande pour les dettes hypothécaires : le débiteur s'engageant à payer une quotité donnée de l'immeuble. Dans les baux ruraux, le fermier peut, de même, promettre de livrer une certaine quantité de blé, de foin, ou leur valeur. Mais c'est surtout en Allemagne, en 1923, que cette façon de contracter se répandit et fut appliquée à tous les prêts : on contracta ainsi en marks-seigle, en marks-charbon ou en marks-potasse (1). Ce système avait certainement des avantages. Mais il avait aussi des inconvénients. S'il mettait les contractants à l'abri de l'instabilité monétaire, il faisait dépendre la valeur de la créance de celle d'une marchandise, soumise à des variations fréquentes et même parfois saisonnières. L'étalon stable cherché n'était donc pas véritablement trouvé.

5° Pendant la durée de l'inflation allemande, on

(1) Il ne faudrait pas croire qu'il y ait eu là une innovation. La Révolution française avait connu les mêmes systèmes de contrats. Lisons l'article 68 de la Constitution du 5 fructidor an III : « Les Membres du Corps législatif reçoivent une indemnité annuelle; elle est, dans l'un et l'autre Conseil, fixée à 3.000 myriagrammes de froment, 613 quintaux, 32 livres. » L'histoire n'est qu'un perpétuel recommencement.

calcula et compta aussi beaucoup en devises étrangères (dollars, livres sterling, florins, francs suisses); ce mode de calcul est aujourd'hui recommandé en France par beaucoup des adversaires de la clause « payable en or », parce qu'il lui ressemble beaucoup quant à ses résultats et parce que la Jurisprudence ne semble pas vouloir l'annuler. Mais il faut remarquer tout d'abord qu'il n'est pas très certain que la Jurisprudence française accepte de valider les promesses de payer en monnaie étrangère passées entre deux Français. Il n'y a pas encore de décision à ce sujet. Et le projet de Lasteyrie avait pour but de les interdire, tout aussi bien que les promesses de payer en or. D'autre part, ce procédé est beaucoup moins parfait. Nul n'est certain de la stabilité à venir du franc suisse ou de la livre. Si aujourd'hui le dollar semble à l'abri de tout risque de dépréciation, nul ne peut dire que, dans un avenir plus ou moins lointain, ce risque ne naîtra pas. Ainsi, pour tous les contrats à très long terme, on peut dire, sans trop exagérer, qu'il est, sinon plus avantageux, du moins plus sûr, de contracter en monnaie d'or. Qu'on ne nous dise pas qu'en fait, cette distinction entre clause « payable en or » et clause « payable en dollars » est purement verbale. Nous répondrions qu'évidemment, aujourd'hui, l'or et le dollar sont pour les Européens des valeurs absolument solidaires, mais que nul n'est certain que cette situation doive longtemps se prolonger. Un événement quelconque peut mettre fin un beau jour à la remboursabilité du dollar en or; il mettrait fin à cette solidarité. Mieux vaut contracter en or qu'en

dollars. Ces deux stipulations, qui aujourd'hui reviennent au même, peuvent se différencier dans l'avenir.

Concluons qu'aucun procédé aussi bien que la clause « payable en or » n'est capable de protéger les contractants contre les risques d'une dépréciation monétaire ou les difficultés d'une hausse de la monnaie nationale. Les autres procédés offrent beaucoup moins de sécurité, se compliquent malgré tout d'un élément de risque et de spéculation et ne fournissent pas un étalon des valeurs aussi stable que l'or. Enfin, ils ne peuvent protéger que les contractants d'aujourd'hui. Il y a aussi à sauvegarder les intérêts des créanciers d'avant 1914.

CHAPITRE IV

Comment peut se présenter pratiquement la clause « payable en or » ?

La clause payable en or peut revêtir deux formes diverses.

On distingue :

- 1° La clause « payable en espèces d'or » ;
- 2° La clause « payable en francs or ».

Voyons ce que sont ces deux clauses et quelles différences les séparent.

Avant la guerre, on utilisait dans les contrats la clause « payable en espèces d'or ». On stipulait que le débiteur devrait se libérer « en espèces métalliques d'or ou d'argent et non autrement », malgré toutes dispositions législatives contraires. Le créancier se réservait ainsi le droit de refuser les billets de banque qui lui seraient offerts en paiement, soit des intérêts, soit du capital de la dette. Parfois, le paiement en pièces d'argent était lui aussi exclu.

Normalement, dans les contrats où la clause n'est pas insérée, l'obligation d'avoir à verser une certaine quantité de francs est une sorte d'obligation alternative, le choix de l'instrument de paiement étant laissé au débiteur. Celui-ci peut à son choix se libérer en offrant de l'or, des billets, ou de l'argent jusqu'à concurrence de 50 francs. En promettant de payer en espèces d'or, le débiteur transforme en obligation pure et simple cette obligation alternative. Son engagement se fait plus strict. Il ne peut remettre en paiement que des pièces d'or possédant cours légal. Telle est la clause dite : « payable en espèces ».

On lui oppose aujourd'hui la clause : « payable en francs-or ». Le franc-or est une unité de compte définie par un poids d'or déterminé, celui du franc d'avant-guerre, soit 0 gr. 29. Le débiteur contractant en francs-or s'engage à livrer de l'or ou des billets de banque. L'obligation conserve son caractère d'obligation alternative, le choix du moyen de paiement étant laissé au débiteur. Mais celui-ci s'engage,

au cas où il payerait en billets, à verser, pour chaque franc-or promis, une quantité de francs-papier égale à celle nécessaire sur le marché pour se procurer 0 gr. 29 d'or. Il promet de payer un agio égal à la prime de l'or sur le billet de banque.

On a parfois cherché à opposer l'une à l'autre la clause « payable en espèces d'or » et la clause « payable en francs-or » ; on prétendait qu'elles n'avaient pas le même caractère juridique. On les a opposées l'une à l'autre parce que la Jurisprudence s'est prononcée contre la validité de la première, mais jamais encore n'a eu à statuer sur la seconde. Les partisans de la comptabilité en or ont donc cru fortifier leur thèse en faisant des concessions à l'esprit traditionnaliste de notre Jurisprudence : la première clause pourra rester nulle, ont-ils pensé, mais la Cour de Cassation pourra sans se contredire admettre la validité de la seconde (1).

Il nous semble, au contraire, que la différence qui sépare ces deux clauses est très faible et qu'en admettant la nullité de la première par simple respect de l'autorité de notre haute Cour de justice, les partisans du franc-or affaiblissent singulièrement leur argumentation. Nous croyons pouvoir démontrer plus loin, contre la Jurisprudence française, que rien ne s'oppose à la validité de la clause : « payable en espèces d'or ». Qu'il nous suffise seule-

(1) Voir exposé de MARIE DE ROUX dans « La politique financière et monétaire de la France », p. 373.

ment de remarquer aujourd'hui que la ressemblance est très grande entre les deux clauses que nous étudions.

Tout d'abord, elles ont la même origine et le même but. C'est le désir de se protéger contre des variations possibles du billet de banque, qui avant la guerre poussait certains contractants à stipuler que le paiement devrait avoir lieu en bonnes espèces métalliques, sonnantes et trébuchantes, et non autrement. C'est lui encore qui est à la base de la campagne actuelle pour le franc-or.

Elles joueraient au point de vue économique le même rôle; elles présentent les mêmes avantages; nous venons de les énumérer. Elles inspirent aussi les mêmes craintes, d'ailleurs peu justifiées selon nous. Ainsi parfois on prétend, par exemple, à tort d'ailleurs à notre avis, qu'en se généralisant, la clause « payable en or » nuirait au crédit du franc. Ceci peut tout aussi bien viser les contrats en francs-or que les contrats en espèces d'or. Ils procèdent, eux aussi, d'un esprit de défiance en ce qui concerne l'avenir du franc. Nous étudierons la portée de ce reproche un peu plus loin, et nous montrerons qu'elle est faible. Constatons seulement que les économistes confondent généralement les deux clauses, leur attribuant les mêmes avantages et à peu près les mêmes dangers.

C'est juridiquement seulement qu'elles différaient, parce qu'elles astreignent, en principe, le débiteur à des prestations différentes. Mais même à ce sujet n'a-t-on pas exagéré? Sans doute l'une oblige à payer en espèces métalliques, tandis que

l'autre permet un paiement en papier pourvu que soit versé un agio ; sans doute l'une est l'origine d'une obligation pure et simple, tandis que l'autre laisse au débiteur un choix entre plusieurs procédés de libération ; sans doute la première ne fixe qu'une modalité de paiement, tandis que la seconde a pour but de fixer le montant de l'obligation. Mais la pratique des affaires tend à émousser continuellement la différence existant entre ces clauses. Le mode d'exécution des deux clauses tout d'abord est souvent le même. Les contrats en francs-or peuvent eux aussi aboutir à un paiement en espèces, le débiteur restant libre de verser, soit de l'or s'il en trouve, soit du papier en quantité supérieure. D'autre part, la clause « payable en espèces », d'après l'interprétation récente, se ramène purement et simplement à la clause-agio. Cherchant à concilier les exigences du cours forcé avec le principe du respect des conventions privées inscrit dans l'article 1134, beaucoup d'auteurs (1) ont considéré que dans une période de cours forcé, les promesses de payer en or devenaient, avec le cours forcé, inexécutables momentanément, à cause de la disette d'or, mais que le débiteur, restant tenu d'effectuer la prestation la plus voisine de celle écrite dans l'esprit, sinon dans la lettre, du contrat, devait payer en billets, mais en offrant un agio déterminé par la dépréciation de

(1) Voir note de LABBÉ dans la S. 1872-2-161 et même M. DE FOLLEVILLE, dans la *Revue pratique de droit français*, 1871, p. 426.

ces billets. En période de cours forcé donc, la clause « payable en espèces » se ramènerait, d'après ces auteurs, à la clause « payable en francs-or ». Cela d'ailleurs est parfaitement conforme au désir des parties contractantes. Le créancier d'une somme « payable en espèces » se soucie peu d'obtenir de l'or. Il veut seulement être protégé contre la dépréciation du billet. Un paiement en billets, avec versement d'un agio, lui suffit, et, le plus souvent, c'est tout ce qu'il demande. On peut même dire que souvent il préférera ce paiement d'un agio. S'il reçoit des espèces, il peut se faire qu'il en soit embarrassé : dans le cas, par exemple, où la circulation de l'or ne serait pas rétablie et où la Banque d'émission refuserait d'acheter l'or à un prix supérieur à sa valeur nominale. Ainsi après avoir obtenu du métal, il courrait le risque de ne pas profiter de la prime sur le papier. Il ne courrait pas le même risque s'il recevait en paiement du papier, mais avec agio.

Ainsi, même juridiquement, le lien est très étroit entre les deux clauses. Elles peuvent aboutir aux mêmes prestations. De plus, le cours forcé aurait, aux yeux de beaucoup d'auteurs, la vertu de transformer l'objet de la clause « payable en espèces », de telle façon que celui-ci deviendrait le même que celui de la clause « payable en francs-or ». Pratiquement, la différence est donc très faible entre les deux clauses, et c'est pourquoi, dans la plupart des pays, les tribunaux ne font pas de différence entre elles.

Pourtant, il importe de distinguer ces deux

clauses au point de vue juridique, car le problème de leur validité sous une période de cours forcé ne se pose pas de la même façon. On leur oppose des textes assez différents. C'est pourquoi, quand nous étudierons le problème théorique de leur validité en face des textes existant aujourd'hui en France, nous nous occuperons successivement de chacune d'elles. Au contraire, nous ne ferons pas cette distinction, lorsque nous parlerons de leur rôle économique, puisqu'il est le même, ni lorsque nous exposerons l'attitude prise à leur égard par les tribunaux français et étrangers, puisque ces tribunaux ne les distinguent pas.

DEUXIÈME PARTIE

La clause « payable en or » à l'étranger

Nous venons de voir quels services pourrait rendre la clause « payable en or ». On peut dire que ces services ne sont niés par personne. Quelques objections d'ordre pratique lui ont seulement été adressées, que nous réfuterons plus tard, après avoir exposé l'attitude prise à son égard par la législation et la jurisprudence des principaux pays ayant connu l'inflation.

Puisque la clause est utile au commerce et qu'elle permettrait aux tribunaux de prendre des mesures équitables à l'égard des créanciers d'avant-guerre, on peut s'étonner que, dans beaucoup d'Etats, elle soit privée d'efficacité dès qu'apparaît le cours forcé, c'est-à-dire dès qu'elle commence à avoir un intérêt. C'est qu'alors l'Etat qui commence à faire de l'inflation refuse d'avouer officiellement la dépréciation du papier-monnaie. Il veut maintenir la fiction d'après laquelle le papier a une valeur égale à l'or. Si les tribunaux validaient la clause « payable en or », ils avoueraient par cela même que cette fiction

n'est qu'un mensonge officiel. Ils sont donc pris entre le respect du principe de la liberté contractuelle, et le respect de la fiction que l'Etat cherche à maintenir. C'est ainsi que le problème de la validité de la clause « payable en or » peut se poser dans tout Etat qui fait de l'inflation.

Mais si ce problème se pose partout, il ne se pose pas partout de la même façon. Certains Etats admettent que la clause est valide, malgré le cours forcé, et une loi le dit expressément. Parfois, une loi dit expressément le contraire.

La France est un des rares pays où les tribunaux considèrent que la clause est privée d'efficacité par le seul fait du cours forcé, et sans qu'un texte spécial soit venu clairement imposer cette solution.

C'est une étude de la Jurisprudence étrangère qui nous a fait douter que le point de vue de nos tribunaux soit exact. Voyons ce qui s'est passé à l'étranger, lors des principales expériences inflationnistes. Il serait inutile et même impossible d'étudier la clause « payable en or » dans tous les pays ayant pratiqué l'inflation avant 1914 ou depuis la guerre. Impossible, car nous n'avons pas de documents sur tous ces pays. Inutile, car déjà certains articles (1), particulièrement bien docu-

(1) Voir surtout les articles de M. VALÉRY : « La clause « payable en or » et le cours forcé », dans la *J. D. I. P.*, 1916, et de M. TÉNÉKIDÈS : « De la clause « payable en or », *J. D. I. P.*, 1922. De plus, le *Journal de droit international privé* reproduit fréquemment les arrêts se rapportant à cette question.

mentés, ont paru sur ce sujet dans « *Le Journal de Droit International Privé* » (1916 et 1922). Nous nous bornerons donc seulement à enregistrer les expériences les plus intéressantes, ce qui nous mènera seulement à voir quel sort eut la clause en Amérique après la guerre de Sécession, en Grèce de 1885 à 1918, en Italie avant 1900 et depuis 1914; enfin en Allemagne et en Pologne depuis la guerre.

CHAPITRE PREMIER

L'expérience américaine

Nous trouvons des renseignements sur la clause « payable en or » en Amérique, dans l'ouvrage de M. Wesley Clair Mitchell, intitulé « *History of the Greenbacks* ».

L'Amérique a connu une inflation très importante dès l'année 1862 (1). L'Etat émit une quantité con-

(1) Au dix-huitième siècle, déjà l'Amérique avait connu le papier-monnaie au temps de la domination anglaise. Dans son étude « *Paper money in Maryland* » (Baltimore, *The Johns Hopkins Press*, 1923), M. Kathryn L. Behrens nous apprend que très peu de temps après le début des émissions de monnaie, on refusa d'échanger l'or ou l'ar-

gent contre du papier à la valeur nominale de celui-ci. sidérable de papier-monnaie non remboursable en or. Ces billets furent nommés les Greenbacks.

Aussitôt les prix s'élevèrent considérablement, et doublèrent. Cette dépréciation du papier monnaie fut l'origine d'une spéculation très importante sur l'or. A cette spéculation, dit M. Mitchell, nombre de personnes, que leur situation ne préparait pas à ce genre d'opération, se livrèrent. Des clergymen, des médecins, des hommes de loi, de petits marchands, se mirent à acheter et à vendre de l'or. Les tribunaux cependant au début ne considéraient pas comme valide la clause « payable en or ».

La réaction vint des Etats voisins de l'Océan Pacifique, et notamment de l'Etat de Californie, producteur d'or.

Là, les gens, accoutumés aux espèces métalliques, voulurent les maintenir en circulation. Et puis l'or ne manquait pas. En le maintenant taxé à un prix très faible par rapport à un papier qui se dépréciait toujours davantage, on gênait sa circulation et on aurait même pu arrêter sa production. On ne put donc empêcher, en fait, un véritable dédoublement des prix. Les marchandises étaient vendues à un prix différent, suivant que l'acheteur versait de l'or ou du papier. Mais cela ne suffisait pas, et l'inflation

Il n'était accepté que moyennant versement d'un agio de 30 ou 40 % égal à la prime de l'or. On pouvait donc, dans les paiements, tenir compte de sa dépréciation. Il n'y a pas lieu d'insister sur cette expérience très ancienne et très locale.

continuait à avoir une influence très néfaste sur tous les marchés à terme. Pour se protéger contre l'instabilité et la dépréciation progressive du papier-monnaie, les commerçants américains cherchèrent un autre procédé. Un certain nombre d'entre eux conclurent des conventions en vertu desquelles chacun d'eux s'engageait à ne recevoir en paiement le papier-monnaie que pour sa valeur réelle, l'or demeurant le véritable étalon des valeurs. Les tribunaux ne faisant pas respecter de semblables engagements et permettant aux débiteurs de se libérer en monnaie de papier pour sa valeur nominale, les commerçants décidèrent de sanctionner ces conventions eux-mêmes, et sans faire appel à l'intervention des tribunaux. Les firmes qui refusèrent d'adhérer à cette convention, ou d'y obéir, furent inscrites sur une liste noire, et tenues de payer comptant toutes les marchandises qu'elles désiraient acheter.

Il y avait donc conflit entre la jurisprudence des tribunaux de l'Etat de Californie et, d'autre part, les désirs des commerçants.

Ce conflit finit par aboutir au vote d'une loi, le 27 avril 1863. Ce « specific contract act » prévoyait que le respect de la clause « payable en or effectif » serait assuré par les tribunaux. Ainsi se trouvaient validées, en dépit du cours forcé, toutes les clauses « payables en or » contractées depuis l'apparition du cours forcé.

Le résultat d'une pareille législation fut de maintenir une circulation d'or effectif dans l'Etat de Californie, pendant toute la période de l'inflation américaine.

Il n'en résulta aucune catastrophe économique, et la valeur du dollar américain n'en fut pas modifiée.

On dira peut être que les circonstances dans lesquelles se trouvait à cette époque l'Etat de Californie étaient particulières, que la clause était facile à exécution, puisque la circulation de l'or était restée abondante, que la clause était nécessaire pour empêcher la disparition de l'or et donner encore un intérêt aux producteurs et aux chercheurs d'or. Tout cela est vrai sans doute. Le respect de la clause s'impose tout particulièrement dans les Etats producteurs du précieux métal. Mais pour d'autres raisons il s'impose aussi dans les autres pays, et ne saurait y amener de sérieuses difficultés.

CHAPITRE II

L'expérience italienne

L'Italie, au dix-neuvième siècle, se trouva au régime du cours forcé à partir de l'année 1866. Malgré une tentative de retour à la convertibilité du billet en 1883, ce régime se maintint jusqu'au début du vingtième siècle. En 1915, il fut encore rétabli.

Quelle fut l'attitude prise par l'Etat italien à l'égard de la clause « payable en or » pendant ces deux périodes?

Il est à remarquer que cette attitude fut tout à fait différente au cours du dix-neuvième siècle et pendant la guerre de 1914.

En 1866 et dans les années suivantes, la clause fut considérée comme incompatible avec l'institution du cours forcé. Au contraire, la législation et la jurisprudence italiennes considèrent depuis 1916 que la clause « payable en or » est parfaitement valable.

Il semble que l'Italie, avertie par les résultats de l'ancienne expérience, ait regretté les solutions adoptées jadis.

Tout d'abord, lors de la première période du cours forcé, nous rencontrons le décret italien du 1^{er} mai 1866. Ce décret instituait le cours forcé. L'article 3 de ce décret était ainsi conçu :

« Les billets seront donnés et reçus comme argent comptant, pour leur valeur nominale, dans les paiements à effectuer dans l'Etat, malgré toute disposition contraire venant, soit d'une loi, soit d'un pacte conventionnel. Ces deux membres de phrases réduisaient à néant toutes les clauses « payables en espèces métalliques. »

Cependant les tribunaux n'annulèrent pas immédiatement la clause. La Cour d'appel de Palerme décida notamment que, malgré le décret du 1^{er} mai 1866, la convention de payer en espèces métalliques et non en papier, était valable.

Cette décision fut cassée presque aussitôt par la Cour de cassation de Palerme. Le 21 décembre 1872, celle-ci jugea en effet qu'une pareille convention était nulle, sans même distinguer si elle avait été

conclue avant ou après la promulgation du décret établissant le cours forcé. Après cette décision, la Jurisprudence se montra, en général, opposée au paiement en espèces. La Cour d'appel de Brescia décida notamment le 4 novembre 1878 que la clause était nulle, en ce qui regardait les paiements à effectuer en Italie (1). De même, la Cour d'appel de Milan jugea, le 1^{er} mai 1894, qu'un paiement en billets d'une somme stipulée « payable en or » était parfaitement libératoire, à condition qu'il s'agisse d'un paiement à effectuer en Italie (2).

Depuis la guerre de 1914, au contraire, la législation et la jurisprudence italiennes valident la clause « payable en or » (3). Le cours forcé fut établi en Italie, au moment de l'entrée en guerre. On se demanda, pendant plusieurs mois, quel sort allait être fait à la clause « payable en or ». Cette question fut résolue par le décret du 28 février 1916 (4).

Ce décret disait dans son article premier :

« Pendant la durée de la guerre, tous les paiements à faire en exécution de contrats contenant la clause « or effectif » ou tout autre clause équivalente, sont faits en monnaie légale au cours officiel du change au jour de l'échéance. » Il semble que, la rédaction de ce décret étant très large, il n'y ait

(1) *Journal de droit international privé* (1881), p. 448.

(2) *Journal de droit international privé* (1898), p. 416.

(3) Voir, à ce sujet, l'article de M. VALÉRY : « La clause « payable en or » et le cours forcé », dans le *Journal de droit international privé* (1916), p. 1132.

(4) Voir *Gazette officielle* du 3 mars 1916.

pas lieu de distinguer entre les clauses antérieures ou postérieures à l'institution du cours forcé. Les unes et les autres sont valides en Italie, et la Jurisprudence et les tribunaux sont chargés de les faire respecter par les débiteurs, sous forme de paiement en papier, mais avec versement d'un agio. D'ailleurs ce décret allait beaucoup plus loin. et n'autorisait ce paiement en papier que provisoirement, à cause de la pénurie d'or en circulation. Il entendait faire respecter le plus strictement possible la volonté des parties contractantes, et ne considérait ce paiement en papier, même avec prime, que comme un pis-aller que l'on pouvait proposer mais non pas imposer au créancier. Celui-ci, en effet, restait libre de refuser. S'il tenait absolument à recevoir de l'or, il devait lui être permis d'en demander six mois après la fin des hostilités. D'ici là, il pouvait exiger annuellement l'intérêt de la somme prêtée, calculé au taux de 4 %. Si exagéré que semble ce scrupule de la législation italienne, puisqu'il amenait à faire respecter non seulement l'esprit mais encore la lettre même des clauses « payables en or », il convient de remarquer que cette législation a cru pouvoir, sans aucun danger, organiser jusqu'au bout le respect des contrats privés.

Ce décret de 1916 a naturellement été l'origine d'une jurisprudence nouvelle très différente de celle d'avant 1900. Un arrêt, par exemple, de Modène, du 22 juin 1921, décide que la clause contenue dans un contrat de prêt, et en vertu de laquelle un débiteur s'engage à tenir compte de la dépréciation de l'unité monétaire, et à rembourser, en ce cas, des

lires en quantité supérieure à celles qu'il avait reçues, de façon à restituer une somme totale d'un pouvoir d'achat égal à celui des sommes touchées le jour du prêt, est valable (1).

Ainsi, en Italie, le cours forcé a fait disparaître l'or de la circulation intérieure, celui-ci se trouve concentré dans l'encaisse des banques d'émission. Mais cependant, la clause « payable en or » est respectée, puisqu'elle aboutit à un versement d'une quantité de billets de banque dépendant de la prime de l'or sur le papier.

CHAPITRE III

L'expérience grecque (2)

Au cours du dix-neuvième siècle, la Grèce a connu plusieurs fois le cours forcé. Proclamé une première fois en 1848, il le fut encore en 1868, en 1877, et surtout en 1885. De 1885 jusqu'à 1910, la Banque Nationale Grecque fut dispensée de rembourser

(1) Voir le *Journal de droit international privé* (1922), p. 1052.

(2) Voir le *Journal de droit international privé* (1922), p. 63, un article de M. TÉNÉKIDÈS : « De la clause « payable en or », notamment dans les législations ottomane et grecque. »

en or les billets émis. Au cours de cette longue période, la Grèce passa par des alternatives d'inflation, d'instabilité monétaire, puis enfin de déflation.

Il y a quelque analogie entre les dispositions prises par la Grèce et celles prises par l'Italie, au sujet de la clause « payable en or ». Cette clause, après avoir été interdite expressément par la loi, fut malgré tout peu à peu respectée par la Jurisprudence, ce qui aboutit à un revirement de la législation.

En Grèce, l'article premier du décret du 20 septembre 1885 dispensa la Banque Nationale du remboursement des billets, et décida que ces billets circuleraient « comme monnaie légale, toute convention préexistante étant nulle et sans effet ». Tout d'abord, les tribunaux grecs interprétèrent ce décret de la façon la plus stricte. Ils décidèrent que celui-ci s'appliquerait désormais tout aussi bien aux conventions antérieures qu'aux conventions postérieures au cours forcé; c'est ainsi que la Cour de cassation d'Athènes déclara, le 4 novembre 1894, que les clauses « payables en espèces » devraient aboutir à un paiement en billets de banque, sans qu'il soit tenu compte de la dépréciation de la drachme par rapport à l'or. Mais presque aussitôt la jurisprudence se reprit. Alors qu'elle avait proclamé, dans l'arrêt que nous venons de signaler, l'équivalence légale des billets de banque et de l'or, la Cour de cassation d'Athènes décida, dans ses arrêts postérieurs, que le paiement en billets de banque serait bien libératoire, mais à condition seulement que le débiteur verse une quantité de billets de banque déterminée par la prime de l'or. Dès lors, sous le régime du

cours forcé, la clause « payable en espèces » fut respectée, en ce sens qu'elle fut exécutée comme clause-agio.

En 1910, le cours forcé fut supprimé. L'article 8 de la loi rétablissant le remboursement des billets en or crut devoir proclamer expressément que, dorénavant, la clause « payable en espèces » serait valide.

Pendant la guerre de 1914, le cours forcé ayant été rétabli, la loi grecque commença d'abord par s'opposer à la validité de la clause dans les paiements intérieurs. C'est ce qui résulta notamment de la loi du 7 mai 1918. Cette loi proclamait que les clauses « or » seraient exécutables en papier-monnaie, au pair, d'après sa valeur nominale.

L'article 8 de cette loi allait même jusqu'à punir de peines édictées par la loi sur les spéculations illicites, les créanciers exigeant de l'or.

Cette législation, ayant été cause de multiples difficultés, et n'ayant abouti qu'à faire disparaître totalement l'or de la circulation monétaire intérieure, fut modifiée par le décret-loi du 15 mai 1923 (1), qui reste aujourd'hui encore en vigueur. Ce décret-loi est venu déclarer licites les clauses « payables en or » conclues postérieurement à sa mise en vigueur. Elles doivent donner lieu à un paiement en or ou à un paiement en papier-monnaie d'après la valeur réelle de celui-ci, c'est-à-dire en tenant compte de la dépréciation de billet par rap-

(1) Voir *Journal international privé* (1923), p. 1014.

port à l'or, le jour même du paiement (1). En ce qui concerne les stipulations antérieures au 15 mai 1923, le paiement en papier-monnaie pour sa valeur nominale, reste libératoire, mais le décret-loi déclare que le profit ainsi réalisé par les débiteurs doit être versé à l'Etat grec.

Il y a là une disposition analogue à celle que nous rencontrerons en Allemagne lorsque nous étudierons dans ce dernier pays la question de la revalidation des dettes privées.

De ces expériences italiennes et grecques, retenons seulement que, dans tous les Etats ayant voulu invalider la clause « payable en or » pendant une période d'inflation, on a toujours considéré qu'un texte spécial était nécessaire pour proclamer l'invalidité de cette clause. Cette invalidité ne peut pas

(1) On peut voir que ce sont les mêmes idées qui ont cours dans tous les Etats d'Orient malgré les frontières. Les Jurisprudences ottomane et égyptienne se sont à peu près conformées à la Jurisprudence grecque. C'est ainsi que la Cour d'appel du Caire, dans un arrêt cité par la *Revue du Droit Bancaire* de juillet 1923 (p. 439), a admis la validité d'une clause en francs-or, le 30 mars 1922, et obligé le débiteur à verser de l'or ou des billets égyptiens, non pas d'après le cours du franc-papier, mais d'après celui du franc-or.

De même, la Cour de cassation de Constantinople, dans un arrêt rendu toutes Chambres réunies, le 24 juin 1921, a déclaré que la clause devait être respectée, et donner lieu soit à un versement d'or, soit à un paiement en papier, mais avec un *agio* dépendant de la prime de l'or. Il est vrai que la législation turque, imitant en cela l'Italie, avait, par une loi du 26 mars 1916, validé les clauses « payables en or ».

résulter purement et simplement du cours forcé. Tel était du moins le point de vue de l'Italie, en 1866, et de la Grèce, en 1885.

Notons encore que, dans tous ces pays, les lois qui avaient proclamé l'invalidité de la clause « payable en or » ont fini, au bout de quelque temps, par se heurter à des nécessités pratiques pressantes, et que la portée de ces lois a presque toujours été limitée d'une façon de plus en plus stricte par les tribunaux.

Enfin, là où la clause a été validée, aucune catastrophe n'est venue troubler les relations économiques, ni réduire la valeur de la monnaie.

CHAPITRE IV

En Allemagne

C'est l'Allemagne qui, parmi tous les pays européens, a poussé le plus loin l'inflation. C'est en Allemagne que celle-ci a donné tous ses effets. Les créanciers n'y ont pas subi une simple diminution de la valeur réelle de leur patrimoine; ils y ont été l'objet d'une spoliation complète. C'est donc en Allemagne que le besoin d'une protection contre les méfaits de la mutation monétaire s'est le plus fait sentir, et que les contrats passés en monnaie de

compte à valeur stable ont pris toute leur importance. La validité des promesses de payer en or a été en Allemagne une question sociale de premier plan. Nous allons voir que cette question a déclenché dans la presse d'Outre-Rhin des polémiques passionnées, qu'elle a été l'origine de spéculations très actives. Nous verrons aussi qu'au point de vue juridique, elle ne se posait pas exactement dans les mêmes termes qu'en France, et enfin que, quelle que soit la rigueur des lois, il y a un degré d'inflation à partir duquel la Jurisprudence, bon gré mal gré, ne peut plus ne plus faire place aux promesses de payer en or ou en toute autre monnaie stable. Nous pouvons étudier séparément les événements d'avant la campagne pour la revalorisation des dettes d'avant-guerre, et ceux qui se sont produits pendant et après cette campagne.

I

Le problème n'a commencé à prendre toute son acuité qu'en 1923. Mais déjà auparavant, il avait été passionnément discuté par la presse.

Le cours forcé avait été proclamé en Allemagne le 4 août 1914 (1). De plus, une ordonnance du 28 septembre 1914 (2) était venue expressément déci-

(1) Voir les deux lois du 2 août 1914, Reichsgesetzblatt 1914, p. 326 et p. 347.

(2) Voir Reichsgesetzblatt, 1914, p. 417, paragraphe premier : « Les conventions intervenues antérieurement au

der que, pour toutes les dettes antérieures au 31 juillet 1914 contractées en or, les paiements en marks-papier seraient valables. Ainsi, les clauses de paiement en monnaie d'or étaient expressément privées de sanction.

Jamais nous n'avons connu en France, depuis 1914, une disposition aussi rigoureuse.

Ces textes avaient donné au mark-papier la même valeur qu'à l'or, pour toutes les créances d'avant-guerre. Ils avaient créé la fiction « mark égale mark » ou « mark gleich mark », comme disent les Allemands. C'est de cette fiction que, peu à peu, la portée fut limitée, en attendant sa disparition totale. Pendant la guerre, la hausse des prix fut attribuée aux circonstances, à la guerre, à l'arrêt de la production, etc... A la fin de la guerre, on commença à accuser la situation monétaire. En dépit de la fiction imposée par la loi, un mark-papier ne valait pas en fait un mark-or. Et sa valeur allait sans cesse en diminuant, l'inflation devenant toujours rapide. Pour se protéger contre cette baisse constante du mark, les commerçants cherchèrent un étalon de valeur stable : il y en avait trois possibles : les devises étrangères, la monnaie d'or, ou encore l'unité monétaire intérieure elle-même, mais compte tenu de sa dépréciation progressive par rapport à certaines marchandises : le seigle ou le

31 juillet 1914, d'après lesquelles un paiement doit être effectué en or cessent jusqu'à nouvel ordre de lier les parties, »

charbon, par exemple. On se mit à contracter en or, en devises, ou en marks-charbon.

Pendant toute l'année 1922, ces contrats se généralisèrent.

De semblables contrats étaient-ils valides? pouvaient-ils se concilier avec le cours forcé et l'Ordonnance du 28 septembre 1914? La Jurisprudence finit par décider, sous la pression de la nécessité, qu'ils étaient valides. Mais ce n'est que lentement qu'elle arriva à cette solution, en posant des limites toujours plus étroites à l'application de l'Ordonnance. Le Reichsgericht décida d'abord que celle-ci n'avait en vue que les créances antérieures au 1^{er} août 1914, et ne s'appliquait pas aux contrats passés en monnaie d'or postérieurement à cette date. Puis, en 1922, on se demanda ce qu'avait exactement voulu dire l'Ordonnance du 28 septembre 1914. Elle ne faisait que dispenser le débiteur de paiement en *espèces métalliques* d'or, devenues introuvables. Elle ne s'occupait que des instruments de paiement. Mais cette loi, d'ordre exclusivement monétaire, ne pouvait altérer la volonté des parties contractantes. Or, celles-ci, en insérant la promesse de rembourser en or, avaient voulu mettre le créancier à l'abri du risque d'une dépréciation monétaire. Il convenait donc de concilier l'Ordonnance du 28 septembre 1914 avec le respect de la liberté contractuelle, en décidant que les contrats d'avant-guerre passés en monnaie d'or devaient donner lieu à un paiement en marks-papier, mais d'une quantité supérieure à celle des marks-or inscrits au contrat, et déterminée par la dépréciation du mark-papier.

La clause or devait aboutir au paiement d'un « aufgeld », d'une prime plus ou moins importante, suivant la dépréciation du billet lors du paiement. La Jurisprudence n'admit pas en 1922 une semblable interprétation, trop contraire à la fiction : « mark gleich mark », mais ces arguments devaient reparaitre l'année suivante, et déjà ils commençaient à miner la fiction.

Celle-ci, d'ailleurs, subissait déjà d'autres attaques. On remarquait que dans les grands traités internationaux, les dettes de l'Allemagne se chiffraient en marks-or et non en marks-papier. Le gouvernement allemand, signataire de ces traités, admettait donc que ce n'était pas la même chose. Il l'admit encore beaucoup plus nettement dans un accord passé avec la Suisse le 6 décembre 1920, relatif aux dettes hypothécaires contractées par des Allemands en Suisse avant 1914. La clause-or était de style dans ces contrats, mais son intérêt était détruit par l'Ordonnance du 28 septembre 1914, les créanciers suisses se trouvant menacés d'un remboursement en marks-papiers, ce qui les eût ruinés. Or ces créanciers constituaient une force considérable, ces prêts hypothécaires ayant été accordés le plus souvent par des banques suisses très importantes, comme la Société Leu de Zurich, la Banque Hypothécaire Thurgovienne de Frauerfeld, ou encore la Banque Foncière du Jura, de Bâle. La plupart des biens hypothéqués se trouvait en Alsace, dans le Grand-Duché de Bade, ou à Berlin. Les créanciers, très importants et bien groupés, surent obtenir raison. Ils surent faire jouer à temps

l'argument du crédit de l'Allemagne à l'étranger. Une intervention diplomatique eut donc lieu, et aboutit à l'accord du 6 novembre 1920 : le capital de ces dettes devrait être remboursé par les Allemands au cours de 123,45 francs suisses pour 100 marks, il garderait donc sa valeur or. Quant aux intérêts, ils feraient l'objet d'une transaction entre créanciers suisses et débiteurs allemands, incapables de les payer en monnaie d'or, tant que durerait la formidable dépréciation du mark (1). Au total, le gouvernement allemand reconnaissait, hors de ses frontières, l'inégalité du mark-or et du mark-papier ; il reconnaissait la validité des clauses-or passées entre Allemands et Suisses, alors qu'il continuait d'imposer en Allemagne la fiction : « mark gleich mark ».

Mais, même à l'intérieur de l'Allemagne, cela ne dura pas. A la fin de 1922, cette fiction, imposée par l'Ordonnance du 28 septembre 1914, n'avait plus de portée à l'intérieur du pays que pour l'application des contrats d'avant-guerre. Il résultait des termes mêmes de l'Ordonnance qu'elle n'avait voulu priver d'efficacité que les contrats en or d'avant le 31 juillet 1914. Dès lors, les contrats en monnaie d'or, puisqu'aucun texte ne les interdisait, étaient valides. Ils devinrent courants en Allemagne, et les

(1) Cet accord a été remanié en juillet 1923, par un nouvel accord que l'on trouvera au *Journal de Genève* du 6 août 1923, et qui a été analysé par le *Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques* du 22 août 1923.

tribunaux les sanctionnèrent (1). Ils ne donnèrent pas lieu à un versement d'espèces métalliques d'or, mais à des versements de marks-papier en quantité déterminée par la dépréciation du papier.

On contracta aussi en monnaies étrangères, mais là encore, ces devises ne servirent que de monnaie de compte : l'exécution du contrat avait lieu en marks-papier, avec paiement d'un « aufgeld ». En novembre 1922, au cours d'une crise du mark encore sans précédent, le gouvernement du Reich ne sachant plus quel remède employer contre la maladie du mark, avait eu recours aux procédés empiriques. Il s'était avisé que ces contrats en devises nuisaient au crédit du mark-papier et que leur interdiction pourrait amener une hausse de celui-ci. Les Ordonnances Ebert les avaient interdits. Peine perdue. Le mark avait continué de s'effondrer, et l'interdiction n'avait même pas été respectée.

A partir de 1923, personne ne défendit plus la fiction « mark égale mark ». Le mark-papier, d'avril à novembre, ne cessa de se déprécier, et de plus en plus vite. Dans ces conditions, la comptabilité en or ou en devises fut de plus en plus utilisée. On peut dire que, dès le mois de juillet, le mark avait disparu en tant qu'unité de compte. Il ne servait plus que d'instrument de paiement. Et même son rôle comme moyen de paiement diminua. Les paiements en devises devinrent de plus en plus fré-

(1) Voir *Bulletin quotidien de la S. E. I. E.* du 13 juillet 1923.

quents. Une remise fut consentie par certains industriels à qui versait effectivement des devises en paiement. Ainsi, toutes les promesses de payer en or ou en devises, même intervenant entre deux Allemands, pourvu qu'elles soient postérieures au 1^{er} août 1914, devinrent valides. Elles furent, dès lors, d'un usage courant. Les contrats successifs, les contrats à long terme, furent passés en or. Les obligations, les actions émises sur le marché financier le furent en marks-or. Une banque, par exemple la « Suddeutsche Festwerkbank A. G. », fut créée avec un capital représenté par 400 kilos d'or fin. Enfin, la législation vint régulariser ces opérations. Une loi du 23 juin 1923 (1) autorisa l'inscription d'hypothèques évaluées en kilogrammes d'or ou d'autres marchandises. Une autre loi du 24 juin 1923 (2) soumit à l'autorisation préalable du Reich l'émission d'emprunts à valeur fixe. Ainsi, ces emprunts étaient régularisés et recevaient en quelque sorte l'investiture officielle. On finit si bien par ne plus compter qu'en monnaie d'or, qu'à partir de l'automne 1923, on commença à comprendre qu'une réforme monétaire s'imposait. Au moment où l'on créa, grâce à la Rentenbank, une circulation à valeur stable, une Ordonnance du 28 décembre 1923 ordonna aux sociétés de tenir en monnaie d'or tous leurs bilans; elle fut d'ailleurs

(1) Voir Reichsgesetzblatt, 1923, p. 407.

(2) Voir Reichsgesetzblatt, 1923, p. 407, et *Bulletin financier du Haut-Commissariat de la R. F. dans les provinces Rhénanes*, juin 1923, p. 47.

complétée plus tard par un décret du 28 mars 1924. La clause payalbe en or avait fini par devenir l'origine d'une véritable réforme monétaire.

II

Mais tout cela ne réglait pas le sort des créances d'avant-guerre évaluées en or. Elles étaient, en principe, soumises à l'Ordonnance du 28 septembre 1914, et restaient nulles. De toute évidence, cette Ordonnance consacrait une solution contraire à l'équité. Elle dépouillait injustement les créanciers, au profit des débiteurs. Tout le monde l'admettait, personne ne pouvant plus croire à l'égalité de valeur entre les deux marks d'avant et d'après-guerre.

C'est alors qu'apparut l'idée de la revalorisation des dettes d'avant-guerre.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que l'on pensa aussitôt à la revalorisation, non pas seulement des créances où la clause de l'or se trouvait expressément stipulée, *mais de toutes les créances d'avant guerre*, où l'on considéra que cette clause se trouvait toujours tacitement contenue, le mark d'avant-guerre étant le mark-or. Il devait y avoir là, en quelque sorte, une application de la clause « *rebus sic stantibus* ». Les parties avaient stipulé en marks, parce que le mark était une monnaie d'or. Le mark ayant perdu ce caractère ne pouvait servir de base au contrat, et il appartenait au Juge de préciser exactement à quoi le débiteur était tenu. En tout cas, certainement, il devait payer une quan-

tité de marks supérieure à celle inscrite au contrat.

A cela, deux textes s'opposaient formellement : les lois créant le cours forcé pour toutes les créances passées simplement en marks, l'Ordonnance du 28 septembre 1914 pour toutes celles où la promesse de payer en or avait été expressément stipulée.

C'est contre ces textes qu'il fallait lutter. Comment s'y prendre ? Deux moyens pouvaient être tentés : ou le vote de nouveaux textes législatifs, ou bien un revirement de la Jurisprudence. Ces deux procédés furent essayés. Ils n'ont abouti qu'en s'aidant l'un l'autre, et depuis quelques mois. Mais nous comprendrions mal certains des arguments invoqués par les partisans de la valorisation, si nous ne connaissons pas quels résultats le seul espoir de sa réalisation avait amenés dans la vie économique.

Dès que la campagne pour la protection des créanciers sembla devoir aboutir, on assista à une hausse très rapide en Bourse de toutes les rentes et obligations d'avant-guerre, et cette hausse s'affirma, s'accentua, jusqu'à la fin de l'année 1923. Elle se produisit même pour les rentes d'Etat, bien que la revalorisation de celles-ci fût beaucoup moins certaine dès le début que celle des créances privées. Leur cours sur le marché libre devint rapidement très supérieur à leur valeur nominale. Ce fut surtout vrai pour les rentes cotées sur les marchés étrangers, parce qu'on espérait qu'en plus des considérations d'équité d'autres facteurs interviendraient en faveur d'une revalorisation de celles-ci :

un très grand nombre de titres étant répandus à l'étranger, ils pouvaient bénéficier d'une intervention diplomatique. Le tableau suivant le montre nettement.

Cours à Berlin des principaux titres de rente allemande (1)

ANNÉES	DETTE CONSOLIDÉE			EMPRUNT de GUERRE 5 %
	du Reich 3 % émise avant la guerre et cotée à Londres	De la Prusse émise avant la guerre	du Reich 3 1/2 émise avant la guerre	
1921				
Fin Juin	76	56 10	70 »	77 50
» Septembre	77 50	51 »	66 50	77 50
» Décembre	103 25	56 60	72 75	77 13
1922				
Fin Janvier ...	109 »	57 »	72 »	77 50
» Avril	141 »	84 »	89 »	77 50
» Juin	150 »	72 60	79 25	77 50
» Septembre	376 »	91 »	108 »	77 50
» Décembre	1.400 »	334 50	330 »	80 75
1923				
Fin Janvier ...	2.800 »	560 »	650 »	104 »
» Février	4.400 »	350 »	670 »	90 »
» Mars	4.400 »	275 »	675 »	89 50
» Avril	4.400 »	235 »	570 »	89 50
» Mai	7.000 »	280 »	525 »	90 50
» Juin	34.000 »	5.300 »	5.500 »	325 »
» Juillet	200.000 »	6.400 »	12.000 »	400 »

(1) Ce tableau a été établi par le Service d'informations de la Commission des Réparations et se trouve reproduit dans le document n° 2973 (p. 16) de la C. D. R.

On voit par ce tableau que l'espoir d'une revalorisation avait fini par atteindre, en juin 1923, même les rentes de guerre, lorsqu'on se mit à croire qu'elles aussi seraient valorisées : leur cours s'éleva alors ; mais, à l'origine, cette hausse ne s'était manifestée que pour les rentes d'avant-guerre (1). Les obligations émises par les sociétés privées ou les unités administratives bénéficièrent aussi de cette hausse.

En face de cette croyance générale à une revalorisation des dettes privées, que firent les débiteurs ? Ils cherchèrent à éviter les conséquences d'une revalorisation et à rembourser leurs dettes immédiatement en monnaie dépréciée. Pour les créances venues à échéance, aucune difficulté ne pouvait leur être opposée. Pour celles dont l'échéance n'avait pas encore sonné, les créanciers pouvaient, en principe, s'opposer au remboursement immédiat. Mais les débiteurs leur répondaient très facilement que, le terme étant toujours présumé avoir été accordé au profit du débiteur, celui-ci pouvait y renoncer, et qu'en somme les grandes sociétés industrielles ne faisaient rien d'autre en remboursant leurs obli-

(1) Il se produit, en France, quelque chose d'analogue. Notre rente française 3 % d'avant-guerre se capitalise, en bourse, à un cours bien plus élevé que nos rentes de guerre. L'espoir d'une revalorisation ou, plus simplement, l'espoir que cette rente n'aurait pas à subir l'effet d'une éventuelle opération analogue à celle du tiers consolidé, et portant sur nos rentes de guerre, peut seul expliquer ce phénomène.

gations avant l'échéance prévue. Cependant, en agissant ainsi, ces sociétés n'étaient pas très certaines de leur bon droit. Le plus souvent donc, elles remboursèrent en offrant à leurs obligataires une prime plus ou moins importante, qui alla de 150 à 1.000 % de la valeur nominale vers le milieu de l'année 1923, et qui fut élevée plus tard. Ainsi, tout en spoliant les créanciers, les débiteurs avaient l'air de leur faire un cadeau (1). Encore, n'y étaient-ils poussés que par la crainte de la revalorisation, et pour en éviter les conséquences.

Il leur sembla à un moment donné que c'était urgent, la revalorisation ne devant plus beaucoup tarder à s'accomplir. La presse, le Parlement, les Tribunaux, commençaient à envisager cette solution très favorablement.

Dans la presse, voici comment la question se posa vers le milieu de l'année 1923. La campagne pour la protection des créanciers avait commencé au début de l'année. Elle s'affirma de plus en plus, s'appuyant d'abord sur un argument de bonne foi :

(1) Parfois encore, au lieu de rembourser leurs obligataires, les sociétés leur offraient, en échange, des actions, lors des augmentations de capital. Mais cet échange, très favorable aux créanciers, puisqu'il mettait entre leurs mains des « valeurs réelles », à l'abri de toute dépréciation, ne fut pas très fréquent. M. LANDSDURGH, dans sa revue *Die Bank* (numéro d'août 1923, p. 525), assure que les choses ne se passaient ainsi que dans les cas où une grande partie des obligations se trouvaient aux mains des membres du Conseil d'administration.

le remboursement en monnaie dépréciée était contraire à la volonté des parties, qui ne pouvaient envisager avant la guerre une dépréciation si forte du mark. A la revalorisation, on chercha un fondement juridique. C'était la loi établissant le cours forcé qui avait fait tout le mal. C'est donc contre une interprétation trop rigoureuse du cours forcé qu'il fallait lutter. Celui-ci, combiné avec le cours légal, avait certainement voulu faire du billet de banque un moyen régulier de paiement. Il avait voulu organiser sa circulation, et l'imposer aux créanciers dans les paiements, au lieu de l'or. Mais avait-il voulu lui attribuer la même valeur, et le faire accepter à la place de l'or pour la même valeur nominale? Ce n'était pas sûr. On pouvait très bien supposer que le cours forcé avait voulu faire du billet une monnaie, mais une monnaie nouvelle, dont le pouvoir libératoire par rapport aux anciennes dettes serait déterminé par sa valeur réelle au moment du paiement. On pouvait certes payer avec des billets les anciennes dettes contractées en marks d'avant-guerre, mais n'était-il pas nécessaire, pour se libérer, de payer la prime de l'ancien mark sur le nouveau? On chercha dans le B. G. B. (le Code civil allemand, *Bürgerliches Gesetzbuch*), des textes pour défendre cette interprétation. De dispositions précises, on n'en trouva point. Mais il y a dans la B. G. B. des dispositions très vagues, des sortes de déclarations de principes généraux, des préceptes « passe-partout ». C'est en eux que l'on chercha un point d'appui.

D'abord, l'article 133 : « Dans l'interprétation

de la déclaration de volonté, il faut rechercher l'intention réelle et ne pas s'en tenir au texte littéral ». L'intention réelle des parties n'était-elle pas, avant 1914, de contracter en monnaie stable, en marks-or?

L'article 138 disait aussi : « L'acte juridique contraire aux bonnes mœurs est nul. Est nul notamment celui par lequel en profitant des embarras, de la légèreté ou de l'inexpérience d'une autre personne, on se fait promettre à soi ou à un tiers, pour une prestation, des avantages pécuniaires qui excèdent la contre-valeur de telle sorte que d'après les circonstances la disproportion est évidente. » N'était-ce pas à un acte semblable que l'on aboutissait en permettant le remboursement en monnaie dépréciée des créances contractées en monnaie saine?

Les deux articles 157 et 242 semblaient aussi pouvoir servir à interdire ce mode de remboursement :

Art. 157. — « Les contrats doivent s'interpréter de bonne foi, et en tenant compte des usages. »

Art. 142. — « Le débiteur doit accomplir la prestation en se conformant aux usages avec exactitude et bonne foi. »

Enfin, l'article 607 : « Celui qui reçoit en prêt de l'argent ou d'autres choses fongibles, doit restituer au prêteur ces choses en égales espèce, qualité et quantité. »

Mais à la vérité, tous ces textes ne fournissaient pas d'argument très net contre des textes aussi précis que ceux qui avaient établi le cours forcé et supprimé la clause de l'or. On pouvait facilement

répondre à ceux qui arguaient de l'article 133, qu'il n'était nullement établi que le créancier d'avant 1914 n'ait pas voulu accepter de courir le risque de dépréciation de la monnaie.

On pouvait encore dire que l'acte tombant sous le coup de l'article 138 était nul et qu'ainsi appliquer cet article aux contrats d'avant-guerre, c'était faire annuler les contrats d'avant-guerre tout entiers, et non pas seulement la clause-or qu'ils contenaient, c'était aboutir à un résultat fort différent de celui que l'on cherchait.

Les articles 157 et 242 sont susceptibles d'interprétations très diverses. Enfin, l'article 607, en apparence plus précis, est soumis en fait au même reproche. Que signifie « égales espèce, qualité et quantité » ? Les textes ayant établi le cours forcé n'avaient-ils pas déclaré que la « qualité » du billet était officiellement la même que celle de l'or d'avant 1914 ? De plus, si l'on acceptait le point de vue des partisans de la revalorisation sur l'article 607, on était amené à une solution véritablement très dure pour les débiteurs. Pour payer une ancienne dette contractée au temps où le mark valait de l'or, le débiteur était tenu de verser des monnaies d'égales espèce, *qualité* et quantité, c'est-à-dire des monnaies d'or, ou bien des marks-papier, mais avec un « aufgeld » égal à la prime de l'or. Cela eût été très dur, les prix en Allemagne n'ayant pas augmenté dans la même mesure que le cours des devises ou de l'or. Les autres articles, beaucoup plus modérés, laissaient au contraire aux débiteurs l'espoir que le taux de revalorisation ne serait pas aussi

élevé, et que, pour le fixer, on pourrait tenir compte de leur propre appauvrissement.

En fait, on ne pouvait, aux textes très nets et très précis de 1914 établissant le cours forcé, opposer que des textes très vagues, placés dans le B. G. B. dans un but très différent de celui auquel on voulait les affecter, donc très peu appropriés aux nécessités économiques du moment, et surtout très délicats à interpréter. Créanciers et débiteurs pouvaient également en tirer parti.

D'ailleurs, la question se compliquait. Il semblait que, même au cas où toutes les créances d'avant-guerre ne seraient pas valorisées, certaines le seraient plus facilement que les autres : toutes celles ayant permis à l'emprunteur d'acheter une valeur réelle, restée encore entre ses mains, et affectée en garantie du remboursement du prêt. Parmi celles-ci, les plus importantes étaient les créances hypothécaires. D'une part, très souvent, celles-ci contenaient, très nettement exprimée, la clause « payable en or ». D'autre part, une campagne très adroitement menée par les Banques hypothécaires put mettre en valeur des arguments juridiques spéciaux dont les autres genres de créances ne pouvaient profiter. On représenta que le créancier s'était constitué sur le bien hypothéqué un droit réel, qu'il bénéficiait sur ce bien d'une sorte de co-propriété. Le résultat c'est qu'une créance hypothécaire ne pouvait se déprécier en même temps que la monnaie, qu'elle devait garder, quelle que soit son évaluation en marks, une valeur en rapport avec celle du bien affecté en garantie.

La nécessité imposait une prompte solution du problème. Il fallait protéger les créanciers, tous les créanciers, mais surtout hypothécaires. On commençait, en effet, à rembourser en grand nombre les hypothèques, en monnaie dépréciée. Les créanciers, lésés par ces remboursements, s'adressèrent simultanément à la Jurisprudence et au Reichstag pour se faire protéger : aux Tribunaux, lorsqu'ils croyaient trouver dans les textes déjà existants des arguments en leur faveur ; au législateur, lorsque, doutant de l'interprétation qu'ils donnaient de ces textes, ils croyaient fortifier leur thèse en en faisant voter de nouveaux.

Ils ne réussirent d'abord ni auprès des Tribunaux, ni auprès du Reichstag. Une proposition de loi avait été présentée le 1^{er} mars 1923 par le député Düringer, en vue, non pas d'instituer le principe de la revalorisation, ce qui eût alors semblé trop audacieux, mais en vue seulement d'empêcher les remboursements, en monnaie dépréciée, des créances hypothécaires. Jusqu'en 1927, toutes les hypothèques enregistrées avant le 1^{er} janvier 1922 ne pourraient être remboursées que d'un commun accord avec le créancier. Cette proposition était très modeste. Elle ne cherchait qu'à établir une sorte de valorisation conventionnelle, dont les bases seraient précisées pour chaque créance par un accord entre les parties en cause. De plus, elle ne se préoccupait que des créances hypothécaires. Malgré sa modération, la proposition Düringer fut repoussée au début d'avril par la Commission juridique du Reichstag.

Un autre projet fut déposé le 4 juillet 1923 par M. Strathmann et d'autres députés appartenant au groupe de la droite. Il proposait que toutes les sociétés industrielles voulant rembourser des obligations émises avant le 1^{er} janvier 1919 soient tenues de les rembourser, non pas à leur valeur nominale, mais au centième du prix d'un mark-or payé par la Reichsbank le jour du remboursement. Ce projet, en somme, était beaucoup plus audacieux que le projet Düringer. Il posait le principe de la revalorisation obligatoire de toutes les créances nées avant le 1^{er} janvier 1919, au taux de 1 % de leur valeur-or d'avant-guerre. Mais le taux très faible proposé prouve bien que la droite du Reich, favorable aux agrariens, cherchait à enterrer tout projet sérieux de la valorisation, en faisant voter un texte, favorable au fond aux débiteurs, et n'imposant qu'une caricature de la valorisation réelle. Ce projet échoua comme le précédent. Le Reich, insolvable, était hostile au principe de la revalorisation des dettes privées. Le ministre des Finances, Heinze, invoqua la fiction « mark gleich mark » et des difficultés techniques de réalisation.

Pendant ce temps, la Jurisprudence était contradictoire. L'Oberlandgericht de Darmstadt avait commencé, dans un arrêt du 29 mars 1923 (1), à poser le principe de la nullité du remboursement en monnaie dépréciée d'une dette hypothécaire con-

(1) Voir document de la C. D. R., Berlin, n° 2973, p. 7.

tractée en marks-or ou en marks-papier avant leur dépréciation. Il rendit encore une solution identique le 18 mai 1923 (2), déclarant que les pertes résultant de la dépréciation de la monnaie ne devaient pas être mises à la charge du seul créancier, mais bien réparties entre le débiteur et le créancier. Pour motiver cette solution, le Tribunal ne fit pas un choix entre les arguments à sa portée. Il les mit tous en avant, leur accumulation devant peut-être ainsi suppléer à la force qui manquait à chacun d'eux : arguments d'équité et de bonne foi, rappel des textes du B. G. B. que nous avons signalés, nouvelle interprétation du cours forcé. Il alla même jusqu'à dire : « Le caractère essentiel d'une monnaie légale est qu'elle doit être acceptée en paiement à sa valeur nominale. Il est fait toutefois exception à cette règle lorsque, par la force même des choses et les conditions du trafic, cette monnaie n'est plus acceptée dans ces conditions », ce qui est exagéré, et destructeur de tout le principe de la monnaie légale. L'excès même de cette argumentation allait empêcher les autres tribunaux de l'accepter.

Le Kammergericht (2) de Berlin prit parti contre la Jurisprudence de Darmstadt. Il avoue bien que le mark-papier est inférieur en « *qualité* » au mark-or. Cependant, à son avis, l'article 607 du B. G. B. ne peut s'appliquer, car, de même que le proprié-

(1) Voir même document.

(2) Voir sa décision dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 2 juin 1923. [Document]

taire d'une chose supporte l'amoindrissement ou la dépréciation de la chose, le créancier d'un prêt d'argent doit supporter la dépréciation de l'argent. Simple application de la règle : « res perit domino ». Au même moment, le Landgericht de Cologne prenait le même parti. Il refusait de revaloriser les créances anciennes, si une loi nouvelle n'intervenait pas pour l'imposer. Les textes en vigueur n'imposaient pas la valorisation, et les Tribunaux ne pouvaient se mettre à la place du législateur.

Le 4 juillet 1923, après le rejet par le Reichstag des propositions Düringer et Strathmann, il semblait que les créanciers allaient perdre la partie. Ni le législateur, ni les Tribunaux ne voulaient rétablir les créances du passé. Alors que l'on permettait pour l'avenir la clause « payable en or », alors que des lois organisaient et consacraient l'emploi de cette clause, l'on refusait de revaloriser les créances anciennes. Les débiteurs étaient surtout des industriels ou des agriculteurs, ayant émis des obligations ou des dettes hypothécaires. En faveur de ces débiteurs, on faisait valoir, en plus des textes établissant le cours forcé, des arguments d'ordre économique. Les prix antérieurs, disait-on, ne se sont pas élevés dans une mesure aussi forte que l'or. On ne peut donc obliger les industriels à rembourser leurs dettes sur la base de l'or, alors que leurs revenus ont beaucoup moins augmenté. En ce qui concerne les débiteurs de créances hypothécaires, cette réflexion a encore plus de vérité. Propriétaires de bien-fonds ou d'immeubles urbains, ils ont à

subir les effets de la taxation, soit des produits agricoles, soit des loyers. Leurs revenus sont loin d'avoir augmenté autant que la prime de l'or par rapport au papier. On ne peut donc leur imposer le paiement en or. S'il y a injustice à faire retomber tout le poids de la dépréciation du mark sur les créanciers, il serait injuste aussi de le rejeter entièrement sur les débiteurs, en les obligeant à payer un « aufgeld » égal à la prime de l'or. Quant au Reich, il est totalement insolvable, et les rentes ne seront pas revalorisées. Ce dernier point apparut très vite comme infiniment probable. La volonté du Reich était devenue assez nette, en effet, lors du vote de la loi du 19 mai 1923, sur la liquidation des petites créances inscrites au Livre de la Dette publique (1). En raison des frais très importants nécessités par l'administration de ces petites créances, cette loi fixait à 5.000 marks la limite minima des comptes. Les porteurs de créances plus faibles auraient le droit à une reconnaissance de dette ou au paiement en espèces de leurs dettes. Pour l'emprunt de guerre 5 %, pour lequel le délai prévu aurait dû courir à partir du 1^{er} octobre 1924, on offrait au porteur un « aufgeld » de 150 % de la valeur nominale à titre de dédommagement pour la non-observation du délai de remboursement. Ainsi, le Reich remboursait les petits porteurs de rente, en monnaie dépréciée. C'était faire perdre aux titulaires de comptes plus importants tout espoir d'une

(1) Voir Reichsgesetzblatt, 29 mai 1923, p. 296.

revalorisation. Une très grande partie de la dette du Reich se trouva ainsi liquidée par les remboursements qui suivirent le vote de cette loi. Une autre partie se trouva aussi éteinte par voie de rachat des titres en Bourse. Il était clair que les dettes publiques ne seraient pas valorisées. Quant aux dettes privées, le Gouvernement ne se montrait pas beaucoup plus favorable à leur revalorisation, craignant que celle-ci ne soit un précédent que ne manqueraient pas d'invoquer les porteurs de rentes d'Etat.

III

Après l'échec des tentatives Düringer et Strathmann, on se reprit à espérer que la protection des créanciers, refusée par le Reichstag, serait obtenue par voie de décisions judiciaires. On vécut dans l'attente d'une décision du Tribunal supérieur de Leipzig (Reichsgericht), qui joue à peu près en Allemagne le même rôle que la Cour de Cassation chez nous. La cinquième Chambre civile du Reichsgericht prit la décision attendue le 28 novembre 1923. Elle consacra le principe de la valorisation des dettes privées, et considéra que cette solution, non seulement était imposée par l'équité, mais encore que son principe se trouvait inscrit dans le B. G. B. Elle faisait donc sienne la Jurisprudence de l'Oberlandgericht de Darmstadt. Mais, au lieu d'indiquer tous les articles du Code sur lesquels elle pouvait théoriquement s'appuyer, au lieu de répéter tous les arguments présentés par le Tri-

bunal de Darmstadt, elle fit un choix entre eux. Tout d'abord, bien qu'il s'agît dans l'espèce jugée d'une créance hypothécaire, elle ne s'appuya pas sur les arguments spéciaux à ce genre de créances : l'idée de co-propriété des créanciers hypothécaires, de dette du fonds hypothéqué n'entra pas dans sa pensée. Ainsi, elle ne réduisait pas à ce genre de créances le principe de la valorisation. Celle-ci aurait une portée générale (1). Le Reichsgericht ne retenait pas non plus, dans ses considérants, l'article 607 du B. G. B. Celui-ci aurait imposé une valorisation sur le taux du rapport entre le mark-or et le mark-papier, ce qui eût été beaucoup trop onéreux pour les débiteurs. Il se basa seulement sur l'article 242 : « Le débiteur doit accomplir la prestation en se conformant aux usages avec exactitude et bonne foi ». Ainsi, c'était seulement un principe d'équité, le respect de la volonté des contractants, qui interdisait à un débiteur ayant jadis reçu des marks-or ou des marks très peu dépréciés, de rembourser en marks devenus presque sans valeur. Mais les limites de ce que le débiteur aurait à payer pour respecter la bonne foi, seraient fixées par le juge après examen de chaque affaire particulière. Au total, on aboutirait seulement à imposer au débiteur le paiement d'un « aufgeld » plus ou moins important, suivant la situation des deux parties en

(1) Depuis, la Cour de Leipzig s'est encore prononcée pour la révalorisation des rentes viagères et des réserves héréditaires.

cause. Un débiteur en partie ruiné par l'inflation (par exemple, un de ces débiteurs hypothécaires soumis à la taxe des loyers), ne serait pas tenu de verser une somme aussi importante qu'un débiteur à qui l'inflation n'aurait pu que profiter, un exportateur, par exemple. L'Etat, débiteur notoirement insolvable, ne serait pas soumis à la revalorisation. Une semblable jurisprudence avait l'avantage de rendre la valorisation très facilement applicable. Libérant l'Etat du gros souci de la valorisation de ses propres dettes, elle faisait disparaître en partie son opposition. Etablissant que la valorisation n'imposerait que le versement d'un « aufgeld » par les débiteurs, elle ne faisait que régulariser une coutume déjà née. Puisque, d'autre part, cet « aufgeld » ne devait pas être égal à la prime de l'or sur le papier, cela faisait tomber l'argument consistant à prétendre que le bénéfice réalisé par la plupart des débiteurs n'était pas égal à la prime de l'or, que la revalorisation ruinerait les débiteurs et amènerait des désastres économiques. Très modérée, la décision de Leipzig put devenir la base d'un renouvellement de la Jurisprudence. Si quelques tribunaux se montrèrent partisans d'une revalorisation plus complète (1), la plupart d'entre eux se sont,

(1) Une décision du Landgericht de Hanovre a déclaré, par exemple, que les créances devaient être valorisées, en vertu de l'article 607 du B. G. B., et que le taux de valorisation devait être fixé par le nombre indice du prix de la vie le jour du paiement.

depuis le 28 novembre 1923, conformés aux indications de l'arrêt de Leipzig.

Mais cette extrême confiance laissée au juge pour la fixation de l'aufgeld à payer n'était pas sans danger. Elle pouvait donner lieu à des plaintes, comme tout exercice d'un pouvoir discrétionnaire. De plus, l'examen de la situation du créancier et du débiteur, pour chaque espèce soumise aux tribunaux, risquerait de donner à ceux-ci une peine très importante. Il convenait de ne pas laisser durer trop longtemps un semblable système. La Jurisprudence de la Cour suprême de Leipzig avait besoin d'une ratification législative. Dès qu'il fut question d'une loi sur la revalorisation des créances privées, la spéculation sur les obligations recommença à se faire très active en Bourse. Mais cette action légale semblait devoir se heurter à de multiples oppositions. Celles de tous les débiteurs d'abord, et aussi celle de l'Etat. Celui-ci, en effet, jusqu'au début de 1924, resta hostile à la revalorisation. Il ne lui fut favorable que lorsqu'il eut compris qu'il pouvait lui aussi en tirer profit, et percevoir un impôt sur les bénéfices réalisés par les débiteurs, grâce à l'inflation.

Tout d'abord, il semble qu'il ait eu l'idée d'interdire toute revalorisation : les créanciers resteraient lésés, mais les débiteurs, cependant, n'y gagneraient rien, l'Etat se réservant le droit de confisquer leurs bénéfices sous forme d'impôts. Cette solution était vue avec faveur par les milieux agraires et industriels : les débiteurs préféraient avoir affaire à l'Etat plutôt qu'à leurs créanciers. C'eût été

prendre parti contre la Jurisprudence de Leipzig. Dès que cette décision fut connue, elle fut l'origine de protestations véhémentes, et notamment l'Union des juges siégeant au tribunal d'Empire (Richter-verein beim Reichsgericht), dans une lettre ouverte adressée le 8 janvier, au Ministre de la Justice, traita sévèrement la décision projetée d'immorale, d'injuste et même d'anticonstitutionnelle, parce qu'elle organisait une véritable dépossession, et qu'elle voulait instituer une recette fiscale non soumise au principe de la généralité de l'impôt.

Le Cabinet du Reich, devant un trouble aussi général, modifia son point de vue. Il se décida à poser le principe de la valorisation, mais à un taux très faible. La troisième Ordonnance fiscale d'exception, dans son texte primitif approuvé, le 29 janvier 1924, par le Cabinet du Reich, contenait les dispositions suivantes (1) :

La revalorisation devait être autorisée pour toutes les créances de droit privé exprimées en monnaies du Reich et non éteintes le 31 décembre 1923. Cette revalorisation devait avoir lieu au taux de 10 % de la valeur qu'avait la créance en marks-or lors de sa naissance. Mais ce taux pourrait être dépassé, si la situation du débiteur le permettait. Par valeur en marks-or, il fallait entendre le montant nominal de la créance, si elle existait déjà avant le 1^{er} janvier 1919 (date à laquelle le mark était

(1) Voir, dans la *Frankfurter Zeitung* du 5 février 1924, le texte de ce projet.

encore peu déprécié) et sinon, le montant en or résultant de la conversion sur la base du cours du dollar à la bourse de Berlin le jour de la naissance de l'obligation. Les créanciers avaient ainsi gain de cause en principe. On leur accordait la revalorisation, mais à un taux bien faible. L'ordonnance, en réalité, cherchait à ménager les débiteurs. Dans ce but, elle prévoyait encore que le remboursement des créances revalorisées, ainsi d'ailleurs que le paiement des intérêts ne pourraient être réclamés avant le 1^{er} janvier 1925.

La seconde partie de l'ordonnance fixait comment et dans quelle mesure l'Etat pourrait imposer les bénéfices résultant de la dépréciation monétaire.

Dès que ces dispositions furent connues, les protestations recommencèrent de plus belle. Les débiteurs déclarèrent qu'on leur imposait une charge intolérable. Du côté créancier, on se plaignit que ne soient pas revalorisées les créances éteintes avant le 31 décembre 1923 : la revalorisation, pour être efficace, aurait dû être rétroactive, 90 % des dettes hypothécaires ayant été dénoncées pendant la période d'inflation (1). On protesta surtout contre le taux très faible de revalorisation : 10 %, c'était un véritable déni de justice. Il est certain qu'on avait espéré davantage, et la preuve en est dans les cours de bourse atteints par les rentes et certaines obligations avant et après la décision du Cabinet du Reich approuvant l'ordonnance. Dès que l'on sut

(1). Voir *Frankfurter Zeitung* du 2 février 1924.

les dispositions qu'elle devait contenir, les cours baissèrent, accusant bien la déception générale. La baisse, forte surtout pour les rentes d'Etat, atteignit aussi les obligations industrielles.

Le tableau suivant le prouve bien :

**Cours de quelques rentes et obligations à la Bourse de Berlin
du 31 décembre 1923 au 1^{er} février 1924 (1)**

(En milliards de marks pour 100 de la valeur nominale)

	31.12 1923	10.1 1924	19.1 1924	24.1 1924	28.1 1924	31.1 1924	1.2 1924
Kriegsanleihe	60	98	195	137 1/2	180	165	152.5
3 1/2 % Reichsanleihe.	225	360	900	485	590	440	375
3 % d°	900	1.300	2.125	1.230	1.360	1 000	1.000
4 % Pr. Konsols	300	490	950	590	740	510	410
3 1/2 % d°	230	420	825	520	605	462	400
Spraprämienanleihe ..	195	245	350	275	330	300	245
Zwangsanleihe	0.40	0.80	4	3	3.90	6.60	»
4 % Bayern	530	1.400	3.000	1.310	1.700	1.400	1.000
3 1/2 % Bayern	500	1.200	2.200	1.350	1.600	1.225	1.050
4 % Wurtemberg	»	700	1.209	980	1.000	750	500
4 1/2 % Höshst	800	1.750	2.600	2.500	2.900	2.100	2.800
4 1/2 % Ludwigshafen	1.000	»	3.600	3.100	3.600	2.700	3.250
5 % Krupp	100	850	»	1.400	1.300	940	900

A la suite de ces protestations, le Reich céda encore un peu plus : Le texte approuvé le 29 janvier par le Cabinet du Reich fut remanié et, finale-

(1) Tableau tiré du document 3104 de la C. d. R. relatif à la III^e ordonnance fiscale d'exception.

ment, le texte définitif du 14 février 1924 (1) fut un peu plus favorable aux créanciers.

Le point le plus important c'est que le taux définitif de valorisation est porté à 15 % de la valeur-or primitive. Des dérogations importantes sont d'ailleurs prévues. D'autres dispositions ont pour but d'accorder le bénéfice de la valorisation à certaines créances exclues par le texte du 28 janvier. Enfin, l'ordonnance se préoccupe de la revalorisation des dettes des établissements de crédit, afin de protéger ceux-ci. Elle décide que les dépôts des Caisses d'Epargne, les droits résultant des assurances sur la vie, seront seulement revalorisés dans la mesure où le permettra la revalorisation des créances constituant leur couverture. Enfin, les soldes des comptes courants en banque ne doivent pas être valorisés (2).

(1) Voir *Frankfurter Zeitung* du 16 février 1924, le texte complet de l'ordonnance.

(2) Il ne faudrait pas croire que les dispositions de l'ordonnance ont été facilement acceptées. Déjà, des décisions de Jurisprudence ont déclaré celle-ci illégale parce que dépossédant les créanciers. C'est ainsi qu'un arrêt récent de la Cour d'appel de Stuttgart (Voir *Bulletin d'informations législatives et juridiques du Haut Commissariat de la R. F. dans les provinces rhénanes*, février 1924, p. 49) a valorisé une hypothèque au 1/3 de sa valeur d'avant-guerre, se basant sur la valeur actuelle de l'immeuble hypothéqué. De même (voir même Bulletin, p. 51) le Tribunal régional de Berlin a, le 21 février 1924, refusé d'obéir à l'ordonnance la déclarant illégale. On ne sait si ces résistances dureront.

Et voilà comment s'est liquidée en Allemagne l'inflation. Comme en France, après l'aventure des assignats, il a fallu prendre des dispositions pour protéger en partie les créanciers contre la spoliation totale qui les menaçait. On a dû finir par déclarer que la clause « payable en or » était sous-entendue dans tous les contrats d'avant-guerre, puisqu'alors il n'y avait qu'une seule monnaie en Allemagne, et c'était le mark-or. Mais on n'est arrivé à ce résultat que progressivement, et à mesure que l'inflation s'aggravait.

Pour résumer tout le chemin parcouru, disons qu'après s'être heurtée, au début, à des textes plus sévères que ceux promulgués en France, la Jurisprudence n'a pas pu se décider à dépouiller de tout leur effet les clauses « payables en or ». Elle a commencé par valider celles conclues après 1914. Puis, pour celles d'avant 1914, l'Allemagne a cherché à passer des accords avec l'étranger pour donner au moins l'impression de la bonne volonté. Et c'est dans les rapports avec l'étranger que ces clauses furent d'abord validées. Enfin, la valorisation intervint pour toutes les créances d'avant-guerre que la clause de l'or y soit inscrite expressément ou tacitement. Seules les circonstances imposèrent cette confusion entre clauses expresses ou tacites. Seules aussi, elles empêchèrent la revalorisation à la pleine valeur-or d'avant-guerre.

Concluons que, dans un pays où l'inflation se développe très rapidement, malgré la sévérité des textes, la clause « payable en or » finit toujours par trouver sa place. Remarquons enfin que le respect

de la clause par la Jurisprudence s'est rétabli, en suivant la progression suivante : D'abord, les clauses inscrites dans les contrats postérieurs à l'institution du cours forcé. Puis, parmi les clauses anciennes, celles se trouvant dans les contrats internationaux. Ce n'est qu'ensuite, que le principe de la validité se généralisa et il entraîna avec lui la revalorisation de toutes les créances d'avant-guerre.

CHAPITRE V

En Pologne

En Pologne (1), comme dans tous les pays où la monnaie s'est dépréciée très rapidement, l'Etat n'a pas pu s'opposer jusqu'au bout à la faveur de plus en plus grande que recevaient du public la comptabilité et les contrats en monnaie d'or. Il a même été le premier à donner l'exemple des comptes en or. Il a cherché à faciliter les contrats passés en or, à les régulariser, il cherche aujourd'hui à en faire le principe d'une réforme monétaire stable et définitive.

(1) Tous les renseignements sur la Pologne nous viennent du correspondant polonais de la S. E. I. E.

Dès que l'unification politique fut réalisée en Pologne après 1918, l'inflation commença. Seules l'Allemagne et la Russie ont connu une dépréciation de leur devise, aussi importante que la Pologne. La couronne autrichienne elle-même n'est pas tombée aussi bas que le mark polonais. Le dollar qui, en 1918, ne valait encore que 5 marks à peu près, en valait 5 millions le premier janvier 1924. Les billets émis représentaient 1 million de marks en 1918, 5 à la fin de 1919, 49 en décembre 1920, 229 en 1921, et 793 en 1922. En 1923, les émissions se chiffrèrent par trillions? Jusqu'en 1923, les contrats en monnaie d'or furent interdits par la Jurisprudence. Le résultat fut la mort des contrats à long terme : on passait alors des baux d'un an. Ou bien on contractait en marchandises.

En présence d'une monnaie se dépréciant sans cesse, les Polonais cherchèrent à placer leur épargne à l'étranger. Ils achetèrent des devises, se firent ouvrir des comptes par des banques étrangères, surtout celles de Dantzig. Une partie de l'épargne polonaise se transforma en florins dantziçois. Cette fuite devant le mark polonais aida encore à sa dépréciation. Et de plus, la baisse constante du mark interdit à l'Etat l'espoir de pouvoir placer de grands emprunts à long terme sur le marché de Varsovie, au moment même où son faible crédit l'empêchait d'en placer à l'étranger.

C'est alors que M. Grabski, au début de 1923, eut l'idée d'instituer une monnaie de compte officielle à valeur stable. Ce fut le le zloty, ou franc-or. L'Etat emprunta, et dressa son budget en zloty. En même

temps il chercha à le répandre dans les transactions privées. La Bourse des valeurs de Varsovie fut tenue de publier chaque jour la valeur du zloty en marks. Les transactions, les obligations exprimées en zloty furent désormais sanctionnées par les tribunaux. Ce fut un arrêt de la Cour de Varsovie, de janvier 1923, qui donna cette nouvelle orientation à toute la Jurisprudence polonaise. On sanctionna même les opérations conclues en monnaie d'or avant l'institution du zloty.

Il y avait donc deux monnaies : une monnaie de compte, le zloty, servant d'étalon des valeurs, et la monnaie réelle, le mark, servant d'instrument de paiement. Les dettes contractées en zloty devaient se régler en marks, mais par le versement d'une quantité de marks déterminée par le cours du zloty le jour du paiement. Grâce au zloty, l'Etat polonais put emprunter, au lieu d'émettre des billets pour faire face au déséquilibre du budget. M. Grabski crut même que le zloty pourrait très rapidement servir à une reconstitution monétaire. Il chercha à instituer une sorte de bimonétisme, simple prélude à la substitution du zloty au mark. Mais pour cela, il fallait que le zloty soit représenté dans la circulation par des billets ou des pièces métalliques. Il fallait que, de simple monnaie de compte, il devienne monnaie effective. Pour réaliser ce dessein, M. Grabski projeta l'émission de bons exprimés en zloty, et à qui seraient accordées de très grandes facilités d'escompte.

M. Grabski dut abandonner le pouvoir vers le milieu de 1923, et cette émission de bons ne fut réa-

lisée que par son successeur M. Kucharski. Jusqu'à concurrence de 100 millions de zloty, des bons du Trésor furent émis, portant intérêt à 3,66 %. remboursables au bout d'un an, négociables en bourse, et recevables en paiement de toute dette par les caisses publiques, indépendamment du terme conclu pour leur échéance, sous déduction des intérêts restant encore à courir jusqu'à cette échéance. Ainsi c'était une véritable monnaie accessoire, puisqu'elle pouvait être donnée en paiement aux caisses publiques, mais une monnaie portant intérêt.

A part cette émission de bons, préparée par M. Grabski, le successeur de celui-ci ne poursuivit pas sa politique et ne se montra point favorable au bimonétisme. Il chercha la voie de la reconstitution dans une stabilisation du mark. Le zloty cessa d'être coté officiellement à la bourse de Varsovie. Cependant on chercha à réaliser la valorisation des dettes anciennes, c'est-à-dire leur estimation en or.

M. Grabski est revenu au pouvoir au début de l'année 1924. Il présenta, au Parlement, un programme exclusivement financier, et se fit accorder, par une loi du 20 janvier, les pleins pouvoirs pour une durée de six mois. La fin de l'inflation fut proclamée le 2 février, et le zloty va devenir une monnaie effective, grâce à la création d'une banque d'émission devant émettre des billets garantis par une couverture métallique d'or. En attendant la création de cette banque, le zloty reste simple monnaie de compte, mais, à la différence du franc-or de chez nous, une monnaie de compte reconnue par l'Etat. Un décret du 15 janvier vient, en effet, de

régulariser et de faciliter l'emploi du zloty par le commerce privé. Il porte que la valeur de tout objet peut être exprimée en zloty, que les transactions et les obligations peuvent se faire dans cette monnaie, que la rédaction des lettres de change, les inscriptions d'hypothèques peuvent se faire en zloty, et que les tribunaux sanctionneront l'emploi de la nouvelle monnaie. Le décret porte même que les droits des parties devant les tribunaux pourront être évalués en zloty même si le montant de l'obligation litigieuse avait été exprimée en marks par les parties.

Ainsi le zloty sera utilisé dans tous les contrats, dans toutes les comptabilités, même avant d'être représenté immédiatement par des espèces métalliques en circulation. La Pologne bénéficiera d'un étalon des valeurs stable. Le crédit à long terme sera facilité, le crédit hypothécaire rétabli sur des bases plus saines. Les porteurs de lettres de change n'auront plus besoin comme jadis de faire usage de contre-lettres pour se protéger contre la dépréciation du mark, ou d'estimer la valeur de ces lettres de change en florins payables sur la place de Dantzig.

Au total, l'inflation se liquide partout de la même façon; on finit par respecter les clauses-or. Ce que la Pologne a mis de neuf sous nos yeux, c'est la façon dont la comptabilité en or peut devenir la base d'une réorganisation monétaire totale.

TROISIÈME PARTIE

La clause « payable en or » en France

Nous pouvons tirer quelques réflexions générales de notre étude sur le statut juridique de la clause à l'étranger.

Il y a des pays soumis au régime du cours forcé, où la clause est cependant valide. Il y en a d'autres où elle ne l'est pas. Mais on a généralement considéré qu'une loi *spéciale* était nécessaire pour qu'elle soit ainsi privée d'efficacité, et que cela ne pouvait pas résulter de la seule proclamation du cours forcé. Nous pouvons donc en conclure que l'invalidité de la clause n'est pas de l'essence même du cours forcé, qu'elle n'en découle pas obligatoirement.

D'autre part, là où la clause est respectée, elle n'a fait aucun tort à la monnaie officielle, elle n'a en rien gêné la vie économique. Elle a, au contraire, facilité les affaires, en leur donnant plus de sécurité et plus de loyauté. Là où l'inflation a été très rapide, la clause a été absolument nécessaire, et à la fin de la crise a pu fournir les bases d'une réorganisation monétaire. Ses services sont donc indéniables.

Pourtant en France, tout le monde ne veut pas le reconnaître. La clause « payable en or » a des avocats certes, plus ou moins audacieux, mais aussi beaucoup d'adversaires.

Ses adversaires sont nombreux, la déclarent inutile, sinon nuisible, et proclament qu'au surplus son

respect est incompatible avec notre législation actuelle.

Ses défenseurs sont de deux sortes : les plus sincères souhaitent sa diffusion et déclarent que rien dans nos lois ne s'oppose à sa validité. Les moins ardents déclarent qu'elle est équitable, qu'elle serait utile, mais que malheureusement notre statut monétaire actuel la prive d'efficacité.

Telles sont les trois thèses en présence : La Jurisprudence évoluée, n'est pas très nette. Elle tend à annuler en principe la clause, mais le nombre des exceptions au principe général se développe. Cependant nos tribunaux restent, dans l'ensemble, plus sévères que ceux des autres pays où règne le cours forcé.

Cela semblerait indiquer que nous avons en France une législation très étroite et très stricte sur cette question. Or la vérité est, au contraire, que nous n'avons aucun texte de loi privant expressément la clause d'efficacité. Ce sont les tribunaux qui, seuls, prétendent que la clause est nulle « à cause du cours forcé ». Point de vue extrêmement discutable, et que, pour notre part, nous ne saurions adopter.

Le problème qui se pose en France est donc le suivant : Y a-t-il incompatibilité absolue entre le cours forcé et la clause « payable en or » ? Sous un semblable régime, celle-ci est-elle nulle, sans même qu'un texte spécial vienne proclamer sa nullité ?

Nous allons, en deux chapitres, d'abord exposer, puis critiquer les solutions données par les tribunaux français.

CHAPITRE PREMIER

Exposé de la jurisprudence française

La clause « payable en or » ne prend toute son importance qu'en période de cours forcé. C'est en prévision d'une dépréciation du billet qu'on l'insère dans les contrats. Or cette dépréciation ne peut se produire lorsque le billet de banque ne possède que le cours légal et que la banque d'émission ne bénéficie pas du cours forcé. Alors, le billet est remboursable en or et garde donc la même valeur que celui-ci. Tout porteur de billets peut librement, en les échangeant aux guichets de la banque d'émission, se procurer de l'or. Le paiement effectif en métal ne fait alors que dispenser le créancier, qui veut absolument en posséder, du soin de se déplacer lui-même jusqu'à la banque pour en obtenir. Cela n'a pas beaucoup d'intérêt, et c'est pourquoi, pendant la durée du simple cours légal, les créanciers n'insistent pas pour faire exécuter les promesses de payer en or (1). Au contraire, en période de cours forcé, le paiement en or peut mettre le créancier à

(1) Aucun procès n'a jamais été intenté en France pour faire exécuter une telle promesse pendant la durée du simple cours légal.

l'abri de la dépréciation du billet, et c'est alors que les créanciers insistent.

Et pourtant c'est alors que notre Jurisprudence annule la clause « payable en or ». Celle-ci, d'après nos tribunaux, est valide en période de cours légal du billet de banque, mais cesse de l'être dès l'apparition du cours forcé. Elle perd ainsi tout son intérêt et cela va directement à l'encontre de l'intention des parties. Voyons comment la question se pose en France.

Aucun texte n'interdit expressément de contracter en monnaie d'or, aucun n'annule les clauses-or d'avant-guerre, aucun ne déclare que celles-ci donneront lieu à un paiement en billets. Rien ne ressemble chez nous à l'ordonnance allemande du 28 septembre 1914. Pourtant, depuis dix ans, nos tribunaux invalident la clause « payable en or », qu'il s'agisse soit d'un contrat d'avant 1914, soit d'une convention postérieure à cette date. Ils déclarent que le cours forcé suffit à invalider la clause et que le respect de celle-ci est incompatible avec lui. Ainsi, bien que les textes soient moins nets qu'en Allemagne, notre Jurisprudence va beaucoup plus loin que la Jurisprudence allemande dans sa rigueur à l'égard des contrats passés en monnaie d'or, puisque celle-ci admettait, même avant la valorisation et sous l'empire de l'ordonnance de 1914, que les clauses postérieures au 1^{er} août 1914 restaient valides. Cette anomalie ne peut s'expliquer que par une différence entre les difficultés économiques dans lesquelles se débattent les deux pays. En Allemagne la clause apparaît comme une véritable nécessité de

la vie économique, en France comme une simple protection contre la dépréciation du billet, utilisée par très peu de gens et créant donc une différence de traitement parmi les créanciers d'avant-guerre; certains pouvant être payés en papier, d'autres devant l'être en or. Impression fausse d'ailleurs, car, chez nous, comme en Allemagne, la clause intéresse aussi bien les contractants d'aujourd'hui que les créanciers d'avant-guerre. Mais notre Jurisprudence n'a guère eu à connaître que de contrats d'avant 1914.

La sévérité de notre Jurisprudence peut encore s'expliquer par son désir de respecter des décisions traditionnelles. En 1790, au temps des assignats, la clause était nulle; en 1870, on jugea encore que le cours forcé l'invalidait. Nos tribunaux croient respecter une tradition en l'annulant encore. Ils ne se rendent pas compte que la question aujourd'hui ne se pose plus comme jadis, qu'en 1790 la clause était nulle en vertu d'une loi spéciale qui fait défaut aujourd'hui, et qu'en 1870, on l'invalida en vertu d'une interprétation du mot : cours forcé, constituant un véritable contre-sens, et absolument abandonnée aujourd'hui. On répète donc d'anciennes solutions, bien que leurs anciennes bases aient disparu et n'aient pas été remplacées par d'autres.

C'est ce que nous verrons en étudiant l'histoire de la clause « payable en or » pendant les quatre périodes de cours forcé qu'a connues notre pays. Mais auparavant nous croyons devoir étudier les bases juridiques de la législation monétaire française. Voyons ce que dit la loi avant de voir comment les tribunaux l'interprètent.

I. — La législation monétaire française

Il faut voir quel est le statut juridique de la monnaie, puis quels sont les objets à qui la loi a donné ce caractère.

Le statut juridique de la monnaie se trouve indiqué par un certain nombre de dispositions éparses dans nos divers codes.

Le texte le plus important est l'article 475, paragraphe 11, du Code pénal. C'est lui qui organise le cours légal. Il inflige une amende à « ceux qui refusent de recevoir les espèces et monnaies nationales, non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours ».

L'article 1895 du Code civil déclare de son côté : « L'obligation qui résulte d'un prêt d'argent n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat. S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement. » Cela signifie que l'arrivée d'une mutation monétaire ne peut, en principe, justifier une modification du montant des créances. Celui-ci reste évalué en unité monétaire officielle, quel que soit le poids de métal représentant cette unité.

Enfin nous trouvons dans le Code de commerce un dernier texte, c'est l'article 143 qui décide qu'une lettre de change doit être payée dans la monnaie

qu'elle indique, disposition qui peut être étendue au billet à ordre en vertu de l'article 187 du Code de commerce, et qui trouve encore un écho dans l'article 338 du même Code, relatif aux assurances maritimes (1). On a d'ailleurs pensé qu'il n'y avait pas lieu de restreindre au commerce l'application de cet article. Il est applicable même en matière civile : toute dette doit être payée en la monnaie qu'elle indique. Rien ne s'oppose à cette extension. Au contraire elle semble s'imposer après lecture des articles 1134 et 1243 du Code civil, dont l'article 143 du Code de commerce ne serait qu'une application en matière monétaire.

Tels sont les trois textes fixant la situation juridique des instruments de paiement en France. Il faut les interpréter, car on peut se poser à leur sujet plusieurs questions intéressantes pour notre étude.

Tout d'abord il y a entre les deux articles 143 du Code de commerce, et 475, paragraphe 11 du Code pénal une contradiction apparente. Le premier semble autoriser un créancier à refuser un paiement en monnaies nationales, si la monnaie indiquée sur le titre de créance est une monnaie étrangère. Et ce refus constitue cependant le délit prévu par l'article 475, paragraphe 11 du Code pénal.

(1) « Tout effet dont le prix est stipulé dans le contrat en monnaie étrangère est évalué au prix que la monnaie stipulée vaut en monnaie de France suivant le cours à l'époque de la signature de la police. »

On peut cependant tenter de concilier les deux textes, et le faire de la façon suivante :

Dans tout système monétaire, il y a d'abord une unité de comptabilité (franc, livre, dollar) ; c'est ce que les économistes appellent l'étalon des valeurs, et les juristes la monnaie du contrat. C'est le moyen d'évaluer les prix et les créances. Ce moyen de comptabilité est représenté dans la circulation effective par des espèces (pièces métalliques ou billets) à qui la loi donne cours légal. C'est ce que les économistes appellent : l'instrument des échanges, ce que les juristes appellent : la monnaie du paiement. Le mot « monnaie » ne serait pas utilisé dans le même sens par l'article 475 du Code pénal et l'article 143 du Code de commerce. En vertu de celui-ci, les parties auraient le droit de choisir la monnaie du contrat. En application du premier, on ne pourrait refuser en paiement les espèces nationales possédant cours légal. Un contrat en monnaie étrangère devrait être payé en espèces nationales, mais d'après la valeur de celles-ci par rapport à l'unité monétaire étrangère indiquée au contrat, telle qu'elle est exprimée par le cours des changes. C'est en ce sens que s'oriente notre Jurisprudence

Il faut, d'autre part, voir quelle est la portée de l'article 475, paragraphe 11 du Code pénal. Les parties contractantes, en face de cet article, peuvent-elles choisir la monnaie du contrat, mais même aussi la monnaie de paiement ? Une clause inscrite dans un contrat quelconque, et fixant ce choix serait-elle valide ?

Il est douteux que les parties puissent, par contrat, décider que le paiement se ferait en une monnaie étrangère, en guinées anglaises par exemple, ou en ducats autrichiens. Une clause semblable autoriserait le créancier à refuser des napoléons ou des billets de la Banque de France, le jour où son débiteur voudrait les lui offrir en paiement, et à réclamer vraiment des guinées. Cela constituerait bien le refus d'espèces ou monnaies nationales prévu et puni par l'article 475 du Code pénal, puisque le créancier voudrait n'accepter en paiement que des monnaies étrangères. Cette clause irait donc directement contre cet article et serait donc nulle. Encore cela n'est-il pas bien sûr. Des auteurs ont soutenu la validité d'une pareille clause (1), et un jugement (2) du Tribunal de commerce de la Seine, du 26 août 1920, semble bien leur avoir donné raison en décidant que la lettre de change doit être payée effectivement dans la monnaie qu'elle indique, et non pas en monnaie légale française, même si le débiteur offre une indemnité pour permettre au créancier d'acheter des monnaies étrangères, dans la quantité indiquée. Mais cette décision est restée isolée, et, en général, on décide que les contrats en monnaie étrangère (monnaie du contrat), doivent, en France, être exécutés en espèces françaises d'après le cours du change de celles-ci. Le jugement du

(1) THALLER et PERCEROU, 6^e édit., p. 762.

(2) S., 1921, 2, 79.

26 août 1920 semble respecter fort peu l'article 475 du Code pénal.

Mais pourrait-on stipuler que le contrat devrait être exécuté en l'une seulement des monnaies ayant cours légal, lorsqu'il y en a plusieurs, par exemple que telle dette devrait être payée en or et non pas en argent, ou au contraire en argent et pas en or? Cela nous semble certain. Presque tous les auteurs sont partisans de cette interprétation (1). A la vérité on la défend généralement en disant que l'article 475 du Code pénal n'est pas d'ordre public, qu'il n'est qu'interprétatif de la volonté présumée des parties, et que celles-ci peuvent très librement y déroger par une manifestation de volonté contraire (2). On pourrait alors, en suivant cette interprétation, déroger à cet article même au profit d'espèces étrangères. Il nous répugne de considérer comme simplement interprétative de la volonté des parties une disposition aussi impérative que l'article 475, et de prétendre que le refus de monnaies nationales qui est un délit en l'absence de toute clause, serait valide, dès lors qu'un contrat privé le permettrait. Il semble donc dangereux de prétendre que l'article 475 n'est qu'interprétatif de la volonté des parties. Mais sans faire appel à cette argumen-

(1) Voir THALLER et PERCEROU, 6^e édit., p. 762, et aussi AUBRY et RAU, « Cours de droit civil », 4^e édit., t. 4, § 318; DEMOLOMBE, t. 4, pp. 224 et 226; BEDARRIDE, t. 2, n° 363.

(2) Voir CSEMICZKY, *op. cit.*, p. 65.

tation, on peut très bien admettre pour d'autres raisons que les contractants ont le droit de choisir la monnaie de paiement. C'est qu'il y a en France plusieurs objets à qui la loi a donné le cours légal. Choisir l'un d'eux ne constitue pas un refus des espèces nationales. C'est simplement renforcer et préciser l'obligation du débiteur. Celui-ci normalement, en l'absence de toute clause, peut choisir celle des monnaies avec laquelle il se libèrera. Si une clause l'oblige à payer en monnaies nationales d'or et non d'argent, il y a bien paiement en monnaie nationale, et donc la répudiation des espèces ou monnaies nationales, punie par l'article 475, ne se produit pas. Donc en cas de pluralité de monnaies possédant cours légal, le choix de l'une de ces monnaies comme moyen de paiement est parfaitement licite.

Cela nous suffit à comprendre le sort que la loi a voulu attribuer aux monnaies françaises. On peut en résumer ainsi les principales dispositions :

1° Tout contrat exécuté en France, doit l'être en l'une des monnaies nationales, et un créancier ne pourrait refuser les espèces nationales qu'on lui offre en paiement ;

2° Les parties contractantes peuvent utiliser comme moyen de calcul une autre unité de compte que l'unité de compte officielle. Elles peuvent contracter en livres, en dollars, en besants, etc... Les parties gardent le choix de la monnaie du contrat. Le contrat sera exécuté en espèces françaises ;

3° Les parties peuvent même indiquer celle des espèces nationales devant servir au paiement. Cela

ne fait que rendre plus étroite l'obligation du débiteur, mais ne constitue pas le refus de monnaies à cours légal puni par l'article 475, paragraphe 11 du Code pénal.

Ceci dit, voyons quels sont les divers objets auxquels la loi a donné le caractère officiel de monnaie. C'est la loi de germinal an XI qui est venue, chez nous, instituer le bimétallisme. Ce système a subi, depuis, des modifications diverses, et aujourd'hui nous vivons sous le régime du bimétallisme boiteux. La loi considère aujourd'hui comme monnaies légales, auxquelles s'applique l'article 475, paragraphe 11 du Code pénal :

1° Les pièces d'or françaises (1) ;

2° Les pièces d'argent françaises, jusqu'à concurrence de 50 francs ;

3° La monnaie de billon (bronze, nickel, aluminium), bénéficiant comme l'argent, mais d'une façon beaucoup plus étroite, d'un pouvoir libératoire, limité à une somme assez faible ;

4° Enfin le billet de banque. A ce sujet, il faut nous étendre un peu plus. On dit aujourd'hui que le billet a cours légal, quand les particuliers ne peuvent le refuser en paiement, et que l'article 475 du

(1) Un certain nombre de pièces étrangères ont reçu de la loi non pas le cours légal, mais le privilège d'être acceptées en paiement par les caisses publiques. Elles ne sont pas considérées comme monnaies et l'article 475 du Code pénal ne peut donc pas s'appliquer à elles.

Code pénal lui est applicable. C'est là la mesure qui confère le caractère officiel de monnaie nationale à ce titre de crédit qui, en principe, ne fait que constater une dette de la banque d'émission, une promesse prise par elle de verser de l'or au porteur sur simple présentation. Parfois la banque peut être mise en danger par des demandes très importantes de remboursement. L'Etat peut alors l'autoriser à ne pas effectuer ce remboursement des billets en or. Cette dispense de rembourser les billets en or s'appelle le cours forcé; c'est une mesure ne modifiant que les rapports de la banque avec les porteurs de billets, et non pas les rapports des porteurs de billets entre eux.

Le cours légal a été proclamé trois fois en France depuis la Révolution; il a été donné aux assignats en 1790, puis aux billets de banque du 15 mars 1848 au 6 août 1850, et le 12 août 1870. Depuis cette date, il s'est toujours maintenu. Le cours forcé, accordé en même temps que le cours légal à ces dernières dates, a été supprimé en 1875, mais rétabli par la loi du 5 août 1914. Il semble que le cours légal du billet de banque est maintenant une mesure définitive et ne devant plus disparaître. Au contraire, le cours forcé garde un caractère essentiellement temporaire. Quel a été depuis 1789 (1) le sort de la clause payable en or, aux époques de cours forcé?

(1) Nous croyons ne pas devoir insister sur les expériences d'avant 1789, parce qu'elles sont aujourd'hui très loin de nous. Cependant, pour être complet, disons qu'en

II. — La clause « payable en or » au temps des assignats

1° En 1790, le Gouvernement émit du papier-monnaie en représentation de la valeur des biens nationaux confisqués : des assignats non remboursables en or. Des décrets successifs fixèrent les conditions dans lesquelles ils pourraient circuler. Ce fut le décret des 16-17 avril 1790 qui leur donna cours légal (1). Puis l'article 4 du décret des 12-18 septembre 1790 ajouta : « En exécution du décret des 16-17 avril dernier, toutes sommes stipulées par acte « payables en espèces » pourront être payées en assignats, ou promesses d'assignats, nonobstant toutes clauses ou dispositions à ce contraires. »

1716 avait été créé le premier billet de banque français, le billet de la banque Law. La loi du 18 janvier 1720 lui donna « cours de monnaie », c'est-à-dire cours légal. Un arrêté du Conseil de la Monnaie, du 6 avril 1720 déclara nulles les promesses de payer en monnaie métallique. En 1720 donc, le soin de déclarer nulle la clause « payable en espèces » n'était point abandonnée aux tribunaux, comme simple conséquence du cours forcé. Il fallait, pour cela, une décision spéciale d'un corps ayant le pouvoir de faire des règlements. D'ailleurs, cette mesure fut prise avant le « cours forcé », puisque la conversion des billets Law ne fut suspendue qu'à partir du 17 juillet 1720.

(1) Voir article 4 de ce décret : « Les assignats créés par les décrets des 19-21 décembre 1789, auront cours de monnaie entre toutes les personnes dans toute l'étendue du royaume, et seront reçus comme espèces sonnantes dans toutes les caisses publiques et particulières. »

Il fallait donc un texte exprès pour rendre inopérante la clause « payable en espèces métalliques » ; celle-ci ne se trouvait pas tacitement annulée par une combinaison du cours légal et du cours forcé. Le décret du 12 septembre 1790 ressemble à l'ordonnance allemande du 28 septembre 1914, par ses dispositions.

Il lui ressemble aussi par son histoire. Il fut appliqué scrupuleusement par la Jurisprudence pendant les premières années de la Révolution. Le 22 ventôse an II, la Cour de cassation, décida que le débiteur d'une somme payable en espèces pouvait se libérer valablement en assignats (affaire Lebel). Le 6 germinal an II (affaire Charpellier), elle prit une décision identique (1). Le 5 octobre 1793 encore (affaire Dupuis-Lejosne contre Desmarteaux), elle décida qu'une lettre de change stipulée « payable en espèces » pouvait être cependant remboursée en assignats, même dans un pays où les assignats n'ont pas cours. Le 5 frimaire an II, elle déclara (affaire Dathis) que le débiteur qui acquittait en assignats une dette stipulée « payable en espèces » n'était pas tenu de fournir à son créancier une prime pour tenir compte de la dépréciation des assignats.

Un peu plus tard, lors de la mort des assignats et de l'émission des mandats territoriaux, des lois et

(1) Ces décisions et les suivantes se trouvent au Répertoire alphabétique Dalloz au mot « Papier-monnaie » (édition de 1855, p. 13). On trouvera, au même endroit, les textes de lois et les décrets que nous venons de mentionner.

décrets nouveaux (1) leur appliquèrent des dispositions identiques.

Mais cette interdiction de contracter en or était gênante et devait peu à peu disparaître à mesure que les assignats, puis les mandats territoriaux, se dépréciaient. Au bout de quelque temps l'application du décret du 12 septembre 1790 fut soigneusement limitée. Plus tard, il fut définitivement abrogé, après la fin de l'aventure des assignats. Il se passa à peu près pour le décret révolutionnaire ce qui vient d'avoir lieu plus récemment pour l'ordonnance allemande du 28 septembre 1914. Mais en ce temps de « barbouilleurs de lois », cette lente élimination d'un texte eut lieu par voie législative, et non pas, comme en Allemagne, par voie jurisprudentielle. A part ce détail, l'évolution est semblable. On commença par considérer que le décret du 12 septembre 1790 ne portait que sur le passé et qu'il ne devait pas pouvoir priver de toute efficacité les clauses « payable en espèces » inscrites dans les contrats d'après 1790. C'est ce que décida la loi du 5 thermidor an IV, qui disait :

« ARTICLE PREMIER. — A dater de la publication de la présente loi, chaque citoyen sera libre de con-

(1) Voir loi du 28 ventôse an IV, et du 15 germinal an IV. L'article 2 de cette dernière loi dit, notamment : « En exécution de la loi du 28 ventose dernier, toutes les obligations antérieures au 1^{er} janvier 1792 ou contractées depuis en numéraire ou en lingots d'or et d'argent seront, tant en principal qu'intérêts, acquittées en mandats » (Voir Répertoire Dalloz, 1855, p. 5).

tracter comme bon lui semblera : les obligations qu'il aura souscrites seront exécutées dans les termes et valeurs stipulées.

« ART. 2. — Nul ne pourra refuser son paiement au cours du jour et du lieu où le paiement sera effectué.

« ART. 3. — Les dispositions contraires à la présente sont abrogées. »

Les clauses « payables en espèces » postérieures à l'institution du cours forcé devenaient valides. Elles devaient donner lieu à un paiement en assignats ou en mandats territoriaux, mais compte tenu de leur dépréciation par rapport au métal. •Après cet aveu de la dépréciation de la monnaie, une « valorisation » des dettes d'avant 1790 s'imposait.

Elle fut réalisée par trois lois successives (1), du 15 pluviôse an V, du 5 messidor an V et du 15 fructidor an V, d'ailleurs précédées d'une autre loi du 25 messidor an III, analogue au projet Düringer et interdisant aux débiteurs de profiter de la dépréciation des assignats pour se libérer, avec cette monnaie faible, des dettes contractées avant 1790. On voulait laisser aux créanciers l'espoir qu'ils pourraient se faire payer en espèces. La loi du 15 pluviôse an V le leur promit, en ce qui concernait l'intérêt des capitaux prêtés. Les créanciers, décidait-elle, pourraient à l'avenir exiger le paiement en monnaie métallique des arrérages des rentes, ainsi que des intérêts des capitaux exigibles promis par des

(1) Voir Répert. alphab. Dalloz, 1855, pp. 5 et suiv.

contrats antérieurs au 1^{er} juillet 1790, et aussi des arrérages et intérêts stipulés « payables en espèces » dans des contrats passés entre le 1^{er} juillet 1790 et le 1^{er} vendémiaire an V. Puis, les créances comprenant la clause-or étant ainsi remboursables en or, les autres ne devaient pas tarder à le devenir. La loi du 5 messidor an V vint établir la façon de calculer leur valeur en métal : Des échelles de dépréciation devaient permettre ce calcul. Enfin la loi du 15 fructidor an V posa le principe de la revalorisation définitive, en décidant que le capital de toutes les obligations antérieures au 1^{er} juillet 1790 et de toutes celles postérieures à cette date, soit qu'elles aient été contractées en or, soit qu'elles aient été valorisées depuis, devrait être remboursé en monnaie métallique.

L'aventure des assignats se trouvait liquidée sans de trop fortes pertes pour les créanciers. L'effet du cours forcé et du décret du 12 septembre 1790 était aboli, puisqu'on acceptait la validité des clauses « payables en espèces » passées depuis le cours forcé, et que les anciennes créances étaient revalorisées.

III. — Le cours forcé en 1848

La France fut de nouveau soumise au régime du cours forcé en vertu du décret du 15 mars 1848 qui donna cours légal aux billets de la Banque de France pour la première fois et la dispensa de les rembourser en or (1).

(1) Voir *Moniteur officiel* du 16 mars 1848.

Mais le cours forcé ne dura pas longtemps. Dès le 6 août 1850 (1) une nouvelle loi venait le supprimer. Pendant cette courte période, le billet de banque, n'ayant pas été émis en quantité surabondante, ne s'était que très peu déprécié. Le problème de la clause « payable en or » n'avait pas été posé aux tribunaux.

IV. — La clause « payable en or » après 1870

Après 1870 au contraire, le cours forcé ayant été proclamé par une loi du 12 août 1870, la dépréciation du papier français resta importante pendant assez longtemps. Le cours forcé fut maintenu jusqu'en 1875. Pour bien comprendre l'attitude des tribunaux pendant ces cinq années, on doit se rappeler les conditions dans lesquelles le cours forcé fut proclamé à cette date.

D'une part, avant 1870, les billets de la Banque de France ne possédaient pas le cours légal. Ils n'étaient pas officiellement une monnaie. Ils étaient seulement des titres constatant un engagement pris par la Banque de France de payer de l'or au porteur et à vue. Nul débiteur ne pouvait les imposer en paiement, ainsi d'ailleurs que l'avait nettement décidé un arrêt de la Cour de cassation du 7 avril 1856, cassant un jugement rendu par le Tribunal de commerce de Lyon, le 31 août 1854 (2). C'est la loi

(1) Voir au Supplément, n° 218, du *Moniteur officiel* du 6 août 1850, la discussion relative au vote de cette loi nouvelle.

(2) Voir Sirey, 1857-1-103.

du 12 août 1870 (1) qui leur donna cours légal en même temps que cours forcé. Cela explique qu'en 1870 et pendant les années qui suivirent, les deux notions de cours légal et de cours forcé aient été constamment confondues et que certains auteurs aient défini le cours forcé : la disposition en vertu de laquelle le public est contraint de recevoir en paiement les billets de banque exactement comme la monnaie métallique (2). C'est là ce que nous appelons aujourd'hui cours légal. La Jurisprudence d'alors l'appelait cours forcé. Il ne faut pas oublier cela quand on compare la Jurisprudence de 1870 et celle de 1914.

D'autre part la loi du 12 août 1870 ne fut pas aussi absolue que les textes de 1790. Jamais cette loi ne décida expressément que les obligations contractées en or pourraient être acquittées en billets de banque. Aucun texte ne vint proclamer la nullité de la clause « payable en or », alors qu'en 1790 la

(1) La loi du 12 août 1870 était ainsi conçue : Deux articles établissaient, l'un le cours légal des billets, l'autre le cours forcé.

« ARTICLE PREMIER. — A partir du jour de la promulgation de la présente loi, les billets de la Banque de France seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et les particuliers.

« ART. 2. — Jusqu'à nouvel ordre, la Banque de France est dispensée de rembourser ses billets avec des espèces. »

(2) Cette erreur se trouve, par exemple, dans la note de LABBÉ au S., 1872-2-161, et la note DE BOISTEL au D., 1872-2-161.

présence d'une semblable disposition avait paru absolument indispensable.

Cependant la Jurisprudence d'après 1870 se montra, après une certaine hésitation, aussi rigoureuse à l'égard de la clause que la Jurisprudence d'après 1790. La clause fut annulée. Trois arrêts sont intéressants à signaler à ce sujet, dont l'un de la Cour de cassation. Il y a lieu de nous arrêter un moment sur la façon dont furent motivées et commentées les décisions prises :

Le 7 mai 1871 (1) le Tribunal de commerce de Marseille statuant sur le sort d'une lettre de change stipulée « payable en or », décida que le débiteur était admis à payer en billets de banque.

Mais n'osant pas trancher nettement la question de la validité de la clause en période de cours forcé, il se basa seulement sur le fait que l'acceptation du tiré portait la seule mention : « *Accepté* », sans que soit indiqué nettement l'intention du débiteur de payer en métal.

La volonté des parties ne s'était pas assez clairement exprimée (2) : pure question de fait. En appel,

(1) Sirey, 1871-2-225.

(2) Cette motivation fut le point de départ de certaines discussions de doctrine. Certains auteurs prétendirent, parfois, que la clause devait être validée toutes les fois que la volonté des parties d'arriver à un paiement en or était suffisamment bien exprimée. Il fallait, disait-on, annuler les promesses vagues et valider celles qui seraient plus précises, celles par lesquelles le débiteur s'engagerait à payer en or, « *et non autrement* ». Aujourd'hui, on ne fait plus cette distinction. Même sans la mention « *et*

la Cour d'Aix (1), le 23 mai, confirma la décision de Marseille, mais en se plaçant sur le terrain doctrinal. Elle prit nettement parti contre la clause, déclarant qu'une somme stipulée payable en numéraire pouvait être acquittée « avec les papiers de crédit qui ont cours forcé et qui ont toute la valeur d'une monnaie de circulation ». Elle invoqua l'ordre public attaché à la loi établissant le cours forcé.

Presque en même temps, la Cour de Douai résolut la même question d'une façon absolument opposée, dans l'affaire Do-Delattre contre Scouteten : Les époux Do-Delattre s'étaient engagés par contrat envers Scouteten à ne lui payer « les sommes par eux dues en principal et intérêts qu'en pièces d'or ou d'argent, et non en aucune autre valeur ou papier monnaie représentatif de numéraire, dont le cours même forcé serait introduit en France, en vertu des lois ou décrets, auxquelles les débiteurs renoncent de bonne foi et d'honneur ». Les époux Do-Delattre cependant voulurent, en 1871, payer en billets de banque. Scouteten refusa. Procès. Le créancier eut gain de cause, le 23 décembre 1871, devant le Tribunal civil de Lille (2) qui considéra la clause comme licite, conforme aux bonnes mœurs et à l'ordre public, et ajouta qu'un texte spécial, analogue à l'article 4 du décret du 12 septembre 1790 eût

non autrement », la volonté des parties paraît suffisamment nette, dès qu'il y a une promesse d'or inscrite au contrat.

(1) Dalloz, 1872-2-161 (avec note de BoISTEL).

(2) Dalloz, 1872-2-163.

été nécessaire pour que cette clause fût annulée. C'était, nous semble-t-il, le langage de la sagesse. La Cour de Douai, le 8 mars 1872, approuva cette manière de voir.

Les deux arrêts des Cours d'Aix et de Douai étaient en contradiction flagrante. Il appartenait à la Cour de cassation de les mettre d'accord.

Celle-ci avait à résoudre la question suivante : La clause « payable en or » est-elle nulle simplement en vertu de la loi établissant le cours forcé, indépendamment de tout texte législatif l'interdisant expressément ? La Cour répondit par l'affirmative, le 11 février 1873. Le respect de la clause était incompatible avec le cours forcé, disposition d'ordre public, et donc nulle en vertu de l'article 6 du Code civil.

Cet arrêt fut très sévèrement commenté par les auteurs.

Dans une note parue au *Dalloz* (1) M. Boistel prit parti contre la Cour de cassation, et pour la validité de la clause. Il se basait sur trois arguments :

1° Puisqu'il avait fallu en 1790, un texte exprès pour faire invalider la clause, ce texte était encore nécessaire en 1870. En son absence, la clause était donc valide, en vertu des articles 1243 du Code civil et 143 du Code de commerce ;

2° Il convient de ne pas étendre la notion d'ordre

(1) Voir D. P., 1873-1-177.

public. Ne doit être considérée comme contraire à une disposition d'ordre public, et donc tombant sous le coup de l'article 6, qu'une disposition allant contre le but même que s'était proposé la loi, et troublant véritablement les relations politiques ou sociales. La loi du 12 août 1870 ayant pour but de donner aux billets de banque le rôle de monnaie, ce n'était pas l'empêcher de jouer ce rôle que de stipuler dans quelques conventions, assez peu nombreuses à la vérité, qu'une autre monnaie d'ailleurs possédant aussi cours légal lui serait préférée;

3° La loi du 12 août 1870, article premier, ne faisait que placer le billet de banque sur le même plan que les pièces métalliques d'or ou d'argent. Puisqu'il avait été toujours admis avant 1870 que la clause par laquelle le débiteur s'engageait à se libérer en une monnaie plutôt qu'en une autre, en or par exemple plutôt qu'en argent, était licite, on devait aussi conclure à la validité d'une clause par laquelle le débiteur s'engageait à verser en paiement de l'or et non pas des billets de banque.

C'était là, nous semble-t-il, le plus sérieux des arguments de M. Boistel. C'est celui qu'on retrouve encore chez les partisans actuels de la clause. M. Boistel était donc partisan de l'exécution en or des contrats passés en or.

M. Daniel de Folleville, au contraire, approuva la décision de la Cour de cassation (1). Certes « en

(1) Voir *Revue pratique du droit français* de 1871, p. 426.

temps ordinaire », pensait-il, la clause est valide, mais en période de « *cours forcé* » elle ne peut plus l'être. Nous ne pouvons suivre M. de Folleville dans toute son argumentation, car elle repose entièrement sur l'erreur courante en 1871. Ce qu'il appelle cours forcé, c'est ce que nous appelons aujourd'hui cours légal, c'est ce qui ressort de l'article premier de la loi du 12 août 1870 : « La loi du 12 août 1870, dans son article premier, dit-il, impose le cours forcé des billets de banque, et l'arrêt que nous repoussons (celui de Douai, qui validait la clause), veut dire que ce cours sera volontaire ou facultatif ». Quant au « temps ordinaire » à opposer aux périodes de « cours forcé », c'est le temps, antérieur à cette loi, où le billet, simple titre de crédit, n'était pas considéré comme une monnaie par la loi, nul ne pouvant obliger son créancier à l'accepter en paiement. Ce qui prouve bien que telle est son idée, c'est qu'il se base sur l'arrêt précité du 7 avril 1856 pour prétendre qu'en « temps ordinaire » la clause serait valide. A prendre au pied de la lettre M. de Folleville, il faudrait conclure que la clause est nulle même pendant les périodes de simple cours légal puisque, malgré une erreur de terminologie, c'est bien le cours légal (article premier de la loi de 1870) qu'il lui oppose. Elle ne serait valide que lorsque le billet n'a pas le caractère officiel de monnaie.

Mais alors la clause n'aurait aucun sens ; puisque manifestement, même sans elle, le créancier a alors le droit de refuser d'être payé en billets. L'interprétation de M. de Folleville a été depuis unanimement rejetée : la clause est généralement considérée

comme licite en période de simple cours légal (1). C'est seulement en période de véritable cours forcé que l'on peut mettre en doute sa validité. Remarquons que M. de Folleville se rendait très bien compte de l'injustice dont la Jurisprudence de la Cours de cassation était cause pour les créanciers, et que, pour l'atténuer, il crut devoir déclarer valide la clause par laquelle le débiteur « s'il veut profiter du cours forcé, devra fournir, à titre de supplément, la somme jusqu'à concurrence de laquelle l'or ou l'argent feraient prime au moment du paiement ».

En résumé, M. de Folleville croyait qu'on ne pouvait éliminer par contrat une monnaie ayant cours légal, que les créances stipulées « payables en or » pouvaient être payées en billets, la valeur nominale du billet devant être seule prise en considération, et sans qu'il soit tenu compte de la prime de l'or. Cependant une clause *expresse* pouvait obliger le créancier à verser en billets un agio déterminé par la prime de l'or. La simple promesse de payer en or ne comportait pas l'obligation de payer cet agio.

Entre M. Boistel et M. de Folleville, M. Labbé (2) représente une opinion intermédiaire. Sans doute, il commit lui aussi l'erreur commune à son époque, il appela « cours forcé » le cours légal. Mais comme il ne joua pas sur le mot de cours *forcé* comme nous l'avons vu faire à M. de Folleville, cette erreur n'eut pas, sous sa plume, la même importance.

(1) Voir plus loin, p. 133.

(2) Voir S., 1872-2-161 et S., 1873-1-97.

A ses yeux, la loi du 12 août 1870 aurait, par son article premier, dispensé les débiteurs de payer effectivement en or les créances stipulées payables en or. Elle leur permettrait de payer en billets : « La loi de 1880 est impérative, dit-il, en ce qu'elle ordonne de recevoir les billets de banque comme monnaie légale. Mais la loi de 1870 permet aux parties de régler différemment la somme à payer suivant que le paiement se fera en or, en argent ou en papier. » Elle le permet, parce que le maintien du papier à une valeur égale à celle de l'or ne dépend pas et ne peut dépendre de la loi. La prime de l'or est un fait certain, contre lequel la loi ne peut rien. M. Labbé a connu cette prime après 1870. Il a connu le dédoublement des prix de cette période. L'Etat ne peut pas maintenir le papier au pair avec l'or. « Il ne le peut pas ; donc il ne doit pas le vouloir, donc il ne doit pas être présumé l'avoir voulu. » La loi de 1870 ne pouvait donc avoir pour but que de donner au billet le caractère de monnaie, mais « elle laisse aux parties le pouvoir de fixer l'objet et l'étendue de leurs obligations. Convenir qu'un paiement doit se faire en or ou en argent, c'est faire une convention valable en ce sens que si le paiement s'effectue en billets de banque, la somme devra être augmentée d'après la différence des cours ». En apparence, l'article 1895 du Code civil s'oppose à cette interprétation, mais ce n'est là qu'une illusion. En réalité, l'article 1895 « repose sur une interprétation de la volonté probable des parties », et n'exclut pas la validité d'une clause contraire. M. Labbé invoque à l'appui de cette dernière affirmation l'au-

torité de presque tous les anciens jurisconsultes (1).

Ainsi M. Labbé se montrait partisan d'une interprétation beaucoup plus large que M. de Folleville; à son avis non seulement la clause-agio était possible, mais toute clause « payable en or » devait être interprétée comme se ramenant à la clause-agio. Il nous semble qu'ainsi M. Labbé finit par donner à la clause « payable en or » une efficacité conforme au désir des parties.

Il ne faudrait pas croire que l'opinion de M. Labbé soit restée isolée : elle a été appliquée par exemple dans un jugement du 17 janvier 1872 du Tribunal de commerce du Havre (2), décidant que le créancier d'un prêt consenti en monnaie d'or étrangère convertie d'après le cours du change en monnaie d'or française, avait droit à la prime de l'or.

En résumé toute cette Jurisprudence d'après 1870 est aujourd'hui assez décevante à étudier, à cause de la confusion constante qu'elle commet entre les deux notions de cours légal et de cours forcé. Au fond c'est sur les textes instituant seul le cours légal qu'elle se basait pour annuler la clause payable en or. Elle refusait ainsi de voir que le cours légal ne faisait que donner au billet de banque le rôle de monnaie comme à l'or ou à l'argent.

Il aurait fallu se rapporter à l'article 475, ali-

(1) Voir TOULLIER, t. 6, n° 587, et t. 7, n° 53; DUVERGIER, « Du Prêt », n° 179; LAROMBIÈRE, « Pratique et théorie des obligations », t. 3, sur l'article 1246, n° 8.

(2) Voir *Recueil du Havre*, t. 18, année 1872, p. 20.

née 11 du Code pénal. Puisque celui-ci, d'après l'interprétation traditionnelle, laisse aux contractants le droit de fixer par contrat celle des espèces nationales qui doit servir au paiement, il y a lieu de l'appliquer au billet de banque. Le cours légal n'interdit pas aux contractants de fixer la monnaie de paiement. C'est ce que la doctrine et la Jurisprudence admettent aujourd'hui (1). En période de simple cours légal, la clause « payable en or » est valide. Les arguments donnés par les tribunaux, en 1870, sont donc totalement abandonnés.

Quant à la discussion doctrinale que cette Jurisprudence a fait naître, elle n'a pas fait avancer beaucoup la question. Des trois auteurs étudiés, l'un déclarait la clause valide, l'autre la disait nulle, le dernier, la croyant nulle aussi, prétendait toutefois que le créancier d'une dette payable en or devait toucher la prime de l'or sur le papier. Mais il ne semble pas qu'aucun des trois auteurs signalés ait pu convaincre les autres. L'erreur relative à la notion de cours forcé a vieilli leur argumentation le jour où la distinction put être faite nettement entre cours légal et cours forcé.

V. De 1875 à 1914

On put, après 1875, faire cette distinction car, à cette date, le cours forcé seul fut supprimé. Ce

(1) Voir paragraphe suivant.

fut la loi du 3 août 1875 (1) qui rétablit la remboursabilité du billet, sans faire disparaître le cours légal, abrogea l'article 2 de la loi du 12 août 1870 tout en maintenant l'article premier. Le billet de banque conserva son caractère officiel de monnaie (2).

On put se demander si la clause payable en or était valide pendant une période de simple cours légal. D'une façon générale, cela fut admis. Il est vrai que seule la doctrine eut alors à s'en préoccuper. La question ne se posait plus devant les tribunaux, uniquement parce qu'aucun justiciable n'avait plus intérêt à la poser. Le créancier d'une somme stipulée « payable en or ou en argent et non autrement » lorsqu'il était payé en papier n'avait plus intérêt à refuser ce paiement, le billet et l'or ayant la même valeur. S'il tenait absolument à avoir de l'or, il avait intérêt, le billet étant remboursable, à porter à la banque le papier qu'on lui avait remis, pour l'échanger contre de l'or, plutôt que de courir les risques d'un procès long et coûteux.

Nous ne trouvons donc pas de décision de Jurisprudence, sur la validité de la clause, rendue en période de simple cours légal. Deux arrêts, cités parfois, ne s'occupent véritablement pas de cette question. L'arrêt de la Cour de cassation du 28 décembre 1887 (3), ne statue pas sur la clause

(1) D. P., 1876-4-46.

(2) Sur la différence entre cours légal et cours forcé, voir la D., 1892-1-580, et la note de M. Sarrut.

(3) Voir D., 1888-1-217, affaire Caisse commerciale de Quesnoy contre Brasseur.

« payable en or », il ne fait que poser nettement le principe que le billet de banque a le caractère officiel de monnaie. On peut seulement en conclure que des offres réelles en billets sont parfaitement licites, en l'absence de toute clause. Quant à la seconde affaire, (1) elle ne fait que prouver la validité de la clause « payable en monnaie étrangère », elle est donc en marge de notre étude. On ne trouve jusqu'à 1914 aucune décision sur la validité de la clause en période de simple cours légal.

Mais si les tribunaux n'ont pas eu à s'occuper de ce problème, les auteurs s'y sont intéressés et la plupart ont penché pour la validité (2). Ils y sont arrivés par le raisonnement déjà indiqué par Boistel : La proclamation du cours légal ne fait que donner au billet de banque, comme à l'or et à l'argent, le caractère juridique de monnaie, et c'est l'article 475 du Code pénal qui organise, en France, ce que nous appelons le cours légal. En vertu de cet article un créancier n'a pas le droit de refuser un paiement en monnaie nationale française : l'or, l'argent et le billet. Stipuler que telle dette ne pourra être payée qu'en or, c'est seulement préférer une de ces monnaies aux autres, ce n'est pas per-

(1) Affaire Compagnie italienne des chemins de fer de la Méditerranée contre Mutti (S., 1885-1-214).

(2) Voir, par exemple, THALLER et PERCEROU : « Traité élémentaire de droit commercial », 6^e édit., p. 762, Lyon-Caen et RENAULT : « Droit commercial », t. 4, n^o 762; BLANCHE, *op. cit.*, VII, n^o 476.

mettre au créancier de refuser des monnaies nationales. Le but de cet article est seulement d'assurer une circulation normale à la monnaie nationale. Il ne peut donc empêcher les parties de préciser par contrat la nature de la monnaie de paiement qu'ils préfèrent.

Ce point de vue, s'il n'a pas donné lieu véritablement à des arrêts de Jurisprudence, se retrouve cependant dans les attendus de certains arrêts récents. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 22 février 1924, dont nous aurons longuement à nous occuper et qui a invalidé la clause, a décidé nettement que cette nullité ne pouvait être prononcée que « sous le régime de la loi du 5 août 1914 », et comme conséquence de la coexistence du cours légal et du cours forcé. Le seul cours légal ne suffit pas à motiver l'annulation de la clause. La Jurisprudence de 1872 n'est donc plus suivie aujourd'hui.

VI. -- Depuis la loi du 5 août 1914

La guerre de 1914 devait amener le rétablissement du cours forcé, qui fut accordé à la Banque par une loi du 5 août 1914.

Depuis dix ans, le franc s'est largement déprécié. Le franc d'aujourd'hui est très différent du franc-or d'avant-guerre. Cette dépréciation du franc a redonné un intérêt très vif à la question de la clause « payable en or ». D'une part, il aurait fallu valider la clause, pour protéger les nombreux Français créanciers de l'étranger. Un principe d'équité devait

mener aussi à faire valider la clause, pour protéger les créanciers d'avant-guerre, menacés d'un remboursement en francs dépréciés. Mais notre Jurisprudence a recueilli les formules de 1870. Elle répète que la clause est nulle en période de cours forcé, sans voir que depuis cinquante ans le mot de « cours forcé » a changé de sens. C'est à tort qu'elle prétend suivre une politique traditionnelle. Pris entre ce respect d'une tradition mal interprétée et le désir de protéger l'intérêt national, nos tribunaux se sont abandonnés à des hésitations, des incertitudes, des contradictions, qu'il faut exposer avant de les juger.

Tout d'abord, que dit la loi? Elle a parlé une première fois, le 5 août 1914 (1), pour établir le cours forcé : « Jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement par une loi, la Banque de France, et la Banque d'Algérie, sont dispensées de l'obligation de rembourser leurs billets en espèces ». C'est tout. Aucun texte, analogue à l'article 4 du décret du 12 septembre 1790, n'est venu expressément interdire la clause « payable en or ».

Le 3 juillet 1915, un décret (2) a défendu l'exportation des matières d'or nationales, mais n'a pas défendu les conventions passées en monnaie d'or. Ce décret fut d'ailleurs le premier acte d'une réglementation étroite concernant la situation des espè-

(1) D. P., 1914-4-88.

(2) J. O., 3 juillet 1915.

ces métalliques nationales. Il fut suivi d'une loi du 12 février 1916, qui vint interdire la vente des pièces d'or pour une valeur supérieure à leur valeur nominale (1). Une loi plus récente du 20 octobre 1919 est venue de même interdire la refonte des espèces d'or (2).

Enfin, la loi du 3 avril 1918, sur l'exportation des capitaux, est souvent invoquée par les adversaires de la clause. Elle est, en principe, sans rapport direct avec le problème que nous envisageons. Nous verrons, au cours de la discussion qui va suivre, comment on a pensé l'y rattacher.

Donc, aucun texte législatif ne prohibe expressément la clause « payable en or », aucun texte ne la prive d'efficacité. Si la Jurisprudence en prononce la nullité, c'est uniquement à la suite d'une inter-

(1) J. O., 13 février 1916 : « En temps de guerre (mais il y a eu depuis de multiples prorogations), toute personne convaincue d'avoir acheté, vendu ou cédé, d'avoir tenté d'acheter, de vendre ou de céder des espèces et monnaies nationales à un prix dépassant leur valeur légale, ou moyennant une prime quelconque, sera condamné à une peine de 6 jours à 6 mois d'emprisonnement, et à une amende de 100 fr. à 5.000 fr., ou à l'une de ces deux peines seulement. La confiscation des espèces et monnaies nationales sera obligatoirement prononcée à l'encontre des délinquants, au profit de l'Assistance publique ».

(2) « Toute personne convaincue d'avoir, sans autorisation spéciale du ministre des Finances, procédé à la fusion, la refonte et la démonétisation, dans un but industriel ou privé, de monnaies nationales, sera condamné aux peines prévues par la loi du 12 février 1916 ».

prétation, qui nous paraît inexacte, du cours forcé. C'est seulement en 1924 que l'on tenta de faire voter à ce sujet une loi formelle. Le 26 janvier 1924, M. de Lasteyrie déposa sur le bureau de la Chambre le projet de loi suivant :

« Tout contrat exécutoire en France et contenant obligation pour un contractant français de s'acquitter d'une dette en une monnaie autre que la monnaie légale, est réputé nul et de nul effet.

» Est nulle toute clause d'un contrat qui fait état, pour le calcul d'une somme payable en monnaie légale, des variations pouvant affecter la valeur de ladite monnaie, eu égard au cours des devises étrangères. Toutefois, la nullité de cette clause n'entraîne pas celle de la convention.

» Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux contrats relatifs aux transports maritimes internationaux ou à des marchandises dont la valeur est, à raison de leur origine étrangère, déterminée en devises étrangères, ou en monnaie légale d'après les cours du change » (1).

L'exposé des motifs ne contenait aucune explication intéressante. On invoquait vaguement l'intérêt du crédit public. Ce projet de loi souleva une émotion générale. Il inquiéta même ceux qui jadis avaient protesté contre la « chimère du franc-or ». Sans doute, en principe, il ne devait s'appliquer qu'aux paiements intérieurs. Mais la limite entre

(1) Voir Documents parlementaires, annexes à la séance de la Chambre des députés du 26 janvier 1924.

ceux-ci et les autres est difficile à établir, et, pratiquement, l'interdiction de contracter en d'autres monnaies¹ que la monnaie légale, peut gêner beaucoup le commerce d'importation. A ce sujet, voici ce que publia le *Bulletin Quotidien de la S. E. I. E.* (1), après avoir déclaré que le projet pouvait se justifier par certaines considérations de politique intérieure :

« Il ne faudrait pas cependant que la rigueur absolue de ces mesures aboutisse à arrêter certaines opérations commerciales qui ne peuvent s'opérer qu'en monnaie étrangère. C'est le cas, notamment, des contrats que passent en France certains intermédiaires entre les importateurs et les exportateurs. Il ne faut pas perdre de vue que beaucoup de marchandises ne font que transiter en France, ou n'y subissent qu'une transformation légère. Si l'on imposait aux intermédiaires d'établir leurs contrats en francs, on les mettrait en spéculation sur le change. Il ne pourrait en résulter qu'une gêne commerciale nouvelle et inutile, tandis que les opérations de couverture en change entraîneraient une nouvelle offre de francs.

» Il convient également de remarquer que le marché de certaines matières premières est pratiquement monopolisé par une place étrangère. C'est ainsi que le marché du cuivre se tient à Londres. On ne peut pas décréter une cotation du cuivre en francs, non plus qu'obliger les acheteurs et les ven-

(1) Voir numéro du 21 février 1924.

deurs français de cuivre à établir leurs contrats en francs. Ce serait rendre les opérations sur le cuivre impossibles à l'intérieur de la France, parce que les importateurs aussi bien que les exportateurs devraient prendre à leur compte tous les risques de change ».

Ainsi, le projet de loi de Lasteyrie se heurta à l'hostilité du monde des affaires. Quant aux partisans de la clause-or, ils firent contre lui une campagne violente (1). Dès l'arrivée au pouvoir de M. François Marsal, il apparut comme très probable que le nouveau ministre des Finances, qui avait participé aux travaux de la « Semaine de la monnaie », si favorable au franc-or, n'insisterait pas pour obtenir le vote de ce projet. Il ne fut, en effet, jamais voté.

Donc, aucun texte ne prohibe aujourd'hui la clause « payable en or », et c'est encore par un simple appel à la notion de cours forcé que les dernières décisions jurisprudentielles ont été justifiées.

En face de cette législation, que fit, depuis 1914, la Jurisprudence à l'égard de la clause « payable en or »? Volontairement, nous écarterons toutes les décisions relatives aux contrats en monnaie étrangère, qui se rapprochent, il est vrai, de notre étude, mais ne présentent ni les mêmes avantages économiques, ni les mêmes obstacles juridiques que la clause payable en or.

(1) Voir, par exemple, les articles de M. VALOIS, dans *l'Action Française économique* des lundis.

La première décision que nous rencontrons est un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 17 mars 1919 (1). Il s'agissait dans l'espèce d'un bail d'avant-guerre. Le locataire s'était engagé à ne payer « qu'en espèces d'or et d'argent au cours actuel, et non autrement, malgré toutes les lois et ordonnances à ce contraires ». Le bailleur demandait le paiement des loyers en or. Le Tribunal le lui refusa, allant jusqu'à considérer d'une façon un peu ridicule que la clause était immorale, illicite, et jusqu'à blâmer le notaire qui avait rédigé le contrat. Les attendus de ce jugement montrent que, depuis 1870, la question n'avait fait aucun progrès. Ils distinguent encore très mal les deux notions de cours légal et de cours forcé. Cette distinction est gênante, puisqu'on a admis, de 1875 à 1914, que le cours légal n'empêchait pas la clause d'être valide, et que, d'autre part, le cours forcé, n'étant qu'une sorte de moratorium accordé à la Banque d'émission, ne modifie rien au rôle que le billet de banque doit jouer dans les paiements. Cependant, comme on ne veut pas avouer officiellement la dépréciation du franc, comme on veut invalider la clause, on invoque simplement le cours forcé, sans donner d'explication. On dit qu'il est d'ordre public, et qu'aucune clause contraire n'est licite, en vertu de l'article 6 du Code civil.

Remarquons qu'en pure logique, cela ne signifie

(1) Voir *Gazette du Palais* du 27 novembre 1919, ou D. 1924-2-22.

pas grand'chose, non plus que certaines locutions, empruntées à la terminologie de 1870, comme « renoncer au cours forcé » ou « bénéficier du cours forcé ». Le cours forcé est une faveur, un moratoire accordé à la seule Banque de France. C'est une dispense de rembourser les billets en or. Seule donc la Banque peut « bénéficier du cours forcé ». Seule elle pourrait y renoncer, en remboursant volontairement en or des billets. La seule clause contraire au cours forcé serait celle par laquelle un individu déposant de l'or à la Banque, et recevant en échange des billets, conviendrait avec la Banque que celle-ci devrait, malgré la loi du 5 août 1914, lui rembourser de l'or sur simple présentation des billets émis.

Ce n'est pas là ce que veut dire la Jurisprudence. Celle-ci, dès 1919, a adopté l'interprétation suivante du cours forcé, interprétation qu'elle a toujours maintenue, et que nous pouvons exposer ici une fois pour toutes :

La formule donnée par l'article 3 de la loi du 5 août 1910 ne doit pas être isolée du texte de 1870 instituant le cours légal. Dire que la Banque est dispensée de rembourser en or ses billets, c'est le moyen de décider que, dorénavant, tout individu s'étant engagé à verser de l'or peut, tout comme la Banque, s'en dispenser et se libérer en billets. Le but de la loi est de donner au billet une valeur officiellement égale à celle de l'or ? Toute clause en vertu de laquelle l'une des espèces nationales est préférée à l'autre, est nulle comme contraire au cours forcé, disposition d'ordre public. La clause

« payable en or » notamment est dépouillée d'efficacité.

Tout cela est très criticable, et le moins qu'on puisse dire, c'est que la Jurisprudence n'a jamais pu prouver l'exactitude de cette interprétation. Nous le reverrons plus tard. Pour le moment, remarquons que la Jurisprudence ne s'est pas modifiée depuis 1919, et que telle est encore sa façon de voir.

Pourtant après le jugement de 1919, il sembla un moment que les tribunaux, pris de remords, voulussent lentement arriver à valider la clause « payable en or ». Ce sont les besoins du commerce international qui furent à la base des nouvelles décisions.

On commença par poser le principe que le Français créancier d'une somme évaluée en or pourrait exiger de son débiteur étranger un paiement en or, parce que cela ne pouvait que servir l'ordre public, en faisant rentrer en France un peu du précieux métal.

L'affaire la plus retentissante qui sembla marquer un revirement de la Jurisprudence de la Cour de cassation fut l'affaire « Compagnie d'assurances La New-York contre Deschamps » (1) qui donna lieu à un arrêt de la Chambre des requêtes du 7 juin 1920. Il s'agissait d'une clause « payable en or » insérée dans une police d'assurances d'avant-guerre. L'assuré français demandait à la Compagnie américaine de lui payer en or la valeur totale

(1) Voir D. 1920-1-137 et S. 1920-1-193.

de sa police. Il avait obtenu gain de cause le 9 juillet 1917 auprès du Tribunal civil de la Seine, et le 13 février 1919 auprès de la Cour d'appel de Paris. La Cour de cassation confirma cet arrêt, en motivant sa décision de la façon suivante : En principe la clause ne peut plus avoir d'effet en période de cours forcé, parce qu'il n'existe plus d'or dans la circulation, et qu'un débiteur ne peut plus s'en procurer. Elle devient donc inexécutable, le débiteur pouvant opposer à son créancier un véritable cas de force majeure. De plus, en ce qui regarde tout paiement effectué en France par des Français, la clause contrevient au principe du cours forcé, disposition d'ordre public. Mais la Société américaine ne pouvait invoquer aucun de ces arguments. D'une part, elle pouvait se procurer facilement de l'or à l'étranger pour régler son créancier français ; d'autre part, l'ordre public, exclusivement fondé sur l'intérêt national, ne peut s'opposer à une rentrée d'or en France. Bien au contraire. Le cours forcé a pour but d'empêcher la sortie, mais non pas au contraire l'importation d'or. Donc toute clause imposant à un étranger de payer en or son créancier français doit être respectée.

Cette argumentation étrange a été reproduite depuis dans plusieurs décisions.

Un premier arrêt du Tribunal de commerce de Marseille du 7 décembre 1922 (1) ayant à statuer

(1) Voir *Journal de Droit International Privé* 1923, p. 835.

sur une convention payable en franc-or passée entre une Compagnie italienne de navigation, et le Service du ravitaillement civil, décide que la Jurisprudence relative au caractère d'ordre public du cours forcé ne pouvait pas ici s'appliquer parce que le but de la loi du 3 août 1914, article 3, était d'empêcher une exportation d'or, et que le contrat envisagé n'entraînait pas cette exportation. C'est encore ce que répète le Tribunal de la Seine, le 16 novembre 1921, dans l'affaire Banco Argentino, le 8 mars 1922 dans l'affaire de la Banque La Baloise (1), et le 11 décembre 1922 dans le procès intenté par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie contre le département d'Antioquia (2).

Il y aurait beaucoup à dire sur cette étrange argumentation (3) certainement très maladroite. Strictement interprétée, elle pousserait à dire que la clause est valide dans le domaine international quand elle est en faveur d'un Français, mais nulle quand elle est en faveur d'un étranger, parce qu'elle aboutirait à une exportation d'or, ce qui est contraire à l'ordre public. On serait ainsi amené à une solution très injuste pour les étrangers, et pouvant amener contre nous des représailles de leurs tribunaux. Tel est le gros reproche que l'on fit à l'arrêt du 7 juin 1920.

Quoi qu'il en soit, cet arrêt sembla à certains être

(1) Voir *Gazette du Palais*, 22 et 23 octobre 1922.

(2) Voir *Gazette du Palais*, 10 mars 1923.

(3) Voir note de M. LYON-CAEN, dans S. 1920-1-193.

l'origine d'un revirement de notre Jurisprudence. Déjà dans certains cas, on admettait la validité de la clause, même sous le cours forcé. Après quelques efforts, ne pourrait-on pas arriver à la faire valider dans tous les cas, et d'abord dans tous les contrats internationaux ?

D'autres décisions intervinrent confirmant quelque peu cet espoir. Ce furent des décisions prises en 1920 par les tribunaux d'Alsace-Lorraine relativement à des dettes hypothécaires, payables en or, contractées avant la guerre par des Alsaciens auprès de banques suisses. Nous savons que l'Allemagne avait, par une convention du 6 décembre 1920 donné satisfaction aux créanciers suisses pour les dettes hypothécaires contractées avec la Suisse par des Allemands. La France ne pouvait pas faire moins. Les créanciers suisses, réclamant des Alsaciens paiement en or, obtinrent gain de cause auprès des tribunaux français. Mais pas immédiatement, car cela se heurtait au principe que le cours forcé dispensait les Alsaciens de payer en or (1). Toutes ces affaires, assez nombreuses, n'ont été définitivement liquidées que très récemment par des arrêts de la Chambre civile de la Cour de cassation du 23 janvier 1924. Voici l'histoire de ces arrêts.

Une des premières décisions fut prise le 14 février 1920 par le Tribunal régional de Colmar pour une hypothèque contractée avant 1914, payable en

(1) Voir toute l'histoire de ces arrêts dans la D. 1924-1-41.

marks : la clause n'avait pas été insérée dans le contrat. Le Tribunal jugea qu'un paiement en marks était libératoire. Le Tribunal de Mulhouse avait pris, le 28 août 1919, une décision très différente. Il avait eu à statuer sur plusieurs prêts, les uns payables en or, les autres ne contenant pas la clause. A tous, il avait attribué le même sort : Le débiteur devait payer en francs les dettes contractées en marks ou en marks-or au taux de 1,25 par mark, taux prévu par les décrets de valorisation des marks en Alsace-Lorraine. Cette commune mesure avait lésé les débiteurs des dettes payables en marks, et les créanciers des dettes payables en marks-or. En appel le Tribunal supérieur de Colmar donna raison aux créanciers suisses, pour *toutes* les dettes : les débiteurs devraient payer en francs-papier, mais payer aussi la prime du franc suisse sur le franc français. Les débiteurs s'adressèrent à la Cour de cassation. Les créanciers aussi, pour les contrats payables en or : le franc suisse subissant une perte par rapport à l'or, ce n'était pas respecter assez scrupuleusement la clause-or qu'ordonner le paiement en francs suisses.

La Cour a fait une discrimination. Les dettes contractées simplement en marks peuvent être acquittées en marks. Quant aux clauses de paiement en or, elle doivent être respectées. Les dettes en marks-or doivent aboutir à un paiement en francs, mais le débiteur doit payer en francs la prime du franc suisse sur le franc français. Sur ce point, la Cour confirme l'arrêt de Colmar. Ainsi la Cour décide que si le débiteur est incapable de se procurer de

l'or, il appartient au juge du fond de proclamer, d'après les termes du contrat et l'intention des parties, à quel taux de valorisation doit se faire le remboursement.

Il n'y a pas lieu de tenir compte du fait que le paiement d'après le cours du franc suisse, et non pas d'après le cours de l'or, ait paru suffisant. On pensa qu'il imposait aux débiteurs français une charge suffisante. Le franc suisse n'est-il pas très voisin du franc-or ? A part cette légère réserve, le principe posé est bien celui de la validité de la clause dans le domaine international, *même si le débiteur est français*. Après l'arrêt du 7 juin 1920, on n'en était pas sûr. Nous faisons donc un pas de plus.

Mais une nouvelle question se pose ? Comment va-t-on distinguer les paiements internationaux des autres ? Quel critérium doit-on appliquer à cette distinction ? Doit-on tenir compte de la nationalité des parties, et réputer internationales les obligations dans lesquelles l'une des parties est étrangère ? Ou bien faut-il se baser sur le lieu convenu pour le paiement, les créances payables à l'étranger étant réputées internationales et pouvant contenir la clause-or, les autres ne le pouvant pas ? La Jurisprudence n'a pas pris parti d'une façon explicite sur cette question. Mais il semble qu'elle soit favorable à la deuxième solution. C'est ce qui résulte de l'analyse des dernières décisions.

D'une part, en effet, un arrêt du Tribunal civil de la Seine du 14 juin 1922 (1), dans une affaire

(1) Voir *Gazette des Tribunaux* du 5 novembre 1922.

mettant en cause un Français débiteur et une banque suisse créancière, « La Banque Foncière du Jura », est venu décider que le débiteur ne serait pas tenu de verser de l'or, parce que le paiement devait s'effectuer en France, qu'en France les lois ayant institué le cours forcé étaient d'ordre public, et donc excluait toute dérogation par voie de convention privée. C'est donc le lieu du paiement et **non** pas la nationalité des parties qui a permis de juger si l'on était ou non en présence d'une créance internationale. On remarque encore la même argumentation, mais moins nette dans un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 16 avril 1923. Un créancier français, exigeant de l'Office des biens et intérêts privés, chargé de la liquidation des biens allemands séquestrés pendant la guerre, le paiement en or d'une créance qu'il possédait sur des Allemands depuis 1912, s'est vu débouté de sa demande. Bien qu'il s'agit d'une dette contractée par un Allemand, du moment que cette dette aboutissait à un paiement en France, et que ce paiement devait être effectué à un Français par un Office français, on se trouvait en présence d'une affaire purement nationale, et la clause or était nulle (1).

Mais à ce sujet une autre affaire est particulièrement troublante au point de vue doctrinal : c'est le procès auquel a donné lieu le débat entre la Compagnie du Canal de Suez et la Compagnie Havraise Péninsulaire. Après de nombreuses discussions

(1) Voir *Revue de Droit Bancaire* de mai 1924, p. 208.

devant les tribunaux égyptiens de Mansourah et d'Alexandrie, notre Cour de cassation vient enfin de clore cette affaire par un arrêt du 14 février 1924. La Compagnie Havraise Péninsulaire a été condamnée à payer en francs-or ce que le Canal de Suez exigeait d'elle, parce qu'on a considéré qu'il s'agissait d'une créance internationale. Le paiement devait s'exécuter à Paris. S'est-on donc basé, pour dire qu'il s'agissait d'une créance internationale, non pas sur le lieu du paiement mais bien sur le fait que l'une des parties (Suez), était une société étrangère ? Pas du tout (1). Cette dernière considération n'est pas entrée une minute en ligne de compte. Tout le débat a porté sur le lieu du paiement. Et si la clause-or a été validée, c'est pour les motifs suivants : « Le paiement, étant exigé en Egypte, doit être effectué en monnaie égyptienne » ; si la Compagnie de Suez accorde parfois à ses débiteurs la faculté de se libérer à Paris, c'est par pure tolérance et cela ne change rien à l'obligation. Elle ne le fait d'ailleurs qu'à certaines conditions qui doivent être scrupuleusement respectées. Ces conditions sont fixées par une décision du Comité de direction de la Compagnie de Suez : on peut payer à Paris, en francs, mais en versant une quantité de francs déterminée par le cours de la livre sterling. En résumé, le paiement devant avoir lieu en principe en Egypte, le paiement à Paris n'étant accordé que par simple tolérance, il faut, comme pour toute

(1) Voir Dalloz 1924-2-23 (arrêt du 15 février 1924).

obligation facultative, ne prendre en considération que la nature de l'obligation principale, et décider que puisque celle-ci doit être acquittée à l'étranger, la loi créant chez nous le cours forcé ne s'applique pas. L'arrêt du 15 février 1924 reste donc bien fidèle au principe que c'est *le lieu du paiement* qui en détermine les modalités, même quant à la nature de la monnaie à verser. Ce qu'il y a de plus curieux dans cette affaire, c'est que les prix prévus dans l'acte de concession du Canal de Suez ne sont pas évalués en francs-or, mais bien seulement en francs. Mais l'on a considéré que le franc dont il était question dans un acte international d'avant-guerre ne pouvait être que la vingtième partie d'un louis d'or. Cette affaire est un curieux exemple de la facilité avec laquelle la Jurisprudence peut trouver des raisons pour valider la clause-or lorsque les nécessités pratiques le lui imposent, et que le créancier est puissant. Quoi qu'il en soit, et bien que les considérations du lieu du paiement prennent à ce sujet une importance croissante, la distinction entre les créances internationales et les créances intérieures repose sur un critérium encore mal déterminé. Il semble qu'on veuille élargir la notion de créance internationale, afin de valider le plus souvent possible la clause « payable en or ».

Ainsi à la fin de l'an passé, le domaine d'application de la clause « payable en or » se développait. En la validant dans les rapports internationaux on était arrivé à faire disparaître les inconvénients les plus scandaleux de la fiction : « Le franc-or égale

le franc-papier. » Les partisans de la clause gagnaient du terrain.

C'est alors qu'ils essayèrent d'obtenir des tribunaux qu'elle soit respectée même dans les paiements intérieurs. Ils faillirent y arriver. Le 31 juillet 1923, le Tribunal civil de la Seine (1), dans l'affaire Dumas contre Grenouilleau décida que la clause « payable en or » devait être respectée, même dans les conventions intérieures. Il s'appuyait sur tous les arguments que nous verrons un peu plus loin. Mais le triomphe des partisans de la clause fut de courte durée. En appel, la Cour de Paris (2) décida, le 22 février 1924, que sous le cours forcé, la clause était nulle. On revenait à la Jurisprudence de 1873 et de 1919. Mais comme l'affaire avait fait grand bruit et pris beaucoup d'importance, la Cour motiva sa décision avec un soin tout particulier, et tout en maintenant le principe de la nullité de la clause, chercha à donner satisfaction aux créanciers.

Il s'agissait d'un bail d'avant-guerre. Les loyers avaient été stipulés payables en or, « malgré toutes dispositions à ce contraires ». Le bailleur avait même fait insérer une clause d'après laquelle, si les tribunaux ne sanctionnaient pas l'engagement de payer en or, et si cet engagement d'honneur pris par le locataire n'était pas respecté par celui-ci, le bailleur se réservait le droit de demander la résiliation du contrat.

La Cours de Paris précisa que la clause « payable

(1) Voir *Revue de Droit Bancaire*, mai 1924, p. 210.

(2) Voir *Gazette des Tribunaux* du 24 février 1924.

en or » ne pouvait être validée pendant une période de cours forcé. Se conformant aux conclusions de l'avocat général M. Dreyfus (1), elle précisa que ce n'était ni le cours légal, ni le cours forcé qui, considérés isolément, pouvaient permettre l'annulation de la clause, mais bien leurs « dispositions jointes ». Celles-ci s'opposaient aussi bien à la clause « payable en espèces » qu'à la clause « payable en francs-or ».

Cependant pour ne pas prendre une décision trop inique au détriment du bailleur, la Cour autorisait celui-ci à poursuivre la résiliation de son contrat. Obligé de se contenter de francs-papier en ce qui concernait le passé, il pourrait, le contrat une fois résilié, refaire un nouveau contrat prévoyant des loyers payables en billets, mais plus élevés (2).

Voilà où en est notre Jurisprudence. Elle continue de proclamer que dans les relations purement intérieures, la clause « payable en or » est rendue inefficace par le cours forcé, quelle que soit la forme

(1) Voir *Gazette des Tribunaux* du 24 février 1924.

(2) Depuis février 1924, les tribunaux ont pris des décisions nombreuses sur des problèmes de monnaie, mais il s'agit de contrats passés en monnaies étrangères, mais non pas en or. Nous croyons ne pas devoir en parler. Tous admettent la validité des clauses « payable en monnaie étrangère », en ce sens que lorsque le paiement a lieu en France, la monnaie étrangère n'est qu'une monnaie de compte et que la monnaie de paiement reste constituée par des espèces françaises, qu'on doit livrer en quantité déterminée par le cours du change.

extérieure, qu'elle revête : clause « payable en espèces », ou clause « payable en valeur-or ». Elle est nulle parce que contraire, non pas à la lettre de la loi du 5 août 1914, mais à son esprit. Celle-ci transformerait le caractère du cours légal. Lorsque celui-ci existe seul, la clause peut et doit être respectée. Lorsque le cours légal et le cours forcé coexistent, le but de la loi est d'assurer au billet une valeur égale à celle de l'or. La clause n'est plus valide, parce qu'elle fait une différence entre ces deux monnaies.

Mais elle est valide dans les rapports internationaux, parce que là le cours forcé ne peut jouer aucun rôle. Pauvre motif, mais qui a permis à notre Jurisprudence de prendre des décisions conformes à l'intérêt national.

On peut se demander dans quel sens va s'orienter maintenant notre Jurisprudence. Si la situation monétaire s'aggravait, on en viendrait sans doute aux solutions adoptées sous le Directoire, ou en Allemagne l'an passé. Mais une pareille débâcle n'étant pas à craindre, il est probable que la Jurisprudence continuera pendant quelque temps encore à repousser toute décision constituant un aveu de la dépréciation du franc. Elle cherchera à atténuer par d'autres procédés les décisions les plus iniques résultant de la fiction « franc égale franc ». Par exemple, elle permettra de contracter actuellement en monnaie stable, en autorisant les contrats en devises étrangères ou en marchandises, qui poseront, il est vrai, d'autres problèmes juridiques, mais contre lesquels nos tribunaux ne se sont encore jamais

prononcés. Quant aux clauses « payables en or » d'avant-guerre, il est douteux qu'elles soient bientôt validées. Les tribunaux pourront se borner à faciliter la résiliation des contrats d'avant-guerre, ou attendre le vote d'une loi statuant sur leur sort. Nous osons enfin espérer qu'un jour, peut-être lent à venir, viendra cependant, où nos tribunaux consentiront à déclarer licite la clause « payable en or ».

CHAPITRE II

Critique de la Jurisprudence française

La Jurisprudence déclare nulle la clause « payable en or » pendant toute la durée du cours forcé, c'est-à-dire qu'en réalité elle dépouille cette clause de tout son intérêt, puisque c'est seulement pendant le cours forcé que cette clause tire toute son importance de la dépréciation du billet de banque, et puisque c'est seulement en vue du cours forcé qu'elle est insérée dans les contrats.

Dès la première page de notre travail, nous avons assuré que cette Jurisprudence était néfaste et que d'ailleurs les textes en vigueur en France ne dictaient pas ces solutions. Il nous faut maintenant le prouver. Cette Jurisprudence est néfaste au point de vue économique. Il ne suffit pas, pour le croire,

d'admettre que la clause « payable en or. » faciliterait certains rapports entre commerçants et permettrait de rendre justice à certains créanciers d'avant-guerre. Bien des auteurs croient que la clause pourrait être utile à certains points de vue, mais que ses services seraient compensés par de multiples inconvénients. Il faut prouver que ces objections sont très faibles, et qu'il n'y aurait pas de danger à admettre la validité de la clause. Quant à cette validité, elle nous semble s'imposer dans l'état actuel des textes. Nos tribunaux pour prétendre le contraire disent que le cours forcé est d'ordre public, et que la clause lui est contraire, donc nulle en vertu de l'article 6 du Code civil. Nous allons voir si tout cela est bien exact.

Nos tribunaux généralement confondent les deux clauses « payable en espèces » et « payable en valeur-or ». Ils les confondent pour des raisons pratiques : Les créanciers de sommes payables en espèces pendant tout le cours forcé se contentent en fait de demander un paiement en valeur-or. En doctrine nous devons les distinguer, car le problème ne se pose pas du tout de la même façon pour les deux clauses et que les textes qu'on leur oppose ne sont pas les mêmes.

Il faut étudier trois questions :

1° Peut-on aujourd'hui en France, sous le cours forcé, choisir par contrat la monnaie de paiement, et stipuler qu'une créance donnée ne pourra être payée qu'en espèces métalliques d'or et non autrement?

2° Peut-on choisir comme monnaie du contrat

une unité monétaire représentée par le poids d'or du franc d'avant-guerre; et peut-on admettre que le pouvoir libératoire des billets en circulation ne soit pas, à l'égard de ce franc-or, égal à celui que la loi leur attribue à l'égard du franc actuel déprécié ?

3° Ces procédés de calcul n'ont-ils pas d'inconvénients économiques ?

Nous allons étudier ces trois questions en trois sections, et voir en finissant, que même si nos tribunaux s'obstinent à interdire l'une ou l'autre de ces deux clauses, cette interdiction est totalement inopérante.

I. — Validité de la clause « payable en espèces »

Rien, ni en fait, ni en droit, ne s'oppose aujourd'hui en France, en dépit de la Jurisprudence, à ce que les débiteurs paient en or les dettes contractées en or. Aucun texte formel ne les dispense d'observer les engagements qu'ils ont pris à cet égard. Rien ne permet à la Jurisprudence d'affirmer qu'aujourd'hui de pareilles promesses soient inexécutables en fait ou illicites.

Pourtant, contre la validité de ces promesses de payer en or, on a fait valoir un très grand luxe d'arguments. Leur nombre, au fond, n'est qu'un signe de la faiblesse de chacun d'eux. Les adversaires de la validité de ces promesses ne sentent pas très solide leur thèse. On leur a démoli le bel édifice qu'ils avaient construit en 1872. Les voilà donc en quête de toute une armée d'arguments nouveaux.

Cette armée, passons-la en revue. Il semble qu'on peut très bien se contenter de faire œuvre purement négative. Si l'on arrive à prouver qu'aucun texte de loi ne s'oppose à la clause, ni directement, ni implicitement, par cela même il sera établi que la liberté contractuelle reste entière, et que la clause est valable.

On disait en 1872 que la clause était contraire au cours forcé du billet de banque, et alors cours forcé signifiait *cours légal*. La clause est-elle contraire vraiment au cours légal ?

Nous pouvons facilement dire non, avec la Jurisprudence et presque toute la doctrine. *Sous une période de simple cours légal, la clause est valide*. On peut, à l'avance par contrat, fixer celle des espèces nationales qui doit servir au paiement.

Avouons que même sur ce point l'unanimité n'est pas parfaite chez les auteurs, et que beaucoup croient à la nullité de la clause sous une période de simple cours légal (1). Ils s'appuient pour arriver à ce résultat sur une interprétation beaucoup trop rigoureuse, et aujourd'hui démodée, de l'article 475, paragraphe 11 du Code pénal. Celui-ci punit le refus de monnaies ayant cours légal, et le billet de banque fait partie de ces monnaies depuis 1870. C'est donc commettre une contravention que de le

(1) Voir AUBRY et RAU : « Cours de droit civil », 4^e édit., t. IV, p. 118, n. 7; PLANIOL : « Traité élémentaire de droit civil », 9^e édit., t. II, n^o 423.

refuser, lorsqu'il est offert en paiement. Que ce refus soit une contravention, en l'absence de toute clause contraire, c'est là une chose absolument indiscutable. Mais cet article 475, § 11, exclut-il toute clause contraire ? Toute la question est là. S'il n'y avait qu'une seule monnaie à cours légal, on pourrait peut-être soutenir que toute clause excluant cette monnaie est inadmissible. Elle tendrait à substituer aux espèces nationales une autre monnaie non prévue par la loi. Elle constituerait le refus de monnaies prévu par l'article 475, ou plutôt elle permettrait ce refus au créancier, et dispenserait celui-ci d'obéir à la loi. Une telle clause serait alors illicite. Elle serait même nuisible aux intérêts économiques, car si son usage se répandait dans ces conditions, cela amènerait les individus à utiliser comme moyen de paiement des monnaies très diverses, sur lesquelles la loi ne pourrait exercer aucun contrôle. La sécurité des relations économiques en souffrirait. Mais nous avons plusieurs espèces possédant cours légal : l'or, l'argent et le billet. Entre ces trois espèces, normalement c'est le débiteur qui choisit celle avec laquelle il se libérera. On peut très bien convenir par contrat que le débiteur ne sera plus libre de faire ce choix et qu'il ne pourra se libérer qu'avec une seule, déterminée à l'avance, des trois monnaies. Le débiteur perdra seulement le droit de choisir celle qu'il lui serait plus avantageux de livrer. Il devra quand même offrir des monnaies nationales, et l'article 475 C. p. sera respecté.

La plupart des auteurs ont admis ce point de vue : Sous une période de simple cours légal, la clause

est valable. Avant 1870, on pouvait parfaitement stipuler que celle obligation serait exécutée en or seulement, ou en argent seulement. Depuis que la loi de 1870 a mis le billet de banque sur le même plan que l'or et l'argent, le simple cours légal ne s'oppose pas à la validité des promesses de payer en or seulement.

Blanche (1), Lyon-Caen et Renault (2), Baudry-Lacantinerie et Barde (3), peuvent être cités à l'appui de cette thèse. On la retrouve aujourd'hui encore chez des auteurs (4) ou dans des arrêts de Jurisprudence (5) qui considèrent la clause comme nulle lorsque coexistent le cours légal et le cours forcé. Le simple cours légal ne s'oppose pas à la validité de la clause « payable en espèces ».

Est-ce au cours forcé que la clause se heurte ? On l'a dit, et cela semble être l'avis de la Jurisprudence dans certains arrêts (6). Vomme contraire à une disposition d'ordre public, la clause doit tomber sous le coup de l'article 6 du Code civil. On ne

(1) Etude sur le droit pénal, t. VII, n° 476.

(2) Traité de droit commercial, 4^e édit., t. IV, p. 762; voir aussi, de M. LYON-CAEN, une note au S. 1920-1-193.

(3) Des obligations (3^e édit., t. II, n° 1.475).

(4) Voir, p. ex., note Henri LALOU, dans le D. 1924-2-17, ou les conclusions de M. l'avocat général DREYFUS pour l'affaire Dumas Grenouilleau, dans la *Gazette des Tribunaux* du 24 février 1924.

(5) Voir les attendus de l'arrêt de la Cour de Paris, du 22-2-24, dans le D. 1924-2-24.

(6) Voir les attendus de l'arrêt du 17 mars 1919, dans la *Gazette du Palais* du 27 nov. 1919.

défend guère cette opinion aujourd'hui. Sans doute, le cours forcé est d'ordre public, mais il faut voir exactement ce que c'est que le cours forcé.

Au risqué de nous répéter, disons que c'est seulement un moratorium accordé à la banque d'émission. Celle-ci est dispensée de rembourser en or les billets qu'elle a émis. C'est donc une mesure dont la portée est limitée aux rapports de la banque et des porteurs de billets, et ne modifie en rien ceux des porteurs de billets entre eux, une mesure qui n'augmente, ni ne diminue le pouvoir libératoire que le cours légal a conféré aux billets. La clause « payable en espèces d'or », ne voulant que fixer une modalité de paiement entre deux particuliers, n'a rien à voir avec le cours forcé, et ne lui est pas contraire. La seule convention qui serait contraire au cours forcé serait celle par laquelle la Banque s'engagerait envers un particulier à lui rembourser en or les billets qu'il posséderait. C'est donc un contre-sens que de prétendre que la clause est contraire au cours forcé.

On l'a cependant prétendu en disant que sous le cours forcé, le débiteur ne peut plus se procurer d'or : il n'y en a plus en circulation en France, et la banque d'émission n'en donne plus aux porteurs de billets. Dans ces conditions l'exécution de la clause, le paiement en or, se heurte à une véritable impossibilité. En application des textes prévoyant les cas de force majeure, le débiteur est dispensé de payer en or. Ce premier argument est facile à réfuter. D'abord parce qu'il y a encore de l'or en France, et qu'il en paraîtrait même bien davantage, si la clause était validée par les tribunaux.

Admettons même qu'il soit difficile de s'en procurer en France. Il est certainement très facile d'en faire venir de l'étranger. Aucune loi n'interdit en France l'importation de l'or. Il y a, à Londres, un marché de l'or très actif, où l'on se procure à son gré le précieux métal. Il y a des pays d'où l'exportation est permise, les Etats-Unis, par exemple. Il est toujours possible à un débiteur de payer avec de l'or importé.

Supposons enfin que tous les pays aient mis l'embargo sur l'or, et qu'on ne puisse en trouver nulle part, que faudrait-il conclure ? La clause payable en espèces serait inexécutable, mais ce ne serait pas une raison pour permettre au débiteur de se libérer en versant en francs papier le montant nominal de sa dette. Il devrait en toute justice effectuer la prestation la plus conforme à l'esprit de la convention, c'est-à-dire payer en billets, mais verser une quantité de billets égale à celle nécessaire pour acheter la quantité d'or indiquée au contrat.

Cette solution que déjà préconisait Labbé, en 1872, et M. J. Valéry aujourd'hui, nous semble commandée par l'équité et aussi par toutes les règles juridiques.

Un semblable versement serait le plus conforme au désir des parties contractantes. Le plus souvent, en effet, le créancier avait pour but, non pas véritablement de se procurer des pièces d'or, mais seulement de se protéger contre une dépréciation possible de l'unité monétaire nationale. Dans ces conditions on est moins, il est vrai, en face d'un paiement au sens juridique du mot, qu'en présence d'une dation en

paiement, soumise à l'acceptation du créancier, mais celui-ci n'a véritablement pas intérêt à refuser.

A cette idée du cours forcé se rattache encore un argument particulièrement faible. Il consiste à rappeler que dans la plupart des conventions contenant notre clause, le débiteur s'engage seulement *d'honneur* à verser de l'or en cas de cours forcé. Là se trouverait l'aveu que cette promesse n'a aucune portée devant les tribunaux.

Ne nous trompons pas. Si, en effet, la plupart des clauses sont ainsi rédigées, cela provient simplement de ce qu'après 1870, elles ont été déclarées nulles par la Jurisprudence, et pour des motifs juridiques unanimement rejetés aujourd'hui ? Ce précédent est une source de crainte pour les créanciers, mais ils n'ont jamais renoncé à faire enfin valider ces promesses par la Jurisprudence récente. L'insistance qu'ils mettent à poser la question aux tribunaux prouve bien qu'ils entendent imposer à leur débiteur un engagement d'honneur non pas à la place, mais bien en plus d'une obligation civile.

Si ni le cours légal, ni le cours forcé ne peuvent nous expliquer pourquoi la Jurisprudence annule la clause, des lois spéciales du temps de guerre peuvent-elles nous le faire comprendre ? Non pas. Nous avons vu au début du chapitre précédent quelles sont ces lois qu'on essaie d'invoquer contre la clause. Elles ne s'y rapportent pas. Rien dans leur texte ne rappelle l'article 4 du décret du

12 septembre 1790, ni l'ordonnance allemande du 28 septembre 1914.

Certainement le décret du 3 juillet 1875 qui interdit l'exportation des monnaies nationales d'or ne peut avoir aucune influence sur la validité de la clause lorsqu'elle porte sur un paiement à effectuer à l'intérieur du territoire français.

La loi du 12 février 1916 ne fait qu'interdire la vente des espèces et monnaies nationales à un prix dépassant leur valeur légale. La spéculation sur la prime de l'or est ainsi interdite. Mais le paiement en monnaie d'or reste autorisé. Le franc est encore représenté aussi bien par des pièces de ce métal que par des billets.

Enfin la loi du 3 avril 1918 relative à l'importation des capitaux semble n'avoir aucun rapport avec la clause payable en or. Aucun rapport direct tout au moins, car en fait on a essayé de la rattacher au problème qui nous préoccupe, par le procédé suivant : La clause « payable en espèces », dit-on, ne pourra véritablement être exécutée qu'avec de l'or importé. Et pour importer de l'or il faudra bien fournir à l'étranger une contre-partie, c'est-à-dire exporter une certaine quantité de capitaux. En réalité la loi sur l'exportation des capitaux n'a pas eu pour but d'empêcher les relations commerciales internationales. Elle a d'abord été votée dans un but fiscal : on voulait empêcher les Français de se constituer dans les banques étrangères des avoirs importants, incontrôlables, échappant à l'impôt et à toute investigation du fisc. D'autre part, on se proposait de protéger par ce moyen le cours du

franc français. Ce qu'il faut empêcher pour cela, c'est les prêts à long terme à l'étranger, les constitutions d'avoirs indéfiniment renouvelables dans des banques étrangères, qui grèvent d'une lourde charge, quand ils ont lieu, tout le passif de la balance des règlements. Ce ne sont pas les opérations qui donnent lieu à la perception immédiate par la France d'une contre-partie, par exemple importations de marchandises ou acquittement de dettes anciennes. Ce ne sont pas non plus celles qui tendent à une importation d'or. Celui-ci tomberait dans le patrimoine national et pourrait servir à une tentative ultérieure de stabilisation du franc. Un achat d'or ne pourrait aggraver que momentanément le déficit de notre balance des comptes, et puisque cet or pourrait plus tard servir à stabiliser notre change, cela ne tombe pas sous le coup de la loi du 3 avril 1918. Celle-ci n'est donc pas plus contraire à la clause « payable en or » que les autres lois que nous venons de citer.

C'est si vrai qu'aucune loi française ne s'oppose expressément aujourd'hui à la clause, que l'on a voulu en faire une. Le projet de loi de Lasteyrie, dont nous avons déjà parlé, et qui devait combler cette lacune, n'a pas été voté.

Pas de loi, pas d'institution contre la clause « payable en or ». Cela suffirait à prouver la validité de la clause, et notre démonstration pourrait s'arrêter là. On devrait appliquer le principe de la liberté des conventions, surtout quand on songe que toujours à l'étranger et en France, même en 1790, il a

fallu un texte exprès pour priver la clause d'efficacité.

Mais on a suggéré aux tribunaux français un dernier argument. La Jurisprudence avait fait appel très longtemps à une très vague nécessité d'intérêt public imposant l'annulation de la clause pendant toute la durée du cours forcé. Le dernier arrêt de la Cour d'Appel de Paris a cherché à préciser ce point de vue. Si les attendus de cet arrêt restent encore un peu mystérieux, ils sont plus clairs lorsqu'on en rapproche les conclusions de M. l'avocat général Dreyfus ou la note explicative de M. Henri Lalou. Sans doute, lisons-nous à peu près, la clause n'est contraire ni au cours légal, ni au cours forcé, ni aux lois de guerre fixant le statut actuel de l'or. Mais il ne faut pas considérer isolément toutes ces dispositions. Il faut les prendre ensemble, et voir que de leur juxtaposition découle nécessairement l'impossibilité de payer en or. L'arrêt déclare : « Des dispositions *jointes* (du cours légal et du cours forcé) résulte l'institution du billet de la Banque de France comme monnaie fiduciaire dont la valeur libératoire est obligatoirement admise dans *tous* les paiements ». S'il n'y avait pas le simple mot : « *Tous* les paiements », nous dirions que cela résulte du seul cours légal, et non pas de la rencontre du cours légal et du cours forcé. Mais l'adjectif « *tous* » ajoute une idée qui n'est pas comprise dans la notion de cours légal seule, cette idée que le billet aura force libératoire, *même en dépit des clauses contraires*. Cela résulterait de la rencontre du cours légal et du cours forcé? Eh bien! qu'on le prouve! Tout le problème est là.

On ne l'a pas prouvé, bien qu'on l'ait essayé, par diverses assertions purement gratuites, contradictoires, et sans fondement : C'est, dit-on, faire œuvre d'esprit étroit que de définir le cours forcé un moratorium accordé à la banque d'émission. Sans doute, il n'y a que cela dans le texte de la loi. Mais il faut voir quel était le but du cours forcé. Le but du cours forcé était de modifier totalement le statut monétaire de la France, et donc de transformer ce qu'on appelle le cours légal. — Admettons que l'article 3 de la loi du 5 août 1914 ait voulu dire beaucoup plus qu'il n'a dit. Que voulait-il dire de plus ? Quel était son but ? Quand il faut préciser, on ne s'entend plus.

Il faut bien avouer qu'à ce sujet les documents parlementaires ne nous renseignent pas du tout (1). Lorsque, le 5 août 1914, la Chambre vota, à l'unanimité, le cours forcé, l'exposé des motifs du projet de loi fut très laconique. Il ne parlait que de la nécessité de « pourvoir à la raréfaction du numéraire » et d' « assurer les premières ressources permettant de faire face aux besoins du trésor, ce qui veut dire en bon français : « Il nous faut le cours forcé pour faire un petit peu d'inflation ». Cela ne nous renseigne pas sur le sujet qui nous occupe. Il nous faut donc voir comment le cours forcé est interprété par les voix sans caractère officiel.

Quelques-uns disent : La loi avait pour but de

(1) Voir J. O., Documents parlementaires de la Chambre des députés 1914, p. 2.107.

concentrer tout l'or du pays à la Banque de France, pour permettre à celle-ci de mieux organiser la défense du franc sur le marché des changes. Ainsi, il n'y aurait plus d'or en circulation, tous les individus l'ayant porté à la Banque pour l'y échanger contre des billets. La dispense de verser de l'or, accordée à la Banque, le serait en même temps à tous les autres débiteurs d'or. Acceptons de passer pour un esprit étroit, et disons : d'abord, il n'y a pas cela dans le texte de la loi ; ensuite, il n'y a pas cela non plus dans son esprit. Dispenser les débiteurs de verser de l'or, ce n'est pas du tout les inciter à porter de l'or à la banque. C'est simplement leur permettre de le garder chez eux et leur faire une faveur. Le résultat c'est que l'or disparaît de la circulation, non pas qu'on l'ait versé à la Banque, mais parce qu'on le conserve dans les bas de laine privés. La nullité de la clause « payable en or » permet au précieux métal de « s'embusquer ». Elle va à l'encontre des projets de concentration et de mobilisation de l'or par la Banque, que l'on a voulu voir à la base du cours forcé.

On prétend encore que le cours forcé a eu pour but d'assurer la circulation d'une monnaie inconvertible, ce qui est exact, et que la clause s'oppose à la réalisation de ce but, puisqu'elle tend à éliminer cette monnaie. Ceci est infiniment discutable. D'abord, le paiement en monnaie de papier se maintiendrait pour tous les marchés au comptant, puisque les parties contractant un tel marché, n'ayant pas à craindre les résultats d'une variation de la valeur de l'unité officielle, n'ont pas de raison d'uti-

liser la clause-or. Enfin dans la mesure où la clause « payable en espèces » se ramène à la clause « payable en valeur or », cette objection perd toute sa portée. D'autre part, la clause ne se trouve indiquée que dans un petit nombre des contrats à échéances éloignée. Sa généralisation serait, dit-on, à craindre. Non, si la politique monétaire de l'Etat s'améliore. Au contraire, si l'Etat faisait de la déflation, le public se montrerait très friand de billets de banque, dont le pouvoir d'achat s'accroîtrait.

Enfin, on oppose encore une dernière interprétation du cours forcé; celui-ci aurait voulu créer une parité de valeur entre l'or et le papier, et la clause « payable en espèces » permettrait au créancier de faire une différence entre l'or et le papier. Il nous semble que ce reproche peut être adressé à la clause « payable en francs-or, ou en valeur-or », mais non pas à la clause « payable en espèces ». Le créancier qui réclame des espèces d'or, en réclame pour le montant nominal de sa créance. L'idée de la dépréciation de l'unité monétaire n'intervient pas dans ses calculs.

Tenons donc pour certain que la clause « payable en espèces » n'est contraire ni au texte du cours légal, ni à celui du cours forcé, ni à celui d'aucune des lois fixant le statut actuel de l'or en France, et

(1) Telle était l'interprétation de LABBÉ, en 1873, et aussi celle couramment donnée en Allemagne en 1923.

que, d'autre part, on ne voit pas, en étudiant le but du cours forcé, comment celui-ci aurait pu transformer le caractère du cours légal, de telle sorte que « de leurs dispositions conjointes » résulte la nullité de la clause. Ceci n'étant pas prouvé, le principe de la liberté contractuelle reste entier. La clause « payable en espèces » est valable. Les parties contractantes, même en période de cours forcé du billet, peuvent choisir la monnaie de paiement parmi les diverses catégories de monnaie à qui la loi a donné cours légal, or, argent ou billet de banque. Ce choix doit être respecté par les tribunaux.

II. — Validité de la clause payable en francs-or

Le véritable problème qui se pose aujourd'hui n'est pas celui de la clause « payable en espèces d'or ou d'argent et non autrement ». C'est celui de la clause « payable en francs-or ». C'est en francs-or, et non plus en espèces, que l'on contracte aujourd'hui ou que l'on veut contracter. Quant aux vieux contrats d'avant-guerre où la clause « payable en espèces » a été insérée, les créanciers ne demandent plus que leur exécution en billets, mais en tenant compte de la prime de l'or sur le billet.

Il y a de multiples raisons à cette préférence du public pour la seconde clause : d'abord, la Jurisprudence a toujours invalidé dans les paiements intérieurs la clause « payable en espèces » sous le cours forcé. Quelle que soit la valeur des arguments présentés à ce sujet, on croit que nos tribunaux ne

reviendront pas sur ces décisions. Au contraire, la clause « payable en francs-or » se présente devant les tribunaux avec, peut-on dire, un casier judiciaire moins lourd que la clause « payable en espèces ». Elle n'a pas encore subi de condamnation, aucun contrat passé en franc-or n'a été invalidé par la Jurisprudence. Elle n'est encore que soupçonnée, nos tribunaux ayant toujours refusé de faire exécuter sous forme de clause « payable en francs-or » les contrats « payables en espèces ». Elle n'a jamais été blâmée, ni déclarée immorale comme l'autre. On espère donc que nos tribunaux sanctionneraient plus volontiers la clause « payable en francs-or ». On l'espère d'autant plus, que la question de sa validité ne se pose pas comme pour la clause-espèces.

D'autre part, dans l'état actuel des choses, la clause « payable en francs-or » est plus avantageuse que la clause « payable en espèces ». En vertu de celle-ci, le créancier doit recevoir du métal. Si les paiements en or ne se généralisent pas, le créancier ne pourra pas tirer un grand avantage du métal qu'on lui remet. Il devra le thésauriser, la Banque ne le lui prendra que pour sa valeur nominale en francs. Le paiement en francs-or le met, au contraire, en possession de sommes considérables immédiatement liquides, échangeables, et pouvant être aussitôt placées. Un paiement en billets avec prime fait donc courir au créancier moins de risque qu'un paiement en espèces d'or : la question de l'échange de l'or en monnaie courante ne se pose plus (1).

(1) Remarquons que si l'inflation s'aggravait et devenait

Telles sont les deux raisons pour lesquelles la clause « payable en francs-or » est préférée à l'autre.

Voyons donc comment la question de la validité des contrats en francs-or se pose :

Peut-on choisir comme unité de compte une autre monnaie que le franc officiel, peut-on donner aussi à cette monnaie purement privée le nom de franc, en lui accordant une épithète permettant de la distinguer du franc officiel, peut-on par exemple contracter en *franc-or*, et peut-on admettre que les billets à qui la loi a donné une certaine valeur nominale en francs n'aient pas la même à l'égard du franc-or ?

Les deux premières questions ne font pas de doute : on peut, en France, contracter en une autre unité monétaire que le franc officiel. Cela résulte de l'article 143 du Code de commerce, et du fait que le projet de loi de Lasteyrie, qui devait interdire cette façon de procéder, n'a pas été voté. On peut de même appeler cette nouvelle unité monétaire franc-or, il n'y a aucune raison de l'interdire.

Mais la troisième question, seule, prête à discussion. Pour les paiements à effectuer en francs-

rapide, comme en Allemagne, à la fin de l'an dernier, la clause payable en espèces serait plus avantageuse que la clause payable en francs-or. Celle-ci ne protégerait le créancier contre la dépréciation de la monnaie que de la conclusion du contrat au jour du paiement. A partir de celui-ci, les billets remis au créancier en paiement continueraient de se déprécier entre ses mains. Le créancier payé en espèces ne courrait pas le même risque.

or, il n'est pas certain que l'on puisse faire état de la dépréciation du franc-papier officiel. C'est là que se trouve le problème à résoudre. Nous allons l'étudier.

Remarquons auparavant que l'Etat lui-même donne l'exemple dans les contrats internationaux, et utilise le franc-or. Ainsi, il a été décidé à la Conférence Postale Universelle de Madrid, du 30 novembre 1920, que le franc-or restait l'unité de compte de l'Union Postale Universelle (1).

Et, ce qui est plus curieux et plus symptomatique, le franc-or n'a pas été défini par rapport au franc-suisse, qui est bien près cependant d'être une monnaie d'or. C'est le cours du dollar qui a servi à fixer sa valeur; celle-ci est égale à 1/5,1825 du dollar des Etats-Unis. Des dispositions analogues se trouvent dans la loi de finances du 28 février 1923, article 11 (2).

Le décret du 29 décembre 1922 (3) a fixé aussi en francs-or les taxes télégraphiques internationales. Enfin, un arrêté du 21 janvier 1924 (4) fixe comment on peut calculer la valeur du franc-or. Il vaut à partir du 24 janvier, dit cet arrêté, quatre fois la valeur du franc-papier français, dans les relations

(1) Voir texte de la Convention au *Bulletin Législatif* Dalloz 1921, p. 473.

(2) Voir *J. O.* du 1^{er} mars 1923.

(3) *Bulletin Législatif* Dalloz 1922, p. 725.

(4) *Bulletin Législatif* Dalloz 1924, p. 38.

internationales. Dans les relations entre la France, l'Algérie et la Tunisie d'une part, et, d'autre part, les colonies françaises, le franc-or ne vaut que 1, 80 fois la valeur du franc français. Cette façon de compter est évidemment très défectueuse, théoriquement parlant. Mais, pratiquement, elle se défend par un ensemble de considérations, sur lesquelles nous n'avons pas le temps d'insister. Qu'il nous soit seulement permis de constater qu'ainsi dans les conférences internationales, et dans les lois organisant l'application des traités, l'Etat tient compte de la différence existant entre le franc-or et le franc-papier.

Cette différence, on la retrouve aussi parfaitement avouée dans certaines autres conventions internationales passées ou tout au moins patronnées par l'Etat français.

C'est ainsi qu'au cours des débats sur la liquidation des dettes de l'ancien empire austro-hongrois, il a été décidé qu'une partie des sommes dues seraient payées en francs, une autre partie en francs-or.

Bien plus, l'Etat français a fait, en 1923, une enquête dans les milieux industriels et agricoles, sur la question de la revision douanière, et l'une des questions posées était celle de la perception en francs-or des droits de douane. Ainsi, l'Etat français accepterait que, dans des paiements à effectuer en France, le franc-or soit considéré comme différent du franc-papier (1).

(1) Sur cette question des droits de douane à payer en

Enfin, la Jurisprudence a déclaré parfaitement valide, en période de cours forcé, des contrats passés en francs-or. Il faut donc voir si véritablement cette clause « payable en francs-or », qui est valide dans le commerce international, peut et doit l'être aussi dans les rapports internes.

Il est tout d'abord certain que la clause « payable en francs-or » échappe à beaucoup des reproches adressés à la clause « payable en espèces ». La difficulté qu'on a à se procurer de l'or, ne peut pas constituer pour un débiteur de francs-or un cas de force majeure le dispensant d'exécuter son contrat, puisque ce n'est pas de l'or qu'il doit verser, mais du papier. Jamais, non plus, le décret du 3 juillet 1915, ni la loi du 3 avril 1918, ne pourront lui être opposés. Une semblable clause ne peut donner lieu ni à une exportation d'or, ni à une exportation de capitaux.

Mais la clause « payable en francs-or » serait sujette à d'autres reproches, qu'on ne pouvait adresser à la clause « payable en espèces ». Son grand tort, c'est qu'elle permettrait au créancier de faire état de la dépréciation du franc-papier, et de refuser en

francs-or, un débat a été ouvert au récent Congrès pour l'expansion des relations commerciales internationales, réuni à Lyon du 1^{er} au 4 mars 1924. MM. Rist et Antonelli se sont prononcés pour l'établissement des tarifs en francs-or, avec l'espoir déclaré que cela pourrait amener une généralisation de la clause dans les contrats privés. (Voir, à ce sujet, *Moniteur des Intérêts Matériels* du 13 mars 1924, et *Journal des Economistes* du 14 mars).

paiement de francs-or les billets de banque pour la valeur nominale que la loi leur attribue en franc. C'est qu'elle fait une différence entre le franc-or et le franc-papier. Non seulement elle fait apparaître la dépréciation du billet par rapport à l'or, mais encore elle permet de mesurer exactement cette dépréciation. On lui oppose donc l'article 1895 du Code civil, l'article 475, § 11, du Code pénal, et enfin la loi du 12 février 1916, poursuivant le trafic des monnaies et espèces nationales. Etudions ces textes, et voyons si l'on peut en conclure qu'il est interdit de faire une différence entre le franc-or et le franc-papier.

L'article 475 du Code pénal punit tout individu refusant de recevoir les espèces et monnaies nationales « selon la valeur pour laquelle elles ont cours ». On tomberait sous le coup de la loi en exigeant 300 francs en billets pour une dette de 100 francs-or.

Quant à l'article 1895 du Code civil, il décide qu'en dépit des mutations monétaires, le montant des créances doit rester invariable. « L'obligation qui résulte, dit-il, d'un prêt d'argent, n'est toujours que de la valeur numérique énoncée au contrat. S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement ».

Que répondre à ces deux articles?

L'argument tiré de l'article 1895 est le plus facile à réfuter :

On pourrait d'abord dire que cet article ne peut s'appliquer qu'aux mutations monétaires réalisées sous forme d' « augmentation ou diminution d'espèces », et non pas à celles qui ont lieu par voie de multiplication des billets de banque en circulation.

Mais ce serait là une interprétation bien étroite, et nous ne devons pas nous y attarder, mieux vaut étudier le véritable caractère et la véritable portée de l'article 1895.

Celui-ci n'est qu'interprétatif de la volonté des parties, et ne peut s'appliquer qu'en l'absence de toute clause contraire. Tout prêt d'argent fait, en principe, courir un risque aux deux parties en cause. Entre le jour du prêt et celui de l'échéance, la valeur de la monnaie peut se modifier. Si l'une des parties contractantes, à chacune de ces variations de valeur, pouvait en tirer argument en faveur d'une modification du montant des créances, cela engendrerait des procès nombreux et sans fin. L'article 1895 décide qu'il ne doit pas en être tenu compte, et qu'en principe les parties courront le risque d'un changement de la valeur de la monnaie. De cette façon, le contrat de prêt participe un peu au caractère des contrats aléatoires. Le créancier peut toucher à l'échéance un pouvoir d'achat supérieur ou inférieur à celui qu'il a avancé.

Mais l'article 1895 n'interdit pas aux parties de stipuler par une disposition contraire que ce risque doit être écarté, et que le débiteur devra payer, en tenant compte de la dépréciation de l'unité monétaire. Ce qui prouve que tel est bien l'esprit de l'article 1895, c'est d'abord qu'il formule une

exception au principe général posé dans l'article 1893, d'après lequel le débiteur ayant emprunté une certaine quantité de choses doit « en rendre autant de même espèce, *quantité* et *qualité* », et qu'étant une disposition exceptionnelle, il doit être interprété le plus strictement possible. C'est encore que les deux articles 1896 et 1897 ont indiqué expressément aux contractants quelques-uns des moyens dont ils pourraient se servir pour se protéger contre une mutation monétaire possible : passer un contrat en lingots, en grammes ou kilos d'or.

De plus, il ne faut pas oublier que l'article 1895 a été écrit et inséré dans le Code peu de temps après l'aventure des assignats, que les rédacteurs de l'article se souvenaient qu'il avait fallu un texte spécial pour faire annuler les clauses contraires à la règle posée dans l'article 1895 et que la loi de thermidor, an IV, était venue expressément décider que ces clauses seraient valides à l'avenir.

L'article 1895 n'est donc qu'interprétatif de la volonté des parties, et n'exclut pas les clauses expresses par lesquelles les parties auraient entendu faire varier le montant de la dette, d'après les variations de la valeur de l'unité monétaire.

On a parfois voulu opposer à cette explication le mot : « *toujours* », qui se trouve dans l'article 1895. « L'obligation, dit-il, n'est *toujours* que de la somme numérique énoncée au contrat ».

Mais Labbé déjà avait fait remarquer, en 1873, que ce mot n'excluait pas les clauses contraires, et n'était là que pour signifier « à quelque époque que ce soit », quelle que soit la variation survenue dans la valeur des monnaies.

La présence de l'article 1895 dans notre Code civil n'exclut donc pas pour un créancier la possibilité de stipuler que l'étendue de l'engagement de son débiteur pourra varier avec la dépréciation de la monnaie. Il signifie seulement *qu'en l'absence de clause contraire*, une mutation monétaire ne peut avoir d'influence sur le montant des créances.

Les clauses qui permettent de se protéger contre l'inconvénient des mutations monétaires ne sont donc pas interdites par l'article 1895 du Code civil. Mais peut-on utiliser dans ce but le procédé du franc-or? Peut-on, pour une dette de 100 francs-or, réclamer plus d'un billet de 100 francs? C'est là que nous retrouvons l'article 475 du Code pénal et le cours forcé. Certains les interprètent comme interdisant l'agiotage sur le billet, et comme établissant une égalité de droit entre le franc-or et le franc-papier.

Cette présomption d'égalité serait, dit-on, l'œuvre du cours forcé, à la suite duquel, d'après l'arrêt précité de 1873, le créancier « ne peut légalement se refuser à recevoir en paiement des papiers de crédit auxquels la loi a attribué *une valeur obligatoirement équivalente à celle des espèces métalliques* ». Cette affirmation nous semble tout à fait inexacte, et, à nos yeux, il est certain que le cours forcé n'a pas pour but de donner au papier une valeur obligatoirement équivalente à celle de l'or, et qu'au contraire il a pour résultat de distinguer le franc du franc-or.

Tout d'abord, il est certain que la loi créant le

cours forcé, n'a pas pour but de donner, *en fait*, au papier, une valeur égale à celle de l'or. Aucune loi ne peut arriver à un semblable résultat, la valeur de la monnaie dépendant en fait de facteurs indépendants de la volonté du législateur. Une loi proclamant le cours forcé ne le peut pas, puisqu'au contraire c'est elle qui a pour résultat certain de désolidariser la valeur de l'or de celle du papier.

Dès qu'elle est votée et que l'inflation commence, la dépréciation du papier se manifeste presque aussitôt, sous forme de disparition de l'or (loi de Gresham), ou de dédoublement des prix dans tous les marchés au comptant.

Le résultat du cours forcé c'est donc, *en fait*, non pas de donner aux billets de banque une valeur équivalente à celle des espèces métalliques, c'est au contraire de faire disparaître l'égalité entre le papier et l'or. On peut bien dire que le cours forcé établit une circulation de monnaie inconvertible, mais non pas que cette monnaie inconvertible a la même valeur que l'or. Tous les événements survenus depuis dix ans crient le contraire. Le franc n'est plus une monnaie d'or. L'Etat, les tribunaux, le reconnaissent dans les paiements internationaux. En France, tout le monde sait bien que l'or fait prime sur le papier, et que le franc français n'est pas plus semblable au franc-or qu'au franc suisse par exemple. La pensée des individus qui contractent en francs-or est donc certaine : ils entendent utiliser une autre unité monétaire que le franc officiel.

Mais si telle est la vérité de fait, la loi ne peut-

elle pas créer une fiction de droit contraire aux faits et faire produire à cette fiction des effets juridiques. Ne peut-elle pas établir le principe de l'égalité en droit du franc-or et du franc-papier, bien qu'en fait cette parité n'existe pas.

Que la loi puisse créer cette fiction contraire aux faits, c'est déjà douteux, et pour les raisons suivantes :

1° D'abord, le domaine d'application de cette fiction serait singulièrement restreint. Elle ne pourrait jouer aucun rôle dans les marchés au comptant. Car là la dépréciation du billet de banque se traduit par des traits inévitables : soit la disparition de l'or, soit le dédoublement des prix. Ce n'est pas le maintien officiel de la fiction « franc égale franc », qui amènera les débiteurs à payer leurs dettes avec les derniers napoléons qu'ils peuvent posséder, ni qui poussera encore quelques « poires » à porter leur or à la Banque de France, ni qui empêchera tel ou tel commerçant de vendre ses marchandises à deux prix différents, suivant que l'acheteur livre en paiement de l'or ou du papier.

Ainsi, le maintien de la fiction « franc égale franc » ne peut tromper personne, puisqu'il y a toute une partie du commerce où elle ne peut jouer aucun rôle ;

2° Tout le monde étant ainsi convaincu que la fiction « franc égale franc » n'est qu'un mensonge, lui faire produire des effets juridiques dans les contrats à long terme apparaît clairement comme une iniquité, ruinant le créancier en période d'inflation, le débiteur en période de déflation et pouvant

aboutir à une véritable dépossession. Peut-on soupçonner une loi de vouloir une injustice, peut-on la soupçonner de vouloir organiser une dépossession? Non, sans doute.

On ne peut donc pas présumer, lorsque la loi créant le cours forcé ne s'exprime pas clairement, qu'elle ait voulu établir la fiction « franc égale franc ». Il se peut qu'elle l'ait voulu en l'absence de toute clause, parce qu'alors on peut dire que les parties contractantes ont accepté de courir le risque d'une hausse ou d'une baisse de la valeur de la monnaie, mais dès que les parties ont manifesté leur volonté de se soustraire à ce risque, la loi ne peut pas être présumée avoir voulu commettre une injustice flagrante à l'égard de l'une d'entre elles.

Cependant tout étant permis à la loi, on pourrait concevoir qu'un texte vienne établir la fiction « franc égale franc, » et déclarer que les billets valent de l'or. Une loi pourrait donc ainsi créer une fiction, à l'encontre du résultat du cours forcé. Mais cette loi n'existe pas en France, nous l'avons vu. Rien ne ressemble à l'article 3 du décret du 12 septembre 1790, déjà analysé. Donc la fiction « franc-or égale franc-papier » n'existe pas en France.

On prétend cependant parfois qu'elle existe et qu'elle résulte d'un concours de textes. Le franc reste défini par la loi 0 gr. 29 d'or. Le franc légal est donc encore le franc-or. Un créancier ne peut donc pas, sans contrevenir à l'article 475, paragraphe 11 du Code pénal, refuser pour l'acquittement d'une dette de 100 francs-or les espèces auxquelles

la loi a donné cours légal pour 100 francs. Nous croyons au contraire que, *même en droit*, le franc a cessé d'être une monnaie d'or, du fait du cours forcé. Pour l'établir, nous pourrions faire état de certaines phrases maladroites des adversaires de la clause, par exemple, de cette affirmation que, pendant le cours forcé, « le billet sera seul monnaie légale » (1). Mais ceci nous paraît inexact et nous préférons prétendre que le cours forcé a créé une circulation de papier inconvertible et donc modifié notre statut monétaire. Le franc a changé de nature et n'est plus une monnaie d'or. Donc les espèces qui ont un pouvoir libératoire en franc, fixé par la loi, n'ont pas le même par rapport au franc-or. Pour payer des francs-or, il faut payer l'agio.

On oppose enfin à la validité des contrats en franc-or la loi du 12 février 1916 sur les ventes de monnaies nationales.

On prétend que la Jurisprudence pourrait assimiler à une vente de monnaies nationales pour un montant différent de sa valeur nominale, le fait de réclamer pour l'acquittement d'une dette en francs-or une quantité supérieure de francs-papier.

Nous ne croyons pas que les tribunaux puissent se permettre une pareille fantaisie, elle serait vraiment trop contraire à l'esprit et au texte de la loi du 12 février 1916.

Tout d'abord, il n'y a pas juridiquement « vente

(1) Voir *Journal des Economistes* du 15 avril 1924, p. 91.

de monnaies nationales » puisque jamais celles-ci ne paraissent. Ensuite le but de la loi est d'éviter la spéculation sur les monnaies nationales, leur exportation ou leur fonte. La clause payable en franc-or, ne facilitant aucune de ces opérations et ne se rapprochant d'aucune d'entre elles, ne peut être considérée comme contraire à la loi de 1916.

Pour conclure, nous dirions volontiers : c'est le cours forcé qui désolidarise en fait la valeur de l'or de celle du papier. L'égalité de valeur de l'or et du papier n'est donc pas comprise dans la notion de cours forcé, elle lui est même absolument opposée. En voulant imposer la fiction « franc égale franc » la loi commettrait une injustice, et ce reproche peut être adressé à l'article 4 du décret de 1790. En tout cas, pour imposer une fiction contraire aux faits, il est de toute nécessité que la loi manifeste sa volonté de le faire d'une façon claire et expresse. La loi ne l'a pas fait. Donc la fiction « franc-or égale franc-papier » n'existe pas en droit français. La clause « payable en valeur-or » doit être respectée.

III. — **Arguments d'ordre économique opposés à la clause « payable en or »**

Notre étude du problème purement juridique étant terminée, notre analyse de textes étant close, nous pouvons de nouveau étudier ensemble la clause espèces et la clause franc-or. Elles sont soumises aux mêmes objections d'ordre économique. Ces objections ont joué un rôle très important sur les décisions de Jurisprudence exposées plus haut.

On peut tenir pour certain que les influences ou du moins les conseils gouvernementaux n'ont pas été étrangers aux arrêts rendus contre la clause « payable en or ».

On a d'abord mis en jeu une raison sentimentale, une raison d'orgueil national : il ne faut pas avouer officiellement la dépréciation du franc.

C'est antipatriote et immoral. Nous ne croyons pas devoir insister là-dessus (1). L'immoralité réside dans l'inflation, et non pas dans les moyens de se protéger contre elle. Le doute antipatriotique, à l'égard de l'avenir de la monnaie nationale, c'est l'inflation qui le crée. Une saine politique financière créerait au contraire la confiance. Au lieu d'une fuite devant le franc, elle pousserait les individus, français ou étrangers, à spéculer à la hausse du franc. Rien ne sert de vouloir cacher la dépréciation du franc. Cette dissimulation ne trompe personne. Cependant certains s'obstinent à croire que cet aveu pourrait avoir des conséquences graves au point de vue économique, et que si l'utilisation de la clause se généralisait, des catastrophes pourraient en résulter : On a fait valoir à cet égard les considérations suivantes :

1° D'abord on dit que cela nuirait au crédit du

(1) Sur le caractère immoral des conventions en saine monnaie, on consultera avec fruit les pages consacrées à ce sujet par M. G. JÈZE, dans son cours de 1923-1924 (Giard et Brière 1924, p. 156 et suivantes).

franc, et ferait baisser sa valeur. Nous sommes convaincus que cela ne jouerait aucun rôle sur la valeur de la monnaie nationale. L'Italie, la Grèce ont admis la validité de la clause, et cela n'a eu aucune mauvaise influence sur la tenue de la lire ou de la drachme. Et cela se comprend. La clause payable en or n'est que le résultat de la méfiance qu'inspire le franc. Elle ne la provoque pas. Elle est une des formes de la « fuite devant le franc », mais la moins nuisible, comme nous le verrons plus loin. Elle n'est qu'un des symptômes de la dépréciation du franc, mais ne peut être cause d'une dépréciation plus forte. Qu'est-ce qui peut provoquer en effet la baisse du franc ? D'abord une inflation intérieure considérable, pouvant provoquer une hausse des prix considérable. D'autre part, le franc peut se déprécier sur le marché des changes, si, par crainte d'une baisse ultérieure plus forte, étrangers et nationaux se mettent à vendre les francs qu'ils possèdent et à acheter des devises. Cette fuite devant le franc pourrait alors amener une hausse des devises, donc une baisse du franc sur le marché des changes, qui serait suivie presque certainement d'une baisse du franc sur le marché intérieur, d'une hausse des prix.

Mais la clause payable en or peut-elle provoquer ces ventes de franc sur le marché des changes ? Les clauses payables en franc-or ne le peuvent certainement pas. Il n'y a pas alors fuite devant le franc, monnaie de paiement, mais seulement devant le franc, monnaie de contrat. Il n'y a donc pas offre de francs, et demande d'une autre monnaie. Il est seulement convenu que le jour du paiement on

payera en francs-papier une valeur déterminée par la valeur atteinte ce jour là par le franc-or. Dans ces conditions les contrats en monnaie saine ne peuvent amener de vente de monnaie nationale. Ils ne sauraient même pas, comme on le prétend parfois, diminuer l'utilisation du franc par les nationaux, puisque c'est toujours en francs que l'on payera, et que seule la quantité de francs à verser se trouvera modifiée.

Pour la clause « payable en espèces », c'est moins certain : le débiteur d'or devra souvent, pour se libérer, faire venir de l'étranger le précieux métal. Il devra donc offrir, pour cela, des francs-papier sur le marché des changes et ainsi provoquer leur dépréciation.

Redisons ce que nous avons dit plus haut. La constitution d'avoirs à l'étranger et l'achat d'or n'amènent une dépréciation de la monnaie nationale que si ces avoirs ou cet or restent inactifs à l'étranger, et ne sont pas utilisés à stabiliser le cours de la devise nationale, quand celle-ci est attaquée.

S'ils doivent, au contraire, servir à cette stabilisation, leur influence est saine. L'offre de francs qui aura lieu au moment de ces achats ou de ces constitutions d'avoirs aura été prévoyante. Le stock d'or de la France en sera augmenté, et cela pourra servir à faire obstacle plus tard à une crise de la monnaie nationale. Un achat d'or ne peut amener une baisse durable de la devise nationale. Elle porte en elle-même le remède au mal momentané qu'elle peut faire.

D'ailleurs la clause « payable en espèces » ne peut

faire ce mal momentané que dans la mesure où elle aboutirait à une importation de métal. Or, elle n'aboutit à cela que parce qu'aujourd'hui l'or se cache, en application de la loi de Gresham : il a disparu de la circulation à cause de la fiction « franc-or égale franc-papier ». Le jour où cette fiction disparaîtrait, l'or des bas de laine reparaitrait dans la circulation effective, et pour se libérer en espèces, il ne serait pas nécessaire d'en faire venir de l'étranger. On en trouverait dans la circulation nationale. La clause franc-or, ni la clause-espèces ne pourraient donc amener une chute du franc. Des expériences de bimonétisme ont pu jadis être tentées, sans qu'aucune des monnaies en circulation n'en souffrent.

2° On a fait une objection, moins absolue, mais beaucoup plus adroite, à notre avis, contre la clause « payable en or ». Celle-ci, dit-on, serait l'origine d'une hausse de tous les prix. En période d'inflation, se produit un décalage entre le mouvement des prix intérieurs et le mouvement des changes. Les prix intérieurs haussent moins vite que les changes, et donc que l'or. Ils restent inférieurs au prix-or mondiaux. La généralisation de la clause « payable en or » ferait disparaître ce décalage, puisqu'elle ferait apparaître la dépréciation réelle du papier par rapport à l'or, dépréciation que l'on soupçonne aujourd'hui, mais dont on ne sait pas l'étendue.

Rien n'est moins certain que cette affirmation. Pour que disparaisse ce décalage, il faudrait que les prix fixés en francs-or deviennent égaux aux prix

or-mondiaux. Et cela n'est pas sûr. Il est à remarquer qu'aujourd'hui ce décalage ne se produit pas du tout pour les grands produits ayant un marché international : les cours du sucre, du charbon, par exemple, à Paris, ne sont que la traduction en francs des prix pratiqués sur les marchés plus importants de New-York ou de Londres. Le décalage ne se produit que pour les produits difficiles à transporter d'un pays à l'autre et pour lesquels la loi d'indifférence ne peut jouer. Il n'y aurait sans doute rien de changé, le jour où les contrats en franc-or se multiplieraient. Comme aujourd'hui les prix en or des grands produits internationaux seraient les mêmes dans tous les pays, malgré les frontières. Ceux des produits de consommation plus restreinte continueraient à varier d'un pays à l'autre. Le décalage ne disparaîtrait pas pour eux. Le fait de les fixer en or ne les ferait pas forcément fixer au même niveau que les prix mondiaux.

3° On dit encore parfois que, valider les clauses « payable en or » d'avant 1914, ce serait faire une discrimination injustifiable entre les créanciers d'avant-guerre. D'un côté, le plus grand nombre d'entre eux, le clan des imprévoyants, ayant contracté en francs, seraient remboursés en monnaie dépréciée. D'autre part, un petit nombre de prévoyants, ayant contracté en monnaie d'or, pourraient exiger le paiement en monnaie saine. Privilège difficile à expliquer. Au temps de la conclusion de ces contrats avant 1914, c'était bien aussi de francs-or qu'il s'agissait, même là où la clause

« payable en or » n'avait pas été expressément stipulée (1). Sanctionner les promesses de payer en or, *inscrites* dans les contrats d'avant-guerre c'est sanctionner les promesses expresses et négliger les promesses tacites. Aussi bien, dit-on, une telle discrimination ne durerait pas bien longtemps. Au bout de quelque temps, la fiction « franc égale franc » ayant perdu tout crédit, on finirait par organiser la valorisation de toutes les créances d'avant-guerre, comme cela a eu lieu en Allemagne. Pour notre part, nous croyons que la discrimination faite entre les deux catégories de créances d'avant-guerre peut très bien se justifier en droit. Rien ne prouve que les individus ayant contracté en francs avant la guerre, aient entendu se faire délivrer des francs-or. Il est clair, au contraire, qu'ils n'avaient pas songé à se protéger contre une modification de la valeur du franc. On peut très bien considérer qu'ils acceptaient de courir le risque d'une baisse du franc, comme compensation du profit qu'ils pouvaient espérer d'une hausse possible du pouvoir d'achat de notre devise. Il n'y a donc pas de raison de leur accorder un résultat qu'ils n'avaient pas cherché à s'assurer. Au contraire l'intention des individus ayant contracté en or est formelle. L'article 143 du Code commercial oblige à la respecter.

4° On fait enfin contre la clause « payable en or »

(1) C'est une idée analogue qui a été soutenue par M. Louis Havy dans son ouvrage : « Le contrat de prêt et la baisse du franc », (Thèse Paris 1923).

une dernière objection : La valeur de l'or par rapport aux monnaies nationales étant extrêmement variable, et pouvant se modifier même sans changement des prix intérieurs, la clause « payable en or » augmenterait encore les risques des contractants.

Un débiteur de francs-or pouvait, par exemple, être obligé pour se libérer de verser une somme en billets très supérieure à celle qu'il pensait le jour du contrat devoir verser, simplement à cause d'une hausse imprévue et très importante des changes (1). La clause « payable en or » aurait donc pour résultat de ne pas faire dépendre véritablement le montant de la créance du pouvoir d'achat intérieur du franc, et ne mettrait pas à la disposition du commerce l'étalon monétaire absolument stable que l'on cherche.

Cette objection n'est pas inexacte. Mais il ne faut pas exagérer sa portée. D'une part, l'or, dans un pays qui fait de l'inflation ou de la déflation, a une valeur beaucoup plus stable que la monnaie nationale. La stabilité n'est pas parfaite, mais il est cependant à ce point de vue le moins imparfait des étalons. D'autre part, le mouvement des prix intérieurs tendant toujours à se faire parallèle au mouvement des changes, les modifications de la valeur du franc-or par rapport au franc se produiront en même temps que les modifications du pouvoir d'achat intérieur du franc. Le franc-or constitue

(1) Voir à ce sujet *Journal des Economistes* du 15 avril 1924, p. 97.

donc bien par rapport aux marchandises intérieures, un étalon de valeur presque invariable.

Voici donc résolues les dernières objections d'ordre économique que l'on adressait à la clause payable en or. Ces objections n'étaient pas bien graves. L'exemple de la Grèce et de l'Italie, et de tous les autres pays où la clause est valide, le prouve en fait très nettement.

Nous avons exposé, dans notre première partie, quels sont ces avantages. Nous avons vu qu'elle est surtout un moyen de protection individuelle contre les dangers de l'inflation, mais elle peut avoir aussi des avantages d'ordre général. Qu'il nous soit seulement permis d'ajouter à ce sujet en finissant qu'elle nous semble surtout pouvoir être la source des deux bienfaits suivants :

1° Diminuant les risques des commerçants, elle peut les inciter à baisser leurs prix.

2° Elle peut « débusquer » l'or qui s'est « embusqué » au moment où la Banque de France essayait de mobiliser le stock de métal se trouvant dans le pays. Il s'est embusqué conformément à la loi de Gresham, parce qu'alors l'or était une bonne monnaie circulant de concert avec une mauvaise monnaie, et possédant la même valeur légale que celle-ci. Du jour où l'aveu officiel de l'inégalité de valeur existant entre les deux monnaies serait accompli, du jour où la clause « payable en or » serait respectée, l'or pouvant de nouveau circuler pour sa valeur réelle, réapparaîtrait dans la circulation.

IV. — Impossibilité d'empêcher la manifestation extérieure de la dépréciation du franc

Enfin en faveur de la clause « payable en or », il faut tenir compte d'un dernier argument. Il est *impossible* d'empêcher les contractants de tenir compte de la dépréciation du franc. On veut les empêcher de parler de franc-or, c'est parfaitement ridicule. Ils chercheront en effet d'autres moyens d'échapper à la mutation monétaire, et tous ces moyens constituent tout aussi bien que la clause « payable en or » un aveu de la dépréciation du franc.

Il est curieux de remarquer que les plus farouches adversaires de la clause, après avoir fait sévèrement son procès, se mettent à chercher quel autre procédé les individus peuvent avoir à leur disposition pour se protéger contre les inconvénients de la mutation monétaire (1), qu'ils citent les contrats en marchandises, les contrats passés en monnaies étrangères, les contrats passés en kilogrammes d'or, et même qu'ils admettent la clause qui ferait varier la somme à payer en francs, non pas d'après le cours de l'or, mais d'après le pouvoir d'achat intérieur de la monnaie nationale, tel qu'il résulte des indices de prix (2). Que de moyens de pratiquer « la fuite

(1) Voir à ce sujet deux articles parus dans le *Journal des Notaires et des Avocats* du 20 janvier 1923 : « Monnaie ou froc », de M. Frédéric Lemaître; du 20 février 1923, de M. René Demogue.

(2) Voir *Journal des Economistes* du 15 avril 1924, p. 92 (Exposé de M. E. Vidal à la Société d'Economie Politique).

devant le franc ». L'interdiction de la clause « payable en or » nous semble ridicule et inopérante puisque sont permis les autres procédés tendant au même résultat. Pourquoi considère-t-on comme immoral et antipatriotique un seul de ces procédés, celui précisément qui serait le plus pratique? Et pourquoi ne veut-on pas avouer que puisque les contrats en kilogrammes d'or sont permis par la loi, et que l'article 1896 semble formel à ce sujet, les discussions contre les contrats en espèces ou en franc-or sont un peu byzantines. C'est l'expression *franc-or* qui fait peur. Cette peur des mots est un bien pauvre argument.

On pourrait, de cette observation, tirer un argument contre nous : pourquoi tant insister en faveur de la clause « payable en or », dont la validité est douteuse, alors que tant d'autres procédés, dont la validité est certaine, peuvent donner le même résultat. Il n'est malheureusement pas exact qu'ils puissent donner le même résultat. Nous avons déjà vu que les contrats en marchandises ou en monnaies étrangères n'offriraient pas la même sécurité que les contrats en or. Enfin, il est infiniment plus commode de contracter en francs-or que de calculer en kilogrammes d'or.

Cela se rapproche beaucoup plus des coutumes existant déjà dans le commerce.

En résumé, il est vain de s'obstiner à la condamnation de la clause « payable en or », et de ne pas vouloir avouer la dépréciation du franc. Tout le monde est au courant de cette dépréciation. La clause or peut rendre de grands services. Si elle

n'était pas valable en face des textes actuels, nous croyons qu'il faudrait faire une loi nouvelle pour la valider. Mais aucun texte ne s'y oppose. La Jurisprudence qui la condamne est donc néfaste et erronée.

CONCLUSION

Que faut-il retenir de ce long exposé sur une petite question, mais qui fit beaucoup de bruit il y a quelques mois. Nous croyons pouvoir résumer notre pensée de la façon suivante :

Bien des Etats ont été soumis au régime du cours forcé.

Dans presque tous, on a considéré que cela ne suffisait pas pour faire invalider la clause « payable en or » et qu'une loi spéciale était nécessaire pour arriver à ce résultat. Parfois cette loi a été votée. La clause a été dépourvue d'efficacité. Mesure néfaste et inopérante : on trouvait d'autres moyens de contracter en monnaie saine, si bien que la loi, au bout de peu de temps, était rapportée.

En France, aucun texte exprès ne condamne la clause « payable en or ». Pourtant la Jurisprudence considère celle-ci comme nulle, en se basant seulement sur le cours forcé. Nous croyons, au contraire, que la clause en France est valable, et que les tribunaux sont victimes d'une interprétation erronée. Nous le croyons pour les raisons suivantes :

D'autre part, la clause « payable en espèces d'or »

peut être insérée dans les contrats : nous avons, en France, plusieurs catégories d'instruments de paiement à qui la loi a donné cours légal, et sans tomber sous le coup de l'article 475, § 11 du Code pénal, les contractants peuvent parfaitement fixer celle des monnaies que devra verser le débiteur. Le cours forcé ne saurait rien changer à cette situation, il n'ajoute rien au pouvoir libératoire des monnaies.

D'autre part, la clause « payable en francs-or » n'est pas, non plus, contraire au cours légal du billet de banque. L'article 475, § 11, du Code pénal, ne s'occupe que de la monnaie du paiement et non pas de la monnaie du contrat. Celle-ci est laissée au choix des parties, en vertu de l'article 143 du Code de commerce. On peut donc contracter en France en une autre unité de compte que l'unité monétaire officielle, soit une monnaie étrangère comme le franc suisse, soit une monnaie de compte sans caractère officiel comme le franc-or. Ces contrats donneront lieu à un paiement en espèces nationales, compte tenu de leur valeur réelle par rapport à la monnaie de compte choisie par les contractants.

Le cours forcé ne peut avoir pour but de renforcer le cours légal, en privant d'efficacité les clauses « payable en or ». Il est faux de dire qu'il a pour but de faire accepter le billet de banque « pour une valeur obligatoirement équivalente à celle des espèces métalliques ». Ce n'est pas là son but, puisque c'est précisément lui, au contraire, qui a pour résultat inévitable de rendre indépendantes l'une de l'autre la valeur de l'or et celle du billet. Si, malgré le cours forcé, on veut établir la fiction « or égale

papier », fiction légale contraire aux faits, il faut qu'une loi le dise expressément. Cette loi n'existe pas en France. La clause « payable en or » doit donc être respectée et un revirement de notre Jurisprudence s'impose.

Pourtant notre Jurisprudence s'obstine et on peut se demander comment ce revirement pourrait se produire. Il nous semble qu'on pourrait s'appuyer sur l'article 1896 du Code civil et passer des contrats en lingots d'or ou d'argent; par exemple fixer le prix d'une chose ou le montant d'une créance d'après la valeur en francs atteinte par un poids déterminé d'or le jour du paiement. Ou bien encore, en s'appuyant sur l'article 143 du Code de commerce, on pourrait contracter en une monnaie à valeur stable, définie par un poids d'or déterminé, sans aucun caractère officiel, et portant un nom très différent du franc. On pourrait contracter en besants, en ducats ou en écus. Une banque privée, au besoin, pourrait se créer pour régulariser l'emploi de la nouvelle unité monétaire, en ouvrant des comptes en besants ou en écus. On ne voit pas ce que la loi pourrait opposer à de pareilles pratiques. Quand les tribunaux se seraient habitués à sanctionner de semblables engagements, l'expression de franc-or les effraierait moins, et leur semblerait plus commode. On pourrait peut-être alors obtenir de faire respecter les contrats en franc-or.

A notre avis, la clause « payable en franc-or » a plus d'avenir que la clause « payable en espèces ». Les contractants la préfèrent. Elle est plus commode

et le restera, tant qu'une partie du stock d'or national continuera de se dissimuler. D'ailleurs une même tendance se manifeste partout : dans les circulations intérieures des Etats, le papier-monnaie se substitue peu à peu à l'or, celui-ci n'étant utilisé que pour les paiements internationaux, par les divers instituts (caisses de conversion, banques d'émission) chargés dans chaque pays de la stabilisation de la monnaie nationale. La clause francs-or respecte cette tendance plus que la clause espèces, puisqu'elle peut entraîner un paiement en monnaie de papier et qu'au contraire l'autre ferait reparaître le métal dans la circulation effective.

Nous avons été surpris au cours de notre étude de voir qu'en matière monétaire les auteurs semblaient partagés en trois clans différents : les civilistes, pour la plupart, se sont montrés opposés à la validité de la clause. Les auteurs de droit comparé ou de droit international en sont généralement partisans, les économistes aussi. Comment expliquer ce classement : c'est qu'au fond les deux camps en présence ont des idées diverses sur toute la question monétaire. Il est bien naturel que les économistes et les auteurs de droit international privé soient alliés dans cette discussion. Les uns et les autres professent que la monnaie est essentiellement une marchandise dont la loi ne peut pas fixer la valeur. Tel est, en effet, le rôle que la monnaie possède dans les rapports internationaux. Héritiers des anciens légistes, les civilistes au contraire continuent d'assurer en des termes variés que la loi peut

jouer un rôle considérable dans la fixation de valeur de la monnaie. Tous croient plus ou moins que par des procédés divers la loi peut atténuer les variations de cette valeur ou du moins les ignorer. Ils se montrent ainsi partisans plus ou moins de la vieille théorie de la monnaie-signe qui, jadis, permettait aux rois de pratiquer les mutations monétaires, et a encore trouvé un écho dans l'article 1895.

On pourrait, à ce sujet, rappeler certaines pages du « Prêt de consommation » de Pothier. Celui-ci se rendait parfaitement compte que la valeur de la monnaie est indépendante d'une manifestation de volonté légale, mais la tradition lui semblait être en faveur de la théorie de la monnaie-signe. L'organisation monétaire était aux yeux de ses contemporains un droit régalien et une fonction de l'Etat. Le souverain avait le droit de modifier la teneur en or de l'unité monétaire, et les particuliers devaient en subir les conséquences. « Dans la monnaie, dit-il, on ne considère pas les corps et pièces de monnaie, mais seulement la valeur que le prince y a attachée. » Quand il arrive à l'étude des contrats en monnaie stable, il hésite, les déclare d'abord valables, puis se contredit, et finit par les trouver difficiles à accepter, parce que « on ne peut prêter la monnaie en elle-même, mais seulement comme signe de la somme qu'il a plu au prince de lui faire signifier ».

Ainsi c'est sur des arguments empruntés à la théorie de la monnaie-signe, théorie abandonnée aujourd'hui comme insensée par tout le monde, théorie justifiant les pires procédés monétaires, théorie que toute notre organisation monétaire depuis la Révo-

lution française a rejetée, que l'on peut seulement appuyer l'annulation des clauses « payables en monnaie saine ». Les adversaires de la clause nous font revenir très loin en arrière.

Il convient de remettre les choses au point. Que peut au juste la loi au point de vue monétaire ? En principe, l'Etat en frappant des monnaies, ne leur confère aucune valeur : l'effigie qu'il appose sur une pièce de métal n'est qu'une signature ; le souverain atteste qu'il y a dans cette pièce un poids convenu de métal. De même si une banque frappe des billets, c'est, en principe, parce qu'elle peut les rembourser en métal. La loi qui donne à des pièces de métal ou à des billets de banque cours légal ne fixe pas leur valeur par rapport aux marchandises, mais bien seulement leur valeur par rapport à l'unité de compte officielle. Le jour où leur valeur variera par rapport aux marchandises, celle de l'unité de compte variera aussi. L'Etat peut bien imposer en paiement des espèces métalliques ou n'importe quel autre objet. Il peut leur donner cours légal et indiquer quel sera leur pouvoir libératoire par rapport à l'unité de compte officielle. Mais il ne peut fixer la valeur de l'unité de compte. Il ne doit donc pas essayer d'empêcher les individus de tenir compte des variations de celle-ci, s'ils en manifestent le désir.

Il ne peut pas plus imposer aux contractants l'utilisation de la monnaie officielle. Il ne peut que fixer le sort de la monnaie de paiement, mais ne peut empêcher les contractants de choisir la monnaie de contrat. Aucune loi monétaire ne peut interdire aux individus de fixer à leur gré l'étendue de leurs obli-

gations. En France, aucune loi n'a cherché à le faire. Si une loi tentait de leur enlever ce libre choix, et leur imposait l'utilisation d'une certaine monnaie, les contractants trouveraient des procédés nombreux et faciles pour passer outre aux ordres du législateur. Au lieu de fixer en monnaie le montant des obligations, on le fixerait en marchandises, ce qu'aucune loi ne saurait empêcher.

Cela, l'article 143 du Code de commerce avait semblé le comprendre. Il est malheureux que des interprètes mal inspirés aient réduit sa portée aux clauses « payables en devises étrangères ». Il s'applique aussi bien à toutes les unités monétaires purement privées, dont l'instabilité monétaire peut susciter l'utilisation. Une traite payable en besants, en ducats ou en francs-or, doit être payée dans la monnaie qu'elle indique aussi bien qu'une traite en dollars ou en livres sterling.

Nous espérons que nos tribunaux, revenant sur des décisions injustes inspirées par des conceptions économiques complètement abandonnées, sauront bientôt donner à cet article 143 toute sa portée. Il autorise les contrats en monnaie étrangère, il autorise aussi les contrats en francs-or. Et puisqu'une Jurisprudence constante le déclare applicable à toutes les obligations, aussi bien civiles que commerciales, répétons qu'en droit français, les dettes doivent être acquittées « dans la monnaie qu'elles indiquent ».

BIBLIOGRAPHIE

Indépendamment des ouvrages généraux qui parlent incidemment de la clause « payable en or », les principaux livres, les principales revues à consulter sont les suivants :

- ARTHUYS (J.). — « *Les paiements en or* », dans les *Cahiers des Etats Généraux* du 15 septembre 1923.
- BOISLANDRY-DUBERN (E.). — « L'appréciation des créances en Allemagne », dans la *Revue Economique Internationale* du 25 avril 1924.
- BOISTEL. — Note, dans le *Dalloz* 1873-1-177.
- CZEMICKSKY (TH.). — « Des paiements en numéraires au point de vue de leur objet » (Thèse, Paris 1923).
- DELAVALLE (E.). — « Le bilan au point de vue comptable et juridique » (Thèse, Grenoble 1910).
- « La comptabilité en francs-or » (Nouvelle Librairie Nationale, 1923).
- DEMOGUE (R.). — « Le cours forcé du billet de banque et ses effets ». (Voir *Journal des Notaires et des Avocats*, 5 mars 1921).
- « De quelques clauses tendant à se prémunir contre les variations de valeur du franc » (Id., 20 février 1923).
- DUVAL (R.). — « La monnaie à employer dans les paiements » (Thèse, Paris 1923).
- DUPUICH. — « Monnaie d'or et cours forcé » (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 janvier 1920).
- FÉLIX BERTRAND (G.). — « Le change et l'exécution des paiements » (Thèse, Paris 1923).

- HAVY (M.). — « Le contrat de prêt et la baisse du franc » (Thèse, Paris 1923).
- LALOU (H.). — « Notes dans le Dalloz : 7^e Cahier 1923, 2^e Cahier 1924. »
- JEZE (G.). — « Cours de finances publiques 1923-1924 » (Chez Giard et Brière, 1924).
- LANNOY (CH. DE). — « Le remboursement des créances hypothécaires en Allemagne. La Jurisprudence précédant la loi » (Dans *Revue Economique Internationale* du 25 mars 1924).
- LAROCHE (D.). — « La valorisation du mark en Alsace-Lorraine » (Thèse, Paris 1923).
- MATER (A.). — « Du cours forcé en droit français. » (*Revue du Droit Bancaire*, 1923).
- « Le franc-or, le billet de banque et l'ordre public » (*Revue de Droit Bancaire*, mai 1924).
- PERCEROU (J.). — « La transformation des plus-values de l'actif en augmentation du capital social » (*Annales de Droit Commercial* 1921, p. 173).
- PICOT (A.). — « Les cours du change et le droit » (Chez Helbing et Lichtenhahn, Bâle 1921).
- POTHIER. — « Traité du contrat du prêt de consommation ».
- ROZIS (J.). — « L'exécution des obligations (paiement), et les variations de valeur de la monnaie » (Thèse, Paris 1924).
- TENEKIDES. — « De la clause « payable en or » » (*Journal de Droit International privé*, 1922).
- THALLER et PERCEROU. — « Traité élémentaire de droit commercial », 6^e édit. (chez A. Iousséau, Paris).
- VAINBERG (S.). — « Le cours forcé des billets de banque, et ses conséquences juridiques » (Paris, 1873).
- VALÉRY (J.). — « La clause payable en or et le cours forcé » (*Journal de Droit International Privé*, 1916).
- WAHL (A.). — « L'effet des fluctuations du change sur la constitution et le fonctionnement des Sociétés » (*Journal des Sociétés*, 1920).

« La politique financière et monétaire de la France »
(Débats de la « Semaine de la Monnaie »)

DOCUMENTS ET REVUES

Bulletin Financier des Pays Rhénans.
Bulletin Périodique de la Presse Polonaise.
*Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informa-
tions Economiques.*
Economiste Français.
Gazette des Tribunaux.
Journal de Droit International Privé.
Journal des Economistes.
Journal des Notaires et des Avocats.
Journal de la Bourse et de la Banque.
Revue du Droit Bancaire.
Revue d'Economie Politique.

Vu : *Le Président de la thèse,*

Vu : *Le Doyen,* J. PERCEROU.

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE. — UTILITÉ DE LA CLAUSE. —	5
<i>Protection contre certains des dangers d'une mutation monétaire, quel que soit le procédé par lequel celle-ci se réalise.....</i>	15
CHAPITRE I. — <i>Inconvénients généraux d'une mu- tation monétaire.....</i>	16
A. L'inflation entraîne :	
a) La ruine des rentiers.....	18
b) L'expatriation d'une partie du capital national	18
c) La consommation d'une partie du capital des grandes entreprises.....	18
d) La disparition de l'étalon monétaire.....	19
B. La déflation ruinerait les débiteurs (Etat, Sociétés industrielles), et amènerait une crise des affaires	20
C. L'incertitude en ce qui concerne l'avenir, peut amener l'instabilité monétaire en dehors de toute inflation ou déflation antérieure.....	22
CHAPITRE II. — <i>Auxquels des inconvénients de l'instabilité monétaire la clause peut-elle porter remède ?.....</i>	23

I. La clause n'est pas en elle-même une réforme monétaire. Elle n'a aucune influence sur la valeur de la monnaie officielle. Elle n'est qu'un mode de protection individuelle	23
II. Protection pour les créanciers d'avant-guerre contre la dépréciation actuelle....	24
III. Protection pour l'intérêt national français	28
IV. Protection pour tous les individus français contractant aujourd'hui, contre les risques d'une dépréciation ou d'un relèvement ultérieur de la monnaie.....	30
V. L'adoption du franc-or dans les comptabilités empêcherait des erreurs de politique économique dues à la confusion dans un même bilan de postes évalués en or, avec d'autres ne représentant en réalité que des francs-papier	33
VI. Si la clause n'est pas une réforme monétaire, sa généralisation pourrait être génératrice de cette réforme.....	41
CHAPITRE III. — <i>Comparaison avec les autres clauses tendant au même résultat : clause payable en marchandises, clause payable en devises, clause « freibleibend » échelle mobile des traitements.....</i>	43
CHAPITRE IV. — <i>Les deux aspects de la clause « payable en or ». La clause « payable en espèces » et la clause « payable en francs-or ». Similitude de leur rôle économique. Leur ressemblance juridique. Les différences qui les séparent.....</i>	48
DEUXIEME PARTIE. — LA CLAUSE « PAYABLE EN OR » A L'ETRANGER.....	54
CHAPITRE I. — <i>Aux Etats-Unis</i>	57
CHAPITRE II. — <i>En Italie</i>	60
<i>Au XIX^e siècle.....</i>	60
<i>Depuis 1915.....</i>	62

CHAPITRE III. — <i>En Grèce</i>	64
De 1885 à 1910.....	64
Depuis la guerre.....	66
CHAPITRE IV. — <i>En Allemagne</i>	68
Avant la revalorisation.....	69
La campagne pour la revalorisation.....	76
Les événements économiques de 1923...	77
La presse.....	80
Le Parlement.....	85
Les Tribunaux.....	87
La revalorisation.....	90
CHAPITRE V. — <i>En Pologne</i>	99
TROISIEME PARTIE. — LA CLAUSE « PAYABLE EN	
OR » EN FRANCE.....	105
CHAPITRE I. — <i>Exposé des solutions données par</i> <i>les tribunaux jusqu'en 1924</i>	107
<i>Première section. — Exposé de la législation</i> <i>monétaire française</i>	110
a) Quels sont les caractères juridiques de la monnaie? Monnaie de contrat et monnaie de paiement, Art. 475, § 11 C. pén., art. 143 C. com., et 1895 C. civ.....	111
b) A quels objets la loi a-t-elle donné le carac- tère de monnaie?.....	116
<i>Deuxième section. — La clause au temps des</i> <i>assignats</i>	118
a) Le décret du 12 sept. 1790.....	118
b) La valorisation.....	120
<i>Troisième section. — La clause en 1848</i>	122
<i>Quatrième section. — Après 1870</i>	123
a) L'erreur sur la notion de cours forcé.....	123
b) Les arrêts de Jurisprudence : la clause est annulée	125
c) Les commentaires de la doctrine. MM. Bois- tel, Labbé et de Folleville.....	127

<i>Cinquième section. — De 1875 à 1914 : En période de simple cours légal, la clause est valide</i>	133
<i>Sixième section. — Depuis 1914</i>	136
a) Le statut juridique de l'or depuis 1914....	137
b) Les tribunaux proclament, en 1919, que le respect est incompatible avec le cours forcé	142
c) La clause est valide dans les paiements internationaux, lorsqu'elle ne peut donner lieu à une exportation d'or.....	144
d) La clause est valide dans tous les paiements internationaux	146
e) Dans quelles conditions y a-t-il paiement international?	149
f) La clause reste nulle pour les paiements intérieurs	152
CHAPITRE II. — <i>Critique de cette Jurisprudence</i> ..	156
<i>Première section. — Les arguments contre la clause « payable en espèces »</i>	158
a) Le cours légal ne s'y oppose pas.....	159
b) Le cours forcé non plus.....	161
c) Les lois fixant le statut de l'or non plus....	164
d) Les « dispositions jointes » du cours légal et du cours forcé non plus.....	166
<i>Deuxième section. — Les arguments contre la clause « payable en francs-or »</i>	171
a) L'Etat lui-même utilise le franc-or.....	176
b) L'art. 1895 n'interdit pas aux contractants de se protéger contre la dépréciation de la monnaie	178
c) Le franc-or est utilisable, car la fiction « franc égale franc » n'existe pas en droit financier	180
<i>Troisième section. — Réfutation des arguments d'ordre économique opposés à la clause « payable en or »</i>	185
1) Elle ne pourrait nuire au crédit du franc....	186
2) Elle ne pourrait amener une hausse des prix	189

3) Elle n'amène pas nécessairement une revalorisation de toutes les dettes d'avant-guerre	190
4) Il n'est pas vrai que la valeur de l'or soit plus instable encore que celle des monnaies actuelles de papier.....	191
<i>Quatrième section. — Il est impossible d'empêcher les contractants de tenir compte de la dépréciation du franc.....</i>	<i>194</i>
<i>CONCLUSION. — Rôle des lois positives en matière monétaire</i>	<i>197</i>
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	<i>204</i>
<i>TABLE DES MATIÈRES.....</i>	<i>207</i>

